

EUROPE

LA CONTESTATION DANS LES PAYS COMMUNISTES

Les « Izvestia » s'en prennent aux « méthodes répugnantes » des diplomates et journalistes américains en U.R.S.S.

Moscou. — Continuant la contre-offensive lancée par l'U.R.S.S. à propos du problème des droits de l'homme, les *Izvestia* ont accusé, vendredi soir 4 mars, les dissidents soviétiques d'être « en fait des agents de la C.I.A. ». Cette accusation, qui vise à discréditer les opposants au régime soviétique, est contenue dans la « lettre-confession » d'un ancien journaliste juif, M. Lipavski, que le quotidien du gouvernement soviétique publie sur trois colonnes.

Dans un très long commentaire, deux journalistes des *Izvestia* développent, d'autre part, les allégations de M. Lipavski et dénoncent notamment « les méthodes répugnantes que suivent les diplomates et les journalistes américains en U.R.S.S. ».

Les accusations du quotidien risquent de relancer la polémique américano-soviétique sur les droits

De notre correspondant

de l'homme, alors que celle-ci paraissait s'estomper, à la suite de la réaction initialement modérée du Kremlin à l'encontre de Carter-Boukharine, et après que les autorités soviétiques eurent pris deux mesures d'apaisement au cours des derniers jours : la libération d'un bûcheron psychopathe de Leningrad du dissident Borisov et l'autorisation enfin donnée à un prisonnier politique, M. Serge Kovalev, de se faire opérer d'une tumeur au cerveau. Les *Izvestia* mettent directement en cause trois diplomates et trois journalistes américains : un ancien vice-consul, M. Nathan, qui n'est plus en poste à Moscou et qui a quitté le service diplomatique ; un premier conseiller, qui est revenu à Washington depuis plus d'un an, M. Melvin Levitsky ; son successeur, M. Joseph Presel, toujours basé à Moscou mais actuellement en congé de maladie ; M. Alfred Brinkley, ancien correspondant de *Newsweek* à Moscou, qui travaille actuellement pour la commission du Congrès américain chargée de vérifier l'application des accords d'Helsinki ; M. George Krinsky, ancien correspondant de l'agence Associated Press à Moscou, exilé il y a quelques jours ; M. Peter Osnos, correspondant en U.R.S.S. du *Washington Post*.

Habituellement, la mise en cause de diplomates ou de correspondants étrangers était réservée à la *Literaturny Gaze* ou à des organes de moindre importance, ce qui permettait de ne pas donner un caractère trop officiel à ces accusations. Aujourd'hui, l'organe du gouvernement relate l'hebdomadaire de l'Union des écrivains et accuse plusieurs correspondants américains d'avoir monté un réseau d'espionnage, grâce à plusieurs dissidents, qui sont tous juifs, comme d'ailleurs la plupart des Américains mis en cause.

Deux des activistes soviétiques juifs dénoncés par le « dissident » Lipavski, M. Alfred Brinkley et M. Joseph Presel, ont déjà quitté l'Union soviétique. Il s'agit de M. Aabel et Roubine. Deux autres, en revanche, risquent d'être inquiétés. Il s'agit du professeur Lerner, qui attend depuis plus de quatre ans son visa de

M. Carter et l'accord d'Helsinki

Les termes de la lettre de M. Lipavski coïncident parfaitement avec ceux des sommets accablés des dirigeants soviétiques. « Je ne suis rendu compte, écrit-il, que des aventuriers et des escrocs, dont le but essentiel consistait à se faire de la publicité et à s'assurer des fonds de l'étranger en organisant des provocations et en aidant les forces réactionnaires de l'Occident, se cachant sous le masque des combattants pour les droits de l'homme. (...) Dans leurs réunions (de dissidents), le problème d'une aide aux Américains pour obtenir des informations secrètes d'ordre scientifique, technique et militaire ou politique, a toujours été mis à l'ordre du jour. Il s'agissait d'aider les agents de la C.I.A. qui se masquent à Moscou sous des enseignements officiels ».

La presse polonaise n'a donné encore que peu d'écho au « sommet eurocommuniste » de Madrid. Les journaux se sont contentés, jeudi 3 et vendredi 4 mars, de reproduire dans leurs pages intérieures une brève information — une vingtaine de lignes — de l'agence officielle PAP indiquant que cette rencontre était destinée à exprimer « la solidarité des communistes français et italiens aux communistes espagnols et aux forces démocratiques de ce pays ».

À Berlin-Est, en revanche, l'annonce de la réunion de Madrid a été rapportée les mêmes jours en première page de *Neues Deutschland*, l'organe du P.C. Ce journal a reproduit intégralement la déclaration finale adoptée par M. Berlinguer, Carrillo et Marchais (1).

La différence des réactions entre la presse allemande et celle de Pologne est révélatrice : elle montre l'incertitude avec laquelle les P.C. est-européens observent l'évolution du phénomène eurocommuniste. La réunion de Sofia, qui s'est tenue le 2 mars, a permis de réunir les secrétaires et les questions internationales de neuf pays socialistes, sans doute en attente d'informations, d'un genre de consultations, d'un rassemblement roumain de haut rang. M. Burdica, membre du bureau permanent du comité politique

M. Lipavski, qui annonce qu'il fera dorénavant « le maximum d'efforts pour démasquer les activités anti-soviétiques des résidents et des traités qui se sont vendus à la C.I.A. », annonce, en conclusion, qu'il renonce à sa demande de quitter l'Union soviétique pour l'Union soviétique est mon unique patrie ».

Ces « révélations » des *Izvestia* sont accompagnées de deux commentaires significatifs de l'agence Tass qui n'ont pas encore été publiés dans la presse. L'un concerne la probable conférence de Belgrade, qui devrait établir un premier bilan de l'application des accords d'Helsinki et en cause indirectement le président Carter. « Certains », affirme l'agence, se préparent à la rencontre de Belgrade en recourant aux bons offices de toutes sortes de *Boukharine*, l'ennemi de la paix et de la coopération internationale, et les représentants des États s'y présentent avec un tel état d'esprit ? Sont-ils conscients des conséquences que nous entraîneront ces contacts de genre pour l'atmosphère politique en Europe ? ».

L'agence Tass, en conclusion, laisse entendre que le président Carter communique le contenu des accords d'Helsinki. Elle écrit en effet : « Les hommes d'État ne peuvent en aucun cas se référer à ce qu'ils ne connaissent pas de façon fiable d'Helsinki, même s'ils ont décidé d'y aller de temps à leurs hautes fonctions ».

Le deuxième commentaire de l'agence Tass, publié samedi matin, critique violemment le sénateur Frank Church, auteur d'une résolution sur la protection des droits de l'homme en U.R.S.S., adoptée récemment par le Sénat américain.

JACQUES AMALRIC.

APRÈS LA RENCONTRE DE MADRID

Les dirigeants des pays socialistes sont perplexes devant l'eurocommunisme

De notre correspondant en Europe centrale

exécutif, confirme que dans les circonstances actuelles les dirigeants des pays socialistes ne peuvent pas se permettre de se laisser aller à une « communauté socialiste ».

Il ne serait pas juste de prétendre que les P.C. au pouvoir en Europe de l'Est ne prennent pas au sérieux le phénomène eurocommuniste et ne s'en inquiètent pas, même s'ils contestent encore le mot et s'ils tentent parfois de se rassurer en expliquant que l'évolution des P.C. italiens, espagnols et français n'est essentiellement due à l'existence dans ces pays de conditions politiques et nationales différentes régissant en Europe de l'Est.

La crainte d'une scission

En réalité, les dirigeants des pays socialistes sont obligés de constater que des tendances divergentes existent dans les rangs de la « communauté socialiste ».

Même si la déclaration de Madrid est le fruit d'une habileté tactique évidente de ses signataires (le respect des droits civiques en Europe de l'Est n'y est pas exprimé comme un objectif, et même si elle est le résultat d'un compromis inévitable entre des positions relatives des États d'évolution politique différents, elle n'a pas rendu le dialogue plus facile entre les grands P.C. d'Europe occidentale et les partis « frères » de l'Est. L'énumération des droits et libertés qui devront exister dans la « société nouvelle » que les communistes espagnols, italiens et français proposent aux autres « forces démocratiques » de créer avec eux est en effet une dénonciation plus terrible de l'absence de la plupart de ces droits et libertés, et donc de démocratie, en Europe de l'Est qu'aurait l'être la critique de tel ou tel aspect de la vie politique de ces États.

Avec ses limites et ses insuffisances, la déclaration de Madrid confirme néanmoins l'usage, par M. Marchais, ancien dirigeant du P.C. autrichien et aujourd'hui marxiste indépendant, dans sa revue *Wiener Tagesnachrichten* (mars 1977) : « L'eurocommunisme ne représente pas seulement une stratégie fondamentalement dif-

A LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

« On ne saurait impunément faire obstacle à la détente »

déclare le représentant soviétique

De notre correspondant

Genève. — Les États-Unis et l'U.R.S.S. se sont vivement affrontés vendredi 4 mars, à Genève, à la commission des droits de l'homme des Nations unies.

Après avoir refusé de condamner l'Ouganda (le Monde du 3 mars), la commission est allée au plus facile : elle a condamné les gouvernements de la République Soudanaise et de la Rhodésie pour leur politique de répression. L'unité s'est faite au sein de la commission sur ce sujet : cela n'a pas empêché, paradoxalement, M. Zorine, chef de la délégation soviétique, de reprocher à la fois aux États-Unis de mépriser « les principes racistes d'Afrique australe » et de « violer le principe de non-intervention dans les affaires intérieures d'un État ». M. Zorine faisait allusion à l'initiative américaine, proposée à l'initiative d'un télégramme à Moscou (le Monde du 13-14 février) pour demander, au nom de la commission, des éclaircissements sur les poursuites intentées aux dissidents soviétiques. En outre, le représentant soviétique était particulièrement irrité par les nombreuses interventions, en quolibets, des militants du Eastern Movement de libération des pays baltes. Ceux-ci avaient réussi à présenter à des journalistes accrédités au Palais des Nations un film sur les camps de travail forcé à Riga (Lettonie) et à remettre au président de la commission des droits de l'homme, M. Bosovic (Yougoslavie), une lettre dénonçant l'envoi d'une commission d'enquête dans les États baltes.

Toujours est-il que la détente, du moins verbale, n'est plus à Genève qu'un souvenir. « Le représentant des États-Unis s'engage sur une voie glissante qui n'est pas sans danger pour la paix et pour les relations internationales », a dit M. Zorine ajoutant cette menace à peine voilée : « On ne saurait impunément faire obstacle à la détente ».

Quant aux dissidents, il ne s'agit pas, selon lui, de « quelques individus qui ont contrevendu à la législation soviétique et qui ont reçu de l'argent étranger, notamment des dollars, des services secrets américains par l'intermédiaire de correspondants américains à Moscou expulsés depuis ».

La demande américaine d'envoi d'un télégramme à Moscou remonte au 12 février et ne s'était heurtée alors qu'à la réprobation de M. Zorine. Après trois semaines d'accalmie, elle a été reprise vendredi et appuyée par les autres délégués occidentaux, tandis que les représentants de la Biélorussie et de la Bulgarie, ainsi que l'observateur de l'Algérie, s'y opposaient avec vigueur. La séance a été suspendue tard dans la soirée : en dépit des efforts du délégué bulgare pour amener la commission à renoncer à examiner l'initiative américaine, la discussion reprendra lundi.

ISABELLE VICHNIAC.

(1) Allemagne fédérale, Canada, Grande-Bretagne et Italie. La France s'est pas rendue à la commission des Droits de l'homme depuis la mort de M. René Cassin, qui a été remplacé par un délégué de l'Ouganda (le Monde du 3 février).

M. Vance répète que les prises de position de M. Carter ne nuisent pas aux relations entre Washington et Moscou

Washington (A.F.P., U.P.I., Reuters). — M. Cyrus Vance, secrétaire d'État, a répété, vendredi 4 mars, au cours d'une conférence de presse que les prises de position de l'administration Carter en faveur des droits de l'homme ne nuisaient pas aux relations entre les États-Unis et l'Union soviétique. « J'ai noté quelques commentaires critiques dans la presse soviétique à l'égard de notre action en faveur des droits de l'homme », a dit M. Vance. Mais, en même temps, j'ai également noté le profond désir des dirigeants soviétiques de poursuivre les négociations en cours en vue du désarmement, en particulier du désarmement nucléaire. « Le chef de la diplomatie américaine a estimé qu'il était nécessaire de le réaffirmer dans les relations entre les États-Unis et l'Union soviétique », a-t-il souligné.

M. Vance a, d'autre part, fait une ouverture en direction de Cuba, en affirmant qu'il n'y avait pas de conditions préalables à l'ouverture de discussions sur un certain nombre de questions d'intérêt commun. M. Vance a précisé que le respect des droits de l'homme à Cuba et la « cessation des aventures cubaines à l'étranger », telles que celle de l'Angola, ne constituent pas de telles conditions préalables. M. Vance s'est déclaré favorable à l'ouverture « rapide » de négociations sur la limitation des armes de précision entre les deux pays. Il a aussi relevé une idée de M. Fidel Castro d'organiser des rencontres athlétiques entre les deux pays. (M. Kissinger, en 1976, avait interdit le voyage d'une équipe américaine de base-ball à La Havane.)

Le secrétaire d'État a, d'autre part, démenti des informations parues récemment dans la presse américaine selon lesquelles M. Kissinger aurait conclu avec Pékin un accord secret prévoyant le resserrement des relations entre la Chine et les États-Unis, en échange d'une rupture progressive des liens unissant les États-Unis et Taiwan.

pas de conditions préalables à l'ouverture de discussions sur un certain nombre de questions d'intérêt commun. M. Vance a précisé que le respect des droits de l'homme à Cuba et la « cessation des aventures cubaines à l'étranger », telles que celle de l'Angola, ne constituent pas de telles conditions préalables. M. Vance s'est déclaré favorable à l'ouverture « rapide » de négociations sur la limitation des armes de précision entre les deux pays. Il a aussi relevé une idée de M. Fidel Castro d'organiser des rencontres athlétiques entre les deux pays. (M. Kissinger, en 1976, avait interdit le voyage d'une équipe américaine de base-ball à La Havane.)

Le secrétaire d'État a, d'autre part, démenti des informations parues récemment dans la presse américaine selon lesquelles M. Kissinger aurait conclu avec Pékin un accord secret prévoyant le resserrement des relations entre la Chine et les États-Unis, en échange d'une rupture progressive des liens unissant les États-Unis et Taiwan.

Le secrétaire d'État a, d'autre part, démenti des informations parues récemment dans la presse américaine selon lesquelles M. Kissinger aurait conclu avec Pékin un accord secret prévoyant le resserrement des relations entre la Chine et les États-Unis, en échange d'une rupture progressive des liens unissant les États-Unis et Taiwan.

Chance ou défi ?

L'emploi par les dirigeants des trois P.C. occidentaux à Madrid du terme d'« eurocommunisme » sans les restrictions dont ils l'avaient encore accompagné lors de la conférence de Berlin devrait rendre plus difficile à l'avenir le genre d'actes qui ont fleuri ces derniers temps en Europe de l'Est et où l'on affirmait qu'il s'agissait d'une « fiction » ou d'une notion « fabriquée par la propagande bourgeoise et soviétique pour séduire les démocrates ».

L'eurocommunisme pose un problème aux dirigeants du monde communiste dans la mesure où : 1) il représente concrètement l'expression d'une volonté

d'autonomie non seulement diplomatique, comme celle des Roumains, mais idéologique et politique de certains P.C. vis-à-vis de Moscou ; 2) il s'engage dans la recherche d'une nouvelle interprétation des rapports entre la démocratie et le socialisme.

Les partis communistes au pouvoir s'enferment-ils dans une défense ténue du système largement autoritaire appelé « socialisme réel » qu'ils ont instauré dans leur pays ou bien comprennent-ils le défi qui leur est ainsi lancé comme une chance à saisir pour entreprendre certaines réformes particulièrement urgentes ?

Les nécessités de la détente peuvent-elles les convaincre pour l'Est avec une ténacité idéologique sur deux fronts contre l'Ouest (contre la bourgeoisie et contre l'eurocommunisme) ? Le débat est ouvert. On peut en tout cas déjà constater avec M. Frans Marek déjà cité, que les trois grands partis communistes d'Europe occidentale sont aujourd'hui allés « plus loin dans leur autonomie vis-à-vis de Moscou que les grands partis socialistes-démocrates dans leurs rapports avec les États-Unis ». La conséquence de cette évolution sera pour beaucoup encore imprévisible.

MANUEL LUCBERT.

(1) La presse soviétique n'a pas encore mentionné cette rencontre.

Yougoslavie

Les États-Unis exigent de nouvelles garanties avant de transférer de la technologie nucléaire

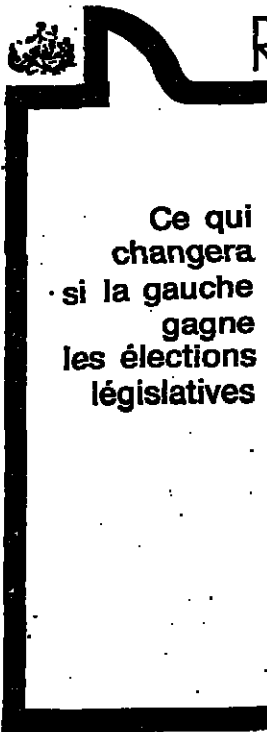
De notre correspondant

Belgrade. — Un différend inattendu vient de surgir entre les gouvernements de Belgrade et de Washington. Il risque d'avoir pour conséquence l'interruption des travaux de construction de la première centrale nucléaire yougoslave, commencée en 1975 à Krsko, petite localité située à la frontière des républiques fédérées de Serbie et de Croatie. Aux termes d'un contrat signé en 1974, les États-Unis s'étaient engagés à financer (700 millions de dollars) la construction de la centrale de Krsko d'une puissance de 644 mégawatts et la firme Westinghouse à transférer de la technologie nucléaire. Les États-Unis exigent maintenant de nouvelles garanties. C'est ce qu'a indiqué la semaine dernière à M. Milos Mitich, ministre yougoslave des affaires étrangères, M. George Vest, assistant du secrétaire d'État américain, qui s'était rendu à cet effet à Belgrade.

M. Vest a insisté sur la volonté de l'administration du président Carter d'empêcher « à tout prix » les risques de prolifération nucléaire, notamment lors du processus de transfert de la technologie nucléaire. Selon les milieux informés, M. Mitich a rappelé à son interlocuteur que la Yougoslavie avait accepté en 1974 toutes les garanties demandées par la partie américaine, de même que celles prévues par l'Organisation internationale de Vienne, et qu'elle ne voyait donc pas la nécessité de modifier le contrat. La mise en marche de la centrale de Krsko était prévue pour 1980.

En faisant obstacle — sous prétexte d'empêcher la prolifération des armes atomiques — à l'exportation de cette technologie dans les pays sous-développés, les puissances nucléaires, dit-on, cherchent à en conserver le monopole.

PAUL YANKOVITCH.



ROBERT LAFFONT

GASTON DEFFERRE

Ce qui changera si la gauche gagne les élections législatives

si demain la gauche...

réponses à

PIERRE DESGRAUPES

Préface de François Mitterrand

le livre qui répond clairement aux questions des français.

173

الكتاب الأول

EUROPE

ET LES RELATIONS EST-OUEST

MINISTRE D'ÉTAT DU GOUVERNEMENT DE BONN
**M. Wischnewski a reçu M. Amalrik
au siège du parti social-démocrate**

De notre correspondant

Bonn. — Arrivé le mercredi 2 mars dans la capitale fédérale allemande, M. André Amalrik a été reçu vendredi par M. Hans Jürgen Wischnewski, ministre d'État à la chancellerie. Il avait exprimé l'intention de rencontrer le chancelier Schmidt, mais celui-ci n'a pas donné suite à sa demande afin de ne pas indisposer les Soviétiques.

Pour marquer le caractère en quelque sorte « privé » de l'entretien, le ministre d'État n'a pas reçu M. Amalrik dans son bureau de chancellerie, mais au club du parti social-démocrate. Après un échange de vues de trois quarts d'heure, M. Amalrik a déclaré que le gouvernement fédéral allemand appuierait la politique du président Carter dans sa défense des droits de l'homme partout dans le monde.

M. Amalrik a été reçu ensuite par M. Egon Bahr, secrétaire général du S.P.D. Il aurait eu

apparaître de nombreuses conversations avec les dirigeants de la démocratie chrétienne.

En fait, le gouvernement de Bonn n'arrive pas à cacher son embarras. Sans doute regarde-t-il avec sympathie le mouvement pour la défense des droits de l'homme en Union soviétique, comme dans les autres pays socialistes, et il ne peut refuser de lui apporter publiquement son soutien. Mais il sait, d'autre part, que la poursuite de sa politique, à l'égard qui connaît actuellement des difficultés, mais qui seule peut permettre la détente entre les deux États allemands, dépend de ses relations avec l'Union soviétique.

Or depuis plusieurs mois déjà une détérioration sensible est perceptible : la visite que M. Brejnev devait faire à Bonn à la fin de l'année dernière a été ajournée sine die.

DANIEL VERNET.

**Mme Stern demande à MM. Giscard d'Estaing
Marchais et Mitterrand
d'intervenir en faveur de son mari**

De notre correspondant

Moscou. — Mme Ida Stern, la femme du docteur Mikhaïl Stern, qui a été condamné, le 31 décembre 1974, par un tribunal de Vinnitsa (Ukraine) à huit ans de détention dans un camp de travail à régime sévère, a donné une conférence de presse, vendredi 4 mars, à Moscou. Elle a notamment annoncé qu'elle avait lancé un appel aux présidents Giscard d'Estaing et Carter, ainsi qu'à MM. François Mitterrand et Georges Marchais, afin qu'ils interviennent en faveur de son mari, auquel elle n'a pas pu rendre visite le mois dernier.

Selon Mme Stern, les autorités soviétiques lui ont proposé de libérer son mari à condition qu'elle intervienne auprès de lui pour le convaincre de reconnaître qu'il avait reçu des pots-de-vin, au cours des trente années pendant lesquelles il a exercé la médecine à Vinnitsa. Cette démarche des autorités « expéditive », selon Mme Stern, par leurs préoccupations avant tout politiques, le 24 mars à Amsterdam, d'un grand symbole, au cours duquel doit être réexaminé le cas du docteur Stern, qui est juif, a toujours été les accusations portées contre lui.

et a affirmé qu'on lui reprochait en fait de ne s'être pas opposé au départ de ses fils pour Israël. Les déclarations du médecin ont été confirmées par la quasi-totalité des médecins de l'association qui sont revenus sur leurs déclarations faites à l'instruction. Le compte rendu de ce procès, intitulé « Les Stern », a été publié en français sous le titre *Un procès ordinaire en U.R.S.S.* par les éditions Gallimard (Le Monde du 23 octobre 1976).

Voici le texte de l'appel adressé à MM. Giscard d'Estaing, Mitterrand et Marchais. Il nous a été remis en français, et nous en retranscrivons la traduction partielle, maladroite. L'appel adressé au président Carter est similaire, en ce qu'il demande le passage dans lequel Mme Stern évoque le prochain voyage de Brejnev en France.

« Mot, femme d'un prisonnier soviétique victime de l'injustice, le docteur Mikhaïl Stern, emprisonné dans un camp de travail forcé à Ekaterin, fais appel à nous et, par notre intermédiaire, au peuple français, afin de faire tout votre possible et l'impossible pour sauver la vie de mon mari. Vienne la fin d'une administration aveugle, de l'apartheid et de la violation des droits fondamentaux de l'homme, voici trois ans consécutifs que mon mari est emprisonné de façon schizophrénique.

« Agé bientôt de soixante ans, sérieusement malade, il peut mourir à tout moment : aujourd'hui, demain, ou le jour où M. Brejnev se rendra en visite dans votre pays, au mois de juin.

« Je suis certaine de la grande et noble lutte du peuple français pour la réhabilitation de mon mari.

« Je crois que ma voix solitaire dans ce silence peut être entendue. J'espère que nous vivrons.

« Sincères vœux.

« 1^{er} mars 1977.

« I. A. F. »

Italie « EPPUR, SI MUOVE... »

(Suite de la première page.)

Grâce à quoi, l'Italie peut vendre aujourd'hui, à l'étranger notamment, divers articles d'habillement, des souliers et des collants, à des prix qui rappellent ceux que l'on pratique à Hongkong ou à Macao. Les rentrées de devises ainsi assurées ne sont pas négligeables, et le pouvoir ferme les yeux. Il n'a d'ailleurs pas les moyens de faire autrement.

Malgré des progrès spectaculaires dans le Sud, et notamment à Naples, ce sous-prolétariat échappe largement au parti communiste, dont la clientèle de base se recruta au sein du million d'ouvriers de la grosse industrie, et d'une manière plus générale de la main-d'œuvre du secteur dit « protégé », qui bénéficie tant de l'échelle mobile des salaires que de la garantie quasi absolue de l'emploi : celle-ci est telle que l'on voit des employés qui cessent de travailler vendre leur poste de travail comme ailleurs on cède une charge d'officier ministériel.

Le P.C.I. a aussi une forte audience auprès d'un « établissement » intellectuel qui, dans l'ensemble, ne vit pas trop mal, et la rigueur de sa gestion municipale et régionale lui vaut les sympathies d'une partie de la classe moyenne éprise d'ordre et écœurée par la corruption de trop d'élus du centre gauche. Son drame est qu'il est devenu un parti trop nombreux pour n'être pas agité de courants divers. Et trop institutionnel pour pouvoir rallier ceux qui, étudiants ou disoccupés, n'attendent plus rien de l'Etat. Le vieux fond anarchiste remonte sous toutes les formes, picturales ou violentes, de la désobéissance à la loi, jusqu'à inspirer un groupe comme celui des « Indiens métropolitains », qui se peignent le visage et s'habillent de la manière la plus extravagante.

Conscient au plus haut point de la fragilité de cet Etat, redoutant que son écoulement n'amène au pouvoir, en fin de compte, qu'un émissaire de Pinochet, persuadé que les Etats-Unis et l'Europe ne sont pas le moins du monde disposés à laisser le communisme s'établir dans la péninsule, et ne sachant plus très bien d'ailleurs ce que signifie le communisme, à partir du moment où

la référence soviétique a perdu tout attrait, le P.C.I. est plus que jamais convaincu que le seul remède est l'union nationale pour le salut public. D'où son insistance sur la notion de gouvernement d'« émergence », rassemblant tous les partis de l'« arc constitutionnel » : tout le monde sauf les fascistes et l'extrême gauche. Et les pouvoirs l'attention jusqu'à songeusement éviter — à la différence des radicaux, formation non conformiste qui rend à ce mot tout son sens étymologique, toute implication du président de la République dans l'affaire Lockheed. Outre que rien ne prouve sa culpabilité, ils font valoir qu'il serait singulièrement dangereux, pour les institutions, de mettre en cause le chef de l'Etat. Il suffit d'imaginer ce que feraient les communistes français, si jamais une situation analogue se présentait chez nous, pour mesurer la distance qui, malgré tout, ce qu'on raconte sur l'« eurocommunisme », les sépare de leurs camarades transalpins.

Les difficultés des socialistes

Une telle modération ne provoque pas seulement les sarcasmes des extrêmes gauches. Elle suscite des réserves à la base du parti, surtout chez les jeunes, dont on dit que beaucoup seraient en train de se radicaliser au point d'exprimer une nostalgie du stalinisme, de sa dureté idéologique, de son refus de toute compromission avec le pouvoir bourgeois de son aptitude à établir l'ordre. Pour le moment la direction du P.C.I. tient bon et a réussi à décourager les mouvements de protestation contre l'austérité envisagés par certains syndicalistes. Mais elle est bien consciente, surtout depuis les incidents de l'université de Rome, du risque grandissant qu'elle se trouve de se laisser déborder sur sa gauche. Or c'est un danger qu'aucun parti communiste n'a jamais accepté de courir. La tentation sera forte, dans les jours qui viennent, pour M. Berlinguer et ses camarades, de radicaliser que peu leur position, au moins sur des points qui ne touchent pas directement le sauvetage économique de la nation. Ainsi de la réforme des universités proposée par le ministre de l'éducation, M. Mal-

fatti, et qui a provoqué l'occupation d'une série de bâtiments universitaires dans tout le pays.

Le P.C.I. n'est pas seul à avoir des ennuis avec la gauche. Le parti socialiste, avec lequel la D.C. ne demande qu'à reconstituer un cabinet de centre gauche, qui disposerait, lui, d'une petite majorité à la Chambre, est profondément divisé à propos de l'affaire Lockheed. Une partie de sa base, de plus en plus attirée vers la gauche, reproche à la direction — et notamment au secrétaire général, M. Craxi — d'avoir voté contre la mise en cause, approuvée par le P.C.I., de l'ancien président du conseil Mariano Rumor, lequel a été blanchi par la commission d'enquête à une voix de majorité. Des fédérations provinciales ont déploré cette attitude, et un groupe de militants a occupé pendant quelques jours le siège central du parti. Cette grève paraît singulièrement limiter, pour le moment, les chances de voir le P.S.I. faire sa rentrée au gouvernement, même sous la forme discrète, envisagée un moment, de quelques « techniciens » socialistes.

C'est dans ce climat finalement assez tendu qu'ont repris les négociations sur l'octroi par le Fonds monétaire international d'un crédit de 530 millions de dollars. Jusqu'à présent, l'Italie n'a pas voulu — ou pas pu — fournir au F.M.I. les contreparties qu'il réclamait : diminution des coûts du travail, réduction de la dette publique. L'ambition de M. Andreotti, c'est de restaurer progressivement la confiance de l'étranger dans les possibilités de son pays. Il se déclare résolu à ramener le taux annuel d'inflation de 20 % à 15 %, se flatte d'avoir suscité, grâce à l'annulation d'un important mouvement de rétorsion des capitaux étrangers, et patiemment, avec une prudence de serpent, fait adopter certaines mesures d'assainissement indispensables, certes, mais loin encore d'être vraiment cohérentes. C'est ainsi que l'Etat prendra provisoirement à sa charge une partie des charges sociales des entreprises, à condition que celles-ci renoucent à augmenter les salaires de leur personnel.

A chaque moment, à la vérité, le président du conseil risque de dépasser la limite au-delà de laquelle les communistes se trouveront dans

l'impossibilité de le soutenir. La crainte qu'éprouve le P.C.I. de perdre du terrain lors d'éventuelles élections peut se trouver en effet compensée par celle d'en perdre davantage encore s'il laisse faire jusqu'à présent, cependant, la tactique du salami à bien réussi : à M. Andreotti.

L'Italie, qui n'a jamais été aussi politisée, bouillonne de passions. Elle n'est pas près de surmonter l'énorme contradiction entre un Nord industrialisé qui ne regarde que vers l'Europe et un Sud qui se sent méprisé, exploité, traité en pays du tiers-monde. Elle est affligée d'une dette extérieure de l'ordre de 17 milliards de dollars, que ne compensent pas les 9 milliards de crédits ouverts aux pays de l'Est et à divers autres Etats de la planète. Mais elle n'a rien perdu de sa capacité d'adaptation.

L'Angleterre a des institutions, mais elle n'a plus d'économie, nous disait un jour M. Guido Carli, l'ancien gouverneur de la Banque d'Italie, devenu président du patronat de la péninsule. Nous n'avons toujours pas d'institutions, mais nous avons une économie. — Et c'est ainsi que, tant bien que mal, les Italiens se débrouillent avec ce qu'ils ont et avec ce que les autres veulent bien leur prêter. Ils manifestent un esprit d'invention qui se manifeste dans tous les domaines. Il n'est pas nécessaire d'insister sur le foisonnement de la vie culturelle. Il en est de même de la vie religieuse avec l'entrée en force dans la jeunesse d'un mouvement très original, mais aussi passablement ambigu, de ferveur et d'acharnement socialisme Communisme et Libération. Et la censure de l'Etat a pour conséquence l'apparition d'innombrables structures de substitution autogérées à l'échelon des quartiers, des entreprises, des groupes de citoyens de tous ordres.

« Cela peut durer longtemps, si on ne fait pas d'efforts », dit Robert Denon dans le *Pélerin* de Jonathan Galassi. N'a-t-on pas prononcé les mots que lui prête la légende : « Eppur, si muove... » Mais on pourrait appliquer ce jugement à l'Italie. Depuis le temps qu'elle est au bord du naufrage, elle s'obstine à tourner, et les Italiens à vivre.

ANDRÉ FONTAINE.

Espagne

Un parti du gouvernement ?

(Suite de la première page.)

Ayant grandi dans le sillage du Mouvement pour le démocratie, le parti reste à réaliser alors que les élections générales doivent avoir lieu en principe dans trois mois. M. Suarez, qui n'a pas fait comme une « fausse manœuvre », ainsi que le laisse entendre en privé M. Adolfo Suarez, mais comme un élément d'un nouvelle Fédération sociale indépendante, vise à la formation d'une « puissante option électoraliste de centre gauche ». Il s'agit, à la fois, de rejeter le plus à droite possible l'Alliance populaire de MM. Fraga et Lopez Rodó, qui peut effectivement conduire de larges secteurs d'une opinion fondamentalement conservatrice, et d'occuper un espace politique convoité par les formations centristes, les démocrates chrétiens et les différents petits groupes sociaux-démocrates.

Dans cette perspective, la récente et surprenante légalisation du secteur dit « historique » du P.S.O.E., parti socialiste ouvrier espagnol, n'est plus tout à fait comme une « fausse manœuvre », ainsi que le laisse entendre en privé M. Adolfo Suarez, mais comme un élément d'un nouvelle Fédération sociale indépendante, vise à la formation d'une « puissante option électoraliste de centre gauche ». Il s'agit, à la fois, de rejeter le plus à droite possible l'Alliance populaire de MM. Fraga et Lopez Rodó, qui peut effectivement conduire de larges secteurs d'une opinion fondamentalement conservatrice, et d'occuper un espace politique convoité par les formations centristes, les démocrates chrétiens et les différents petits groupes sociaux-démocrates.

soutien officiel de l'Internationale socialiste. Il n'est pas encore certain que M. Martín Villa, qui n'est pas encore certain, d'autre part, de rencontrer M. Soares Humbert, le maire de Barcelone, ait pris cette décision blessante pour le P.S.O.E. « rénové », avec sans l'accord de M. Suarez. Mais il est acquis, en revanche, que le ministre de l'Intérieur, dont la réputation d'obstruction n'est plus à faire, utilise résolument les structures toujours solides de l'appareil syndical officiel pour « lancer » la nouvelle Fédération sociale indépendante.

C'est ainsi que M. Rodolfo Martín Villa, ministre de l'Intérieur, est singulièrement actif ces derniers jours. C'est lui qui a annoncé la légalisation du « secteur historique » du P.S.O.E., sous son signe concordant avec celui des amis de M. Felipe Gonzalez, le seul jusqu'à présent à disposer du

après le congrès du parti, en décembre dernier, et prétendait regrouper toutes les familles socialistes espagnoles sous sa bannière, doit aujourd'hui se montrer plus conciliant.

Mais il est peut-être un peu tard. On affirme en effet dans les milieux bien informés que MM. Willy Brandt et Helmut Schmidt, grand vainqueur de la fondation et « conseillers » du parti de M. Gonzalez, ne sont pas très satisfaits de l'orientation actuelle du parti socialiste espagnol et envisagent une « révision déclinante » de leur appui.

Tout-ils jusqu'à favoriser un regroupement social-démocrate qui comblerait les vœux du ministre espagnol de l'Intérieur ? L'opération prendrait alors une tout autre envergure et justifierait les critiques acerbes des éditeurs socialistes espagnols qui parlent de formation d'un « groupe social démocrate jeune » et signalent le danger qu'« un tel parti de gouvernement ferait courir à la monarchie ».

MARCEL NIEDERGANG.

« Les hommes de M. Martín Villa »

Des dirigeants syndicaux verticaux connus, des membres des Cortés ayant pris l'étiquette « indépendants » : ceux que l'on appelle à Madrid « les hommes de Martín Villa » pourraient faire entrer dans leur formation le secteur « historique » du P.S.O.E. (hostile à toute collaboration avec les communistes, à la différence du P.S.O.E. « rénové ») et des petits groupes sociaux-démocrates modestes, mais remuants, dirigés par MM. Garcia Lopez et Lasuen, connus pour leur anticommunisme.

Après l'eurocommunisme, dit un humoriste, nous allons avoir l'eurofranquisme. Pour certains, l'opération vise en fait à la création d'un véritable parti de gouvernement, « néo-franquiste et démocrate de centre gauche », et d'ajouter : « C'est la version espagnole du parti révolutionnaire institutionnel du Mexique ».

Le moment pour lancer cette offensive n'est pas mal choisi. A droite, l'Alliance populaire, dont les statuts pourtant en conformité avec la loi, ont été repoussés par le ministère de l'Intérieur, hésitent sur la meilleure tactique. Le parti socialiste de M. Felipe Gonzalez est en crise : radicalisation de la base, sortie de la commission exécutive des éléments sociaux-démocrates comme M. Miguel Boyer, tensions internes, mise en cause de la direction.

M. Gonzalez, qui avait adopté une posture « triomphaliste »

M. Felipe Gonzalez, secrétaire général du parti socialiste ouvrier espagnol « rénové », a une nouvelle fois, vendredi 4 mars, menacé le gouvernement de boycotter les prochaines élections législatives si la campagne électorale n'était pas régulière ou si les « néo-démocrates » étaient favorisés, notamment à la radio et à la télévision. M. Gonzalez a fait ces déclarations lors du discours d'ouverture du congrès de sa fédération madrilène. — (A.F.P.)

M. André Bettencourt représentera, à titre personnel, les républicains indépendants français au congrès de l'Alliance populaire, la formation ultra-conservatrice de MM. Fraga et Lopez Rodó samedi et dimanche à Madrid.

Un « Mouvement chrétien européen » (M.C.E.) vient d'être créé à Lille (siège social : 113, rue de Jemmapes). Son but est notamment de procéder à des échanges de vues sur l'avenir de l'Europe et de fortifier la construction communautaire par tous les moyens, le meilleur dénominateur entre les peuples parlant être, pour ses animateurs, l'esprit chrétien.

Belgique
M. TINDEMANS
TENTE DE RÉTABLIR
LA PARITÉ LINGUISTIQUE
AU SEIN DU GOUVERNEMENT

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — M. Tindemans a réagi par M. Tindemans de deux de ses ministres wallons, que le roi a relevés de leurs fonctions, MM. Moreau et Bertrand. (Le Monde du 4 mars), risque de rallumer les passions linguistiques. Le premier ministre accablé ses négociations pour rétablir l'équilibre entre ministères flamands et wallons au sein de son cabinet, la parité linguistique étant expressément inscrite dans la Constitution.

Vendredi matin 4 mars, deux ministres flamands, MM. Geens et Kempenaers, les benjamins du gouvernement, ont été priés, pour rétablir l'équilibre linguistique, de ne pas participer, provisoirement, au conseil des ministres.

Dans ce climat, des élections législatives anticipées deviennent inévitables. Le parti social chrétien francophone insiste pour que le nouveau gouvernement dispose d'une majorité, non seulement à l'échelle nationale, mais aussi dans les régions, en Wallonie comme en Flandre. La dissolution des Chambres pourrait cependant intervenir qu'après Pâques.

P. D. V.

Grande-Bretagne

400 000 F POUR UN TABLEAU
SIGNÉ WINSTON CHURCHILL...

(De notre correspondant.)

Londres. — Lady Churchill, qui a aujourd'hui quatre-vingt-cinq ans, n'est pas préséptée dans la maison : elle habite, près de Hyde Park, un vaste appartement qui lui coûte quelque 4 000 livres par an (1), elle emploie une secrétaire, deux bonnes philippiques et une infirmière. Mais « Winnie » avait toujours vécu au-dessus de ses moyens. En dépit des revenus que lui ont rapportés ses Mémoires de guerre, il n'a laissé à sa mort, en 1965, qu'une cinquantaine de milliers de livres. Les revenus d'un modeste portefeuille de titres mis à part, Lady Churchill ne touche aujourd'hui qu'une pension d'Etat de 15 livres 30 pence par semaine (128 F).

Vendredi 4 mars, deux tableaux signés de Winston Churchill ont été vendus aux enchères chez Christie's, à des prix qui ont étonné les spécialistes : une vue de Adonis, a atteint 60 000 livres. Avec une toile du Palais des Papes à Avignon et trois tableaux d'autres peintres appartenant à sa collection, Lady Clementine a obtenu au total 38 000 livres.

La 1^{re} de minimis a été achetée par un collectionneur canadien, Le Palais des Papes ira au musée du sultanat de Brunei, où sont déjà réunis des lettrés, des chapeaux, des livres et des objets ayant appartenu à Churchill.

J. W.

Galerie Claude Bernard
5-7-9, rue des Beaux-Arts, 75006 PARIS - 326.97.07

Francis BACON

Peintures récentes

Catalogue illustré, préfacé par Michel Leiris

Jusqu'au 26 mars

PAUL YANROU

POLITIQUE

La préparation des élections municipales

Dans les villes de plus de trente mille habitants

17 « primaires » à gauche, 21 dans la majorité

Le délai ouvert pour les déclarations de candidatures dans les villes de plus de 30 000 habitants a expiré vendredi 4 mars à minuit. Dans les autres communes, cette démarche est facultative mais au-dessus du seuil de 2 500 habitants l'inscription est nécessaire pour bénéficier des moyens officiels de propagande. Dans ce cas, le délai a pris fin samedi 5 mars à 12 heures.

L'humanité relève que dans deux cent vingt et une villes de

plus de 30 000 habitants l'accord national du 28 juin 1976 pour la constitution de listes d'union de la gauche a été respecté dans deux cent quatre et enfreint dans dix-sept. Ce sont Le Cannet (Alpes - Maritimes), Marseille, Aix-en-Provence, Le Clouat (Bouches-du-Rhône), Angoulême (Charente), Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), Evreux (Eure), Blois (Loir-et-Cher), Agen (Lot-et-Garonne), Leval (Mayenne), Lens (Pas-de-Calais), Villeurbanne (Rhône), Eyres (Var), Auxerre (Yonne), Cligny (Sauts-de-Seine), Orschell (Val-de-Marne), Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis).

Le décompte des « primaires » est moins aisé à obtenir dans la majorité. Outre Paris, il y a une concurrence à Agen, Avignon, Bourges, Brest, Châteauneuf-Mazérolles, Châteauneuf-Chelles, Le Creusot, Epinal, Levallois-Perret, Lyon, Mâcon, Marcy-en-Barrois, Nancy, Poitiers, Saint-Malo, Thionville, Toulon, Tournon.

ORLÉANS : accord « au finish » à gauche.

(De notre correspondant.)

Orléans. — Les partis de gauche ont finalement signé un accord. La liste comprendra finalement seize socialistes, seize communistes et six radicaux de gauche, ainsi que trois autres personnalités choisies par les trois partis. Pour conduire la campagne, un compromis original a été trouvé. Il n'y aura pas une liste de liste, mais quatre : MM. Michel de la Fournière (P.S.), Noël Bissoulet (P.C.), Bernard Euzé (radical de gauche) et Antoine Prost (animateur du groupe d'action municipale). Les communistes et les radicaux de gauche ont en cas de succès, d'être à la tête de la mairie, le candidat désigné par le P.S. : M. Michel de la Fournière. Agé de quarante-deux ans, ancien militant du P.S.U. et membre aujourd'hui du comité directeur du P.S., M. de la Fournière est un spécialiste des questions municipales de la ville. Il a assuré notamment le secrétariat de la commission chargée de rédiger le manifeste électoral du P.S. depuis 1971, qui leur sont plus favorables.

Restent trois villes où les partis de gauche n'ont pu s'entendre. A Villenoble, les socialistes ont fait valoir que leur candidat avait obtenu le plus grand nombre de voix vingt-neuf voix aux élections cantonales de 1976. Les communistes ont retenu les résultats de l'ensemble des élections intermédiaires depuis 1971, qui leur sont plus favorables.

La querelle est identique à Neuilly-sur-Marne. M. Jacques Mahéas (P.S.) a battu, aux élections municipales, M. André Krenser (modéré majoritaire). La encore, le parti communiste a refusé de céder la tête de liste en se référant à l'ensemble des élections intermédiaires.

Enfin, à Noisy-le-Grand, le parti communiste n'a pas admis de laisser à Mme Marie-Thérèse Goutmann, présidente du groupe communiste au Sénat, la responsabilité de mener la bataille

SEINE-SAINT-DENIS : des « primaires » pour un siège de député

Vingt-deux maires sortants sur les quarante que compte le département de la Seine-Saint-Denis appartiennent au parti communiste. Dans son bastion, le P.C. ne laisse que la portion congrue à ses concurrents et à ses adversaires : six communes sont gérées par le parti socialiste, trois par le P.R. et neuf par des hommes perdus ou prout favorables à la majorité.

Parce qu'il en avait assez de jouer les utiles aux côtés de son puissant allié, le P.S., s'est montré très ferme avec le P.C. et les radicaux de gauche au cours des discussions préalables à la constitution des listes d'union. Un accord portant sur trente-sept communes a pourtant été signé le mardi 1^{er} mars. Il prévoit dans trente et une villes une tête de liste communiste et dans six autres une tête de liste socialiste.

Ce constat est plus favorable au P.S. qu'il n'y paraît. En effet, il donnera à celui-ci l'occasion d'entrer en nombre dans les conseils généraux et régionaux. Les listes de liste sont donc plus favorables aux communistes. En raison de l'implantation moins forte des socialistes, le P.C. peut espérer un résultat systématique.

En revanche, les communistes se félicitent de la « clarification » à laquelle ils estiment avoir contraint leurs partenaires. Dans trois communes appartenant au P.S. et dont ils étaient exclus, ils seront enfin admis à travailler avec eux. A Livry-Gargan, M. Alfred-Marcel Vincent, vice-président (P.S.) du conseil général et maire, a accepté de prendre la tête de liste. Au Pré-Saint-Gervais, M. Fernand Blanchet, maire socialiste, ne se représente pas et M. Marcel Debarge, premier secrétaire de la fédération du P.C., conduira une liste d'union de la gauche. Enfin, à Sevran, la décision de M. André Toutain, conseiller général et maire (P.S.), de faire équipe avec des centristes a conduit le parti socialiste à l'abandon. Le 28 février, de ses rangs, ce sera un communiste qui aura la charge de mener la liste d'union de la gauche.

Restent trois villes où les partis de gauche n'ont pu s'entendre. A Villenoble, les socialistes ont fait valoir que leur candidat avait obtenu le plus grand nombre de voix vingt-neuf voix aux élections cantonales de 1976. Les communistes ont retenu les résultats de l'ensemble des élections intermédiaires depuis 1971, qui leur sont plus favorables.

La querelle est identique à Neuilly-sur-Marne. M. Jacques Mahéas (P.S.) a battu, aux élections municipales, M. André Krenser (modéré majoritaire). La encore, le parti communiste a refusé de céder la tête de liste en se référant à l'ensemble des élections intermédiaires.

Enfin, à Noisy-le-Grand, le parti communiste n'a pas admis de laisser à Mme Marie-Thérèse Goutmann, présidente du groupe communiste au Sénat, la responsabilité de mener la bataille

contre M. Martin Serelle, conseiller général et maire (modéré majoritaire). Il a estimé que la coexistence de la population rendait caduques les résultats des élections antérieures.

A droite, les procédures de concertation mises en place avant les élections cantonales de 1976 ont bien fonctionné, bien que le P.R., les républicains indépendants, les démocrates sociaux et les radicaux semblent avoir du mal à constituer des listes à Dugny, à Pierrefitte, à Saint-Ouen, à Stains et à Tremblay-sous-Bois. M. Raymond Valbon, conseiller général et maire, modeste, a formé une liste communale même les candidats aux opérations électorales.

La majorité n'est pas parvenue à éviter un duel fratricide à Gagny. Parce que M. Raymond Valbon, député (R.P.R.), conseiller général et maire, refusait de donner au C.D.S. et aux radicaux indépendants la place que ceux-ci réclamaient, M. Maurice Fresschard, président départemental du C.D.S., a formé une liste concurrente. Deux républicains indépendants y figurent, contre l'avis de leur fédération, qui envisageait de leur infliger une procédure disciplinaire.

Les scrutins des 13 et 20 mars prochains ne bouleverseront pas la carte politique de la Seine-Saint-Denis. Par exemple, M. Georges Valbon, président du conseil général (P.C.) et maire de Bobigny, ou M. Robert Bellanger, conseiller général et maire de Stains, à l'Assemblée nationale et maire d'Aulnay-sous-Bois, n'ont pas beaucoup de souci à se faire pour leur réélection.

Il en sera de même pour M. Claude Fuzier, conseiller général (P.S.) qui devrait succéder sans problème à M. Maurice Goutmann, conseiller général et maire de Bobigny, qui n'est pas. Malgré la concurrence d'une liste formée par d'anciens R.P.R., M. Robert Castejane, conseiller général et maire de Villenoble, ne devrait pas être inquiété.

En revanche, la lutte sera vive avec beaucoup plus d'intérêt dans huit villes. Les partis communistes se disputent, en effet, au Bourget, Cerny par des municipalités communistes et représentées au conseil général par M. Jacques Goussier (P.C.), cette commune était administrée par M. Maurice Houyoux (majorité). Celui-ci ne se représente pas et laisse à M. André Cadot, premier adjoint, le soin de diriger la liste de la majorité.

La bataille sera également vive à Noisy-le-Grand, où M. André Cadot, conseiller général et maire, a refusé de laisser à Mme Marie-Thérèse Goutmann, présidente du groupe communiste au Sénat, la responsabilité de mener la bataille

contre M. Martin Serelle, conseiller général et maire (modéré majoritaire). Il a estimé que la coexistence de la population rendait caduques les résultats des élections antérieures.

A droite, les procédures de concertation mises en place avant les élections cantonales de 1976 ont bien fonctionné, bien que le P.R., les républicains indépendants, les démocrates sociaux et les radicaux semblent avoir du mal à constituer des listes à Dugny, à Pierrefitte, à Saint-Ouen, à Stains et à Tremblay-sous-Bois. M. Raymond Valbon, conseiller général et maire, modeste, a formé une liste communale même les candidats aux opérations électorales.

La majorité n'est pas parvenue à éviter un duel fratricide à Gagny. Parce que M. Raymond Valbon, député (R.P.R.), conseiller général et maire, refusait de donner au C.D.S. et aux radicaux indépendants la place que ceux-ci réclamaient, M. Maurice Fresschard, président départemental du C.D.S., a formé une liste concurrente. Deux républicains indépendants y figurent, contre l'avis de leur fédération, qui envisageait de leur infliger une procédure disciplinaire.

Il en sera de même pour M. Claude Fuzier, conseiller général (P.S.) qui devrait succéder sans problème à M. Maurice Goutmann, conseiller général et maire de Bobigny, qui n'est pas. Malgré la concurrence d'une liste formée par d'anciens R.P.R., M. Robert Castejane, conseiller général et maire de Villenoble, ne devrait pas être inquiété.

En revanche, la lutte sera vive avec beaucoup plus d'intérêt dans huit villes. Les partis communistes se disputent, en effet, au Bourget, Cerny par des municipalités communistes et représentées au conseil général par M. Jacques Goussier (P.C.), cette commune était administrée par M. Maurice Houyoux (majorité). Celui-ci ne se représente pas et laisse à M. André Cadot, premier adjoint, le soin de diriger la liste de la majorité.

M. Gonzalez conduira celle de la gauche unitaire. Une liste sans éligibilité se présente également.

La majorité, elle, forme des espoirs pour Rosny-sous-Bois, dont elle avait perdu, en 1971, la mairie à l'occasion d'une élection triangulaire. Elle a placé au Centre national d'informations routières, qui aura du mal à battre M. Roger Daviet, maire P.C. réélu, en 1973, conseiller général et député suppléant.

A Sevran, l'exclusion du parti socialiste de M. André Toutain, conseiller général et maire, modeste, a formé une liste communale même les candidats aux opérations électorales.

La commune de Neuilly-sur-Marne est de l'avis général, parce que pour la majorité M. André Krenser, maire (modéré majoritaire), ne se représente pas. M. Henri Morin (R.P.R.) a été désigné pour tenter de résister aux assauts de M. Jacques Mahéas (P.S.), conseiller général et maire, en 1976, et de M. Michel Sens (P.C.), maire adjoint de Montreuil, qui affrontent sur deux listes distinctes.

Enfin, à Noisy-le-Grand, où M. Martin Serelle, conseiller général (modéré majoritaire) et maire, est attaqué par Mme Goutmann (P.C.) et par M. Colomer (P.S.), l'enjeu est important car il s'agit, à terme, de l'évolution politique de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée dont Noisy-le-Grand est la tête de pont en Seine-Saint-Denis.

ALAIN FAUJAS.

YVELINES

La gauche est parvenue à un accord pour l'ensemble des communes des Yvelines où elle est présente, sans exception.

VERSAILLES. — M. Philippe Delpech, président de la fédération départementale du parti radical, nous explique que sa formation ne donne pas son investiture à la liste Versailles-Avenir que conduit M. Damien, C.D.S.

D'autre part, M. Michel Sinner, qui conduit la liste Versailles pour tous et qui le suppléant de M. Destremau (R.I.), nous prie de préciser qu'il n'est pas exactement journaliste à l'occasion (le Monde du 4 mars).

C'est ainsi qu'à Gagny, M. Valen-

lenet se voit infliger une

procédure disciplinaire.

Les scrutins des 13 et 20 mars prochains ne bouleverseront pas la carte politique de la Seine-Saint-Denis.

Par exemple, M. Georges Valbon, président du conseil général (P.C.) et maire de Bobigny, ou M. Robert Bellanger, conseiller général et maire de Stains, à l'Assemblée nationale et maire d'Aulnay-sous-Bois, n'ont pas beaucoup de souci à se faire pour leur réélection.

Il en sera de même pour M. Claude Fuzier, conseiller général (P.S.) qui devrait succéder sans problème à M. Maurice Goutmann, conseiller général et maire de Bobigny, qui n'est pas.

Malgré la concurrence d'une liste formée par d'anciens R.P.R., M. Robert Castejane, conseiller général et maire de Villenoble, ne devrait pas être inquiété.

En revanche, la lutte sera vive avec beaucoup plus d'intérêt dans huit villes. Les partis communistes se disputent, en effet, au Bourget, Cerny par des municipalités communistes et représentées au conseil général par M. Jacques Goussier (P.C.), cette commune était administrée par M. Maurice Houyoux (majorité).

Celui-ci ne se représente pas et laisse à M. André Cadot, premier adjoint, le soin de diriger la liste de la majorité.

La bataille sera également vive à Noisy-le-Grand, où M. André Cadot, conseiller général et maire, a refusé de laisser à Mme Marie-Thérèse Goutmann, présidente du groupe communiste au Sénat, la responsabilité de mener la bataille

contre M. Martin Serelle, conseiller général et maire (modéré majoritaire). Il a estimé que la coexistence de la population rendait caduques les résultats des élections antérieures.

A droite, les procédures de concertation mises en place avant les élections cantonales de 1976 ont bien fonctionné, bien que le P.R., les républicains indépendants, les démocrates sociaux et les radicaux semblent avoir du mal à constituer des listes à Dugny, à Pierrefitte, à Saint-Ouen, à Stains et à Tremblay-sous-Bois.

M. Raymond Valbon, conseiller général et maire, modeste, a formé une liste communale même les candidats aux opérations électorales.

La majorité n'est pas parvenue à éviter un duel fratricide à Gagny. Parce que M. Raymond Valbon, député (R.P.R.), conseiller général et maire, refusait de donner au C.D.S. et aux radicaux indépendants la place que ceux-ci réclamaient, M. Maurice Fresschard, président départemental du C.D.S., a formé une liste concurrente.

Deux républicains indépendants y figurent, contre l'avis de leur fédération, qui envisageait de leur infliger une procédure disciplinaire.

Il en sera de même pour M. Claude Fuzier, conseiller général (P.S.) qui devrait succéder sans problème à M. Maurice Goutmann, conseiller général et maire de Bobigny, qui n'est pas.

Malgré la concurrence d'une liste formée par d'anciens R.P.R., M. Robert Castejane, conseiller général et maire de Villenoble, ne devrait pas être inquiété.

En revanche, la lutte sera vive avec beaucoup plus d'intérêt dans huit villes. Les partis communistes se disputent, en effet, au Bourget, Cerny par des municipalités communistes et représentées au conseil général par M. Jacques Goussier (P.C.), cette commune était administrée par M. Maurice Houyoux (majorité).

Celui-ci ne se représente pas et laisse à M. André Cadot, premier adjoint, le soin de diriger la liste de la majorité.

La bataille sera également vive à Noisy-le-Grand, où M. André Cadot, conseiller général et maire, a refusé de laisser à Mme Marie-Thérèse Goutmann, présidente du groupe communiste au Sénat, la responsabilité de mener la bataille

contre M. Martin Serelle, conseiller général et maire (modéré majoritaire). Il a estimé que la coexistence de la population rendait caduques les résultats des élections antérieures.

A droite, les procédures de concertation mises en place avant les élections cantonales de 1976 ont bien fonctionné, bien que le P.R., les républicains indépendants, les démocrates sociaux et les radicaux semblent avoir du mal à constituer des listes à Dugny, à Pierrefitte, à Saint-Ouen, à Stains et à Tremblay-sous-Bois.

M. Raymond Valbon, conseiller général et maire, modeste, a formé une liste communale même les candidats aux opérations électorales.

La majorité n'est pas parvenue à éviter un duel fratricide à Gagny. Parce que M. Raymond Valbon, député (R.P.R.), conseiller général et maire, refusait de donner au C.D.S. et aux radicaux indépendants la place que ceux-ci réclamaient, M. Maurice Fresschard, président départemental du C.D.S., a formé une liste concurrente.

Deux républicains indépendants y figurent, contre l'avis de leur fédération, qui envisageait de leur infliger une procédure disciplinaire.

Il en sera de même pour M. Claude Fuzier, conseiller général (P.S.) qui devrait succéder sans problème à M. Maurice Goutmann, conseiller général et maire de Bobigny, qui n'est pas.

Malgré la concurrence d'une liste formée par d'anciens R.P.R., M. Robert Castejane, conseiller général et maire de Villenoble, ne devrait pas être inquiété.

En revanche, la lutte sera vive avec beaucoup plus d'intérêt dans huit villes. Les partis communistes se disputent, en effet, au Bourget, Cerny par des municipalités communistes et représentées au conseil général par M. Jacques Goussier (P.C.), cette commune était administrée par M. Maurice Houyoux (majorité).

Celui-ci ne se représente pas et laisse à M. André Cadot, premier adjoint, le soin de diriger la liste de la majorité.

La bataille sera également vive à Noisy-le-Grand, où M. André Cadot, conseiller général et maire, a refusé de laisser à Mme Marie-Thérèse Goutmann, présidente du groupe communiste au Sénat, la responsabilité de mener la bataille

contre M. Martin Serelle, conseiller général et maire (modéré majoritaire). Il a estimé que la coexistence de la population rendait caduques les résultats des élections antérieures.

A droite, les procédures de concertation mises en place avant les élections cantonales de 1976 ont bien fonctionné, bien que le P.R., les républicains indépendants, les démocrates sociaux et les radicaux semblent avoir du mal à constituer des listes à Dugny, à Pierrefitte, à Saint-Ouen, à Stains et à Tremblay-sous-Bois.

M. Raymond Valbon, conseiller général et maire, modeste, a formé une liste communale même les candidats aux opérations électorales.

La majorité n'est pas parvenue à éviter un duel fratricide à Gagny. Parce que M. Raymond Valbon, député (R.P.R.), conseiller général et maire, refusait de donner au C.D.S. et aux radicaux indépendants la place que ceux-ci réclamaient, M. Maurice Fresschard, président départemental du C.D.S., a formé une liste concurrente.

Deux républicains indépendants y figurent, contre l'avis de leur fédération, qui envisageait de leur infliger une procédure disciplinaire.

Il en sera de même pour M. Claude Fuzier, conseiller général (P.S.) qui devrait succéder sans problème à M. Maurice Goutmann, conseiller général et maire de Bobigny, qui n'est pas.

Malgré la concurrence d'une liste formée par d'anciens R.P.R., M. Robert Castejane, conseiller général et maire de Villenoble, ne devrait pas être inquiété.

En revanche, la lutte sera vive avec beaucoup plus d'intérêt dans huit villes. Les partis communistes se disputent, en effet, au Bourget, Cerny par des municipalités communistes et représentées au conseil général par M. Jacques Goussier (P.C.), cette commune était administrée par M. Maurice Houyoux (majorité).

Celui-ci ne se représente pas et laisse à M. André Cadot, premier adjoint, le soin de diriger la liste de la majorité.

La bataille sera également vive à Noisy-le-Grand, où M. André Cadot, conseiller général et maire, a refusé de laisser à Mme Marie-Thérèse Goutmann, présidente du groupe communiste au Sénat, la responsabilité de mener la bataille

contre M. Martin Serelle, conseiller général et maire (modéré majoritaire). Il a estimé que la coexistence de la population rendait caduques les résultats des élections antérieures.

A droite, les procédures de concertation mises en place avant les élections cantonales de 1976 ont bien fonctionné, bien que le P.R., les républicains indépendants, les démocrates sociaux et les radicaux semblent avoir du mal à constituer des listes à Dugny, à Pierrefitte, à Saint-Ouen, à Stains et à Tremblay-sous-Bois.

M. Raymond Valbon, conseiller général et maire, modeste, a formé une liste communale même les candidats aux opérations électorales.

La majorité n'est pas parvenue à éviter un duel fratricide à Gagny. Parce que M. Raymond Valbon, député (R.P.R.), conseiller général et maire, refusait de donner au C.D.S. et aux radicaux indépendants la place que ceux-ci réclamaient, M. Maurice Fresschard, président départemental du C.D.S., a formé une liste concurrente.

Deux républicains indépendants y figurent, contre l'avis de leur fédération, qui envisageait de leur infliger une procédure disciplinaire.

Il en sera de même pour M. Claude Fuzier, conseiller général (P.S.) qui devrait succéder sans problème à M. Maurice Goutmann, conseiller général et maire de Bobigny, qui n'est pas.

Malgré la concurrence d'une liste formée par d'anciens R.P.R., M. Robert Castejane, conseiller général et maire de Villenoble, ne devrait pas être inquiété.

En revanche, la lutte sera vive avec beaucoup plus d'intérêt dans huit villes. Les partis communistes se disputent, en effet, au Bourget, Cerny par des municipalités communistes et représentées au conseil général par M. Jacques Goussier (P.C.), cette commune était administrée par M. Maurice Houyoux (majorité).

Celui-ci ne se représente pas et laisse à M. André Cadot, premier adjoint, le soin de diriger la liste de la majorité.

Le parti communiste souhaite bien sûr réaliser, en 1978, le grand challenge en remportant le seul des neuf sièges de député du département qui lui échappe encore. Le parti socialiste sait que la 9^e circonscription représente sa dernière chance de représenter la Seine-Saint-Denis à l'Assemblée nationale. Le R.P.R. se bat pour conserver son siège. Chez les républicains indépendants, on murmure que M. Valen-

lenet n'est pas le meilleur candidat possible. Dans toutes les familles politiques, les élections municipales préparent les législatives.

C'est ainsi qu'à Gagny, M. Valen-

lenet se voit infliger une

procédure disciplinaire.

Les scrutins des 13 et 20 mars prochains ne bouleverseront pas la carte politique de la Seine-Saint-Denis.

Par exemple, M. Georges Valbon, président du conseil général (P.C.) et maire de Bobigny, ou M. Robert Bellanger, conseiller général et maire de Stains, à l'Assemblée nationale et maire d'Aulnay-sous-Bois, n'ont pas beaucoup de souci à se faire pour leur réélection.

Il en sera de même pour M. Claude Fuzier, conseiller général (P.S.) qui devrait succéder sans problème à M. Maurice Goutmann, conseiller général et maire de Bobigny, qui n'est pas.

Malgré la concurrence d'une liste formée par d'anciens R.P.R., M. Robert Castejane, conseiller général et maire de Villenoble, ne devrait pas être inquiété.

En revanche, la lutte sera vive avec beaucoup plus d'intérêt dans huit villes. Les partis communistes se disputent, en effet, au Bourget, Cerny par des municipalités communistes et représentées au conseil général par M. Jacques Goussier (P.C.), cette commune était administrée par M. Maurice Houyoux (majorité).

Celui-ci ne se représente pas et laisse à M. André Cadot, premier adjoint, le soin de diriger la liste de la majorité.

La bataille sera également vive à Noisy-le-Grand, où M. André Cadot, conseiller général et maire, a refusé de laisser à Mme Marie-Thérèse Goutmann, présidente du groupe communiste au Sénat, la responsabilité de mener la bataille

contre M. Martin Serelle, conseiller général et maire (modéré majoritaire). Il a estimé que la coexistence de la population rendait caduques les résultats des élections antérieures.

A droite, les procédures de concertation mises en place avant les élections cantonales de 1976 ont bien fonctionné, bien que le P.R., les républicains indépendants, les démocrates sociaux et les radicaux semblent avoir du mal à constituer des listes à Dugny, à Pierrefitte, à Saint-Ouen, à Stains et à Tremblay-sous-Bois.

M. Raymond Valbon, conseiller général et maire, modeste, a formé une liste communale même les candidats aux opérations électorales.

La majorité n'est pas parvenue à éviter un duel fratricide à Gagny. Parce que M. Raymond Valbon, député (R.P.R.), conseiller général et maire, refusait de donner au C.D.S. et aux radicaux indépendants la place que ceux-ci réclamaient, M. Maurice Fresschard, président départemental du C.D.S., a formé une liste concurrente.

Deux républicains indépendants y figurent, contre l'avis de leur fédération, qui envisageait de leur infliger une procédure disciplinaire.

Il en sera de même pour M. Claude Fuzier, conseiller général (P.S.) qui devrait succéder sans problème à M. Maurice Goutmann, conseiller général et maire de Bobigny, qui n'est pas.

Malgré la concurrence d'une liste formée par d'anciens R.P.R., M. Robert Castejane, conseiller général et maire de Villenoble, ne devrait pas être inquiété.

En revanche, la lutte sera vive avec beaucoup plus d'intérêt dans huit villes. Les partis communistes se disputent, en effet, au Bourget, Cerny par des municipalités communistes et représentées au conseil général par M. Jacques Goussier (P.C.), cette commune était administrée par M. Maurice Houyoux (majorité).

Celui-ci ne se représente pas et laisse à M. André Cadot, premier adjoint, le soin de diriger la liste de la majorité.

La bataille sera également vive à Noisy-le-Grand, où M. André Cadot, conseiller général et maire, a refusé de laisser à Mme Marie-Thérèse Goutmann, présidente du groupe communiste au Sénat, la responsabilité de mener la bataille

contre M. Martin Serelle, conseiller général et maire (modéré majoritaire). Il a estimé que la coexistence de la population rendait caduques les résultats des élections antérieures.

A droite, les procédures de concertation mises en place avant les élections cantonales de 1976 ont bien fonctionné, bien que le P.R., les républicains indépendants, les démocrates sociaux et les radicaux semblent avoir du mal à constituer des listes à Dugny, à Pierrefitte, à Saint-Ouen, à Stains et à Tremblay-sous-Bois.

M. Raymond Valbon, conseiller général et maire, modeste, a formé une liste communale même les candidats aux opérations électorales.

La majorité n'est pas parvenue à éviter un duel fratricide à Gagny. Parce que M. Raymond Valbon, député (R.P.R.), conseiller général et maire, refusait de donner au C.D.S. et aux radicaux indépendants la place que ceux-ci réclamaient, M. Maurice Fresschard, président départemental du C.D.S., a formé une liste concurrente.

Deux républicains indépendants y figurent, contre l'avis de leur fédération, qui envisageait de leur infliger une procédure disciplinaire.

Il en sera de même pour M. Claude Fuzier, conseiller général (P.S.) qui devrait succéder sans problème à M. Maurice Goutmann, conseiller général et maire de Bobigny, qui n'est pas.

Malgré la concurrence d'une liste formée par d'anciens R.P.R., M. Robert Castejane, conseiller général et maire de Villenoble, ne devrait pas être inquiété.

En revanche, la lutte sera vive avec beaucoup plus d'intérêt dans huit villes. Les partis communistes se disputent, en effet, au Bourget, Cerny par des municipalités communistes et représentées au conseil général par M. Jacques Goussier (P.C.), cette commune était administrée par M. Maurice Houyoux (majorité).

Celui-ci ne se représente pas et laisse à M. André Cadot, premier adjoint, le soin de diriger la liste de la majorité.

La bataille sera également vive à Noisy-le-Grand, où M. André Cadot, conseiller général et maire, a refusé de laisser à Mme Marie-Thérèse Goutmann, présidente du groupe communiste au Sénat, la responsabilité de mener la bataille

contre M. Martin Serelle, conseiller général et maire (modéré majoritaire). Il a estimé que la coexistence de la population rendait caduques les résultats des élections antérieures.

A droite, les procédures de concertation mises en place avant les élections cantonales de 1976 ont bien fonctionné, bien que le P.R., les républicains indépendants, les démocrates sociaux et les radicaux semblent avoir du mal à constituer des listes à Dugny, à Pierrefitte, à Saint-Ouen, à Stains et à Tremblay-sous-Bois.

M. Raymond Valbon, conseiller général et maire, modeste, a formé une liste communale même les candidats aux opérations électorales.

La majorité n'est pas parvenue à éviter un duel fratricide à Gagny. Parce que M. Raymond Valbon, député (R.P.R.), conseiller général et maire, refusait de donner au C.D.S. et aux radicaux indépendants la place que ceux-ci réclamaient, M. Maurice Fresschard, président départemental du C.D.S., a formé une liste concurrente.

Deux républicains indépendants y figurent, contre l'avis de leur fédération, qui envisageait de leur infliger une procédure disciplinaire.

Il en sera de même pour M. Claude Fuzier, conseiller général (P.S.) qui devrait succéder sans problème à M. Maurice Goutmann, conseiller général et maire de Bobigny, qui n'est pas.

Malgré la concurrence d'une liste formée par d'anciens R.P.R., M. Robert Castejane, conseiller général et maire de Villenoble, ne devrait pas être inquiété.

POLITIQUE

875 candidats pour 109 sièges

Les inscriptions des candidatures à l'Hôtel de Ville ont été closes vendredi 4 mars à Paris. Il y a 875 candidats répartis sur 149 listes. Le nombre des listes varie de 7 à 10 dans les 18 circonscriptions de la capitale. Quatre circonscriptions atteignent les 10 listes: ce sont les 2^e, 3^e, 5^e et 19^e arrondissements.

L'union de la gauche, qui rassemble dans la capitale le P.C., le P.S., le M.R.G., le P.S.U. et des gaullistes de gauche, est présente dans toutes les circonscriptions. Les listes parisiennes de gauche sont présentées dans 17 des 18 circonscriptions. Celles de M. Michel d'Ornano sont au nombre de 18. Ces « anomalies », s'expliquent ainsi: dans le 7^e arrondissement, la liste de M. Edouard Frédéric-Dupont a reçu le soutien de M. d'Ornano comme celui de M. Chirac. Dans le 12^e arrondissement, à la liste de l'ancien premier ministre s'oppose une liste « 12^e Union », qui, avec M. de Bénouville, regroupe des candidats de diverses tendances de la majorité. Parmi les candidats, on relève, dans les 2^e et 3^e arrondissements, les noms de M. Guy Rabourdin, maire de Chelles, sur la liste R.P.R. et de M. Olivier Dassault, époux de M. de Bénouville dans le 12^e arrondissement.

M. Fabre : pour une enquête sur le coût de la campagne

M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, s'est étonné, vendredi

4 mars, au cours d'une conférence de presse, de l'ampleur que prend la campagne à Paris. Il a rappelé que M. Pompidou avait naguère souligné qu'un plateau de dépenses soit fixé pour les campagnes électorales, et a suggéré que le ministre d'Etat mette en application cette idée au sein de la majorité.

A TF 1

M. MITTERRAND : le gouvernement est devenu celui des parisiens, comme sous la IV^e République.

M. François Mitterrand a évoqué les difficultés de la majorité, vendredi 4 mars, à TF 1. Le premier secrétaire du P.S. a déclaré: « M. Barre ne parvient pas à trancher. La situation s'est tellement dégradée qu'il est obligé d'écrire à ses ministres, de négocier avec eux. M. Barre s'est même embarqué sur la candidature de M. d'Ornano à Paris, qui semble lui avoir été imposée par le président de la République. (...) Le gouvernement est devenu celui des parisiens, comme sous la IV^e République, et n'a plus rien à voir avec la République vaine par le général de Gaulle. (...) M. Barre se trouvera au milieu des vives difficultés à organiser une rentrée parlementaire (...) notamment du fait de l'attitude imprévisible des députés R.P.R. » M. Mitterrand a indiqué qu'il n'attendait pas que les élections législatives aient lieu avant la date prévue, « décision qui appartient constitutionnellement au seul président de la République et politiquement à celui du R.P.R. ». Le député de la Nièvre a précisé qu'une telle éventualité lui est indifférente, mais il a exprimé la crainte que « le climat d'extrême politisation, d'après-mars 1976, ne soit préjudiciable à la France et aux Français ». Il a ajouté: « M. Giscard d'Estaing participe lui-même à cette politisation. Bien que d'un bon sens subtil et adroit, le chef de l'Etat est en plein dans la bataille électorale. »

GRANDE POLITIQUE OU VIE QUOTIDIENNE ?

Les « DROITS DU PIETON », la « FÉDÉRATION DES USAGERS DES TRANSPORTS », « S.O.S. PARIS », ont saisi le Préfet de Police de la vive réprobation de la population contre les conditions de vie qui lui sont imposées.

- SUR LES TROTTOIRS ET SUR LES PLACES: 150.000 voitures, chaque jour, stationnent irrégulièrement ou occupent les plus belles places (exemple, place de la Bourse), malgré les parkings.
- Emplacement excessif d'étalages de commerçants.
- Sécurité routière. Les « crochets » font de PARIS la capitale la plus sale.
- Circulation envahissante des motos sur les trottoirs.

L'insuffisance des services de police est flagrante à l'égard:

- du stationnement sur les passages protégés (mal signalés ou dépourvus des « piétons »), dans les « couloirs » et aux arrêts d'autobus;
- des excès de vitesse: le cinéaste Claude LÉZOUCE a pu tourner un film à 4 heures du matin, roulant dans PARIS à 150 kilomètres à l'heure, en grillant les feux rouges;
- des concerts abusifs de klaxons lors des embouteillages;
- des embouteillages des motos trafiqués.

LA CITÉ HUMAINE exige une politique générale de la circulation urbaine mais, d'abord, QUE SOIT APPLIQUÉE LA RÉGLEMENTATION PAR CEUX QUI L'ONT ÉTABLIE: POUR CELA, UNE POLICE UNIQUEMENT AFFRÉE À LA CIRCULATION: recrutement, uniforme, budget particuliers. Le Préfet de Police semble ignorer ces problèmes. Messieurs CHIRAC, FISERIN, d'ORNANO et BARRE ont été priés de donner leur avis sur cette création.

REJOIGNEZ L'ASSOCIATION NATIONALE « LES DROITS DU PIETON ».

78, rue de l'Université, 75007 PARIS. Tél.: 222-01-70 (le matin).

INSTANTANÉ

<Françoise>, à l'assaut du XV^e

Prudente, elle avait prévu: ce n'était ni la bonne heure ni la bonne rue. De fait, il n'y avait pas toute en ce milieu d'après-midi devant le porche de l'hôtel Bouclocq. Tout juste quelques automobilistes en mal de parking, jaloux d'une DS noire garée à même le trottoir. Et deux jeunes lycéennes cherchant vainement à mettre un nom sur cette « dame en noir avec des boucles d'oreille en or » qu'elles avaient déjà vue « en photo et à la télé ».

La télévision, justement, on l'attendait. Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la Culture et candidate aux municipales (sur la liste de M. Michel d'Ornano) dans le quinzième arrondissement, s'était même spécialement déplacée pour une équipe de TF 1. Il fallait du « vécu », du « sur le vif », du « Mlle la ministre en campagne ». Un clip, on l'attendait. La première visite est pour la droguerie. Il n'a malheureusement pas de petits tubes au néon.

« Les affaires marchent ? — Plutôt lentement, comme ailleurs. Vous savez, c'est général... »

On ne s'attardera pas. A côté, le charcutier vend des plats cuisinés. Quelques mots aimables et un sourire: une demi-heure de pitié fraîche, vite amputée, vont rejoindre les dossiers dans la porte-documents déjà plein de la collation. Mme Marie Breton, qui suit le ministre comme son ombre.

Pas rimeux

Après un saut chez le marchand de journaux, dernier arrêt dans un magasin de jouets. Le commerçant est une ancienne du quartier. Elle y vit depuis dix-huit ans, heureuse, même si « les enfants sont de plus en plus exigeants ». Le petit-fils Giroud, lui, se contentera d'un tank en plastique: « 4,10 F, ce n'est pas rimeux pour la campagne. »

Sur le trottoir, quelques curieux s'arrêtent. La dame en manteau d'astrakhan demande une petite faveur pour sa fille étudiante à Necker. L'autre, plus modeste, trouve la candeur de l'école: « un peu chère pour ce que c'est » et ne comprend pas pourquoi les plaques sont fermées: « La Ville de Paris ne veut pas payer les moniteurs », répond Mme Giroud. Et en aparté elle ajoute: « C'est tout de même un peu imbécile. C'est seulement une question de bon sens et d'organisation. »

En vingt minutes, tout est bouclé. Ultime clap: la DS s'en va. Une campagne comme une autre: on serre des mains, on sourit aux passants, on s'enquiert des soucis quotidiens. Mais, là, c'est vrai, plus de questions que de promesses. Le secrétaire d'Etat, l'acmé sans honte: elle n'a pas l'expérience des joutes électorales, « ayant jusque-là victorieusement résisté à tous ceux qui voulaient l'y entraîner ». Pourquoi donc, cette fois, s'être dérogé à sa règle? « On a pensé que si quelque'un pouvait prendre le 15^e, c'était moi. » On? A n'en pas

DOMINIQUE POUCHIN.

M. d'Ornano promet de remplacer la radiale Vercingétorix par une coulée verte

AN COURS de sa tournée électorale dans les quartiers de la capitale, M. Michel d'Ornano a déclaré, vendredi 4 mars, qu'il était catégoriquement opposé à la construction de la radiale Vercingétorix, autoroute prévue pour joindre la porte de Vanves à la gare Montparnasse, dans le 14^e arrondissement. M. d'Ornano a ainsi pris le contre-pied de M. Jacques Chirac qui, lui, est partisan de mener à bien ce projet.

Le principe de la radiale, qui devait compléter l'ensemble Maine-Montparnasse, avait été approuvé par le Conseil de Paris en décembre 1957. Il s'agissait alors de faire pénétrer jusqu'au cœur de Paris l'autoroute à 10 (vaporant de Chartres) par deux artères à trois voies.

Mais l'importance du coût et l'opposition croissante des habitants du quartier ont fait modifier ce projet à plusieurs reprises. Il avait même été question de l'abandonner complètement pour éviter les nuisances dues au bruit. Finalement, en mars 1976, le préfet de Paris a proposé au conseil un trajet mi-aérien mi-souterrain, avec des voies de 9 à 11 mètres de large.

M. d'Ornano propose au contraire d'arrêter les travaux (qui ont déjà coûté 12 millions), de garder les terrains (dont l'achat repré-

JARDINS OUVERTS

M. Michel d'Ornano, candidat à la mairie de Paris, a décidé de faire ouvrir les jardins du ministère de l'Industrie et de la recherche au public les samedis après-midi et les dimanches à partir du samedi 5 mars. Les jardins de l'industrie s'étendent sur près de 300 mètres carrés entre la rue de Grenelle et la rue de Varenne.

M. d'Ornano a également annoncé que les jardins de l'Université de Senneville, rue de l'Université, où est installée la direction du gas de l'électricité et du charbon, seront quotidiennement réservés aux cent quatre-vingt enfants d'une école maternelle.

M. LE PEN : les candidats ne sont pas à égalité

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national et chef de file des candidats des listes Parisiens, s'est élevé, vendredi 4 mars, au cours d'une conférence de presse, contre les conditions dans lesquelles se déroule la campagne municipale, en particulier sur les ondes et par voie d'affiches. « Les candidats ne sont pas placés dans une situation d'égalité, a-t-il estimé, ce qui est contraire à la lettre et à l'esprit de la loi, puisque le législateur avait voulu que tous les candidats soient sur le même pied que les riches. »

L'ancien candidat à la présidence de la République a regretté, en particulier, de n'avoir été invité à aucun débat à la radio ou à la télévision. Il a ajouté: « Je lance un appel à toutes les stations. Je suis naturellement un adversaire des voies de fait, mais toute la tradition démocratique et républicaine nous enseigne que, lorsque la justice est violée durablement, la voie de fait est le seul moyen de la rétablir. A mon grand regret, je dois dire que, et la silence absolu des stations de radio à notre égard persiste, je ferai le pays rage, à l'occasion d'un incident, de cette situation intolérable. »

M. Le Pen a, d'autre part, annoncé que les listes Parisiens aux élections municipales, le 9 mars prochain, à propos de la Mutualité, il a proposé de faire que les membres de ces listes auront au second tour, il a précisé: « Nous n'accepterons même pas d'étudier l'éventualité d'un désistement de la gauche, tant que ne seront pas libérés les trois députés nationaux arrêtés lors de la manifestation pacifique qui a suivi les obsèques d'Alain Escoffier. » (Il s'agit du jeune militant nationaliste qui s'est donné la mort par le feu, le 10 fé-

vrier dernier, dans le hall de la compagnie soviétique Aeroflot, à Paris, pour protester contre la répression dans les pays de l'Est.)

● Quatre personnes figurant sur les listes publiées par le Front national à Paris (le Monde du 1^{er} mars), MM. Guy Lambert, François-Bernard Huguier, Jean-Charles Malliaris et Patrick Janssen, ont indiqué, jeudi 3 mars, qu'elles n'étaient nullement candidates. Les trois derniers ont publié une déclaration dans laquelle ils déclarent, en outre, qu'ils n'ont pas l'intention de s'adonner à la formation de M. Le Pen, à laquelle ils opposent des raisons fondamentales dans les domaines politique, intérieur, économique et international.

LE COMITÉ D'ACTION DES PRISONNIERS A DÉPOSÉ UNE LISTE DANS LE 18^e ARRONDISSEMENT

A 23 heures, vendredi soir 4 mars, soit une heure avant la clôture des listes électorales, le Comité d'action des prisonniers (CAP) a déposé, à l'Hôtel de Ville de Paris, une liste de dix-huit noms (neuf titulaires et neuf suppléants) (1), pour la plupart d'anciens détenus. Quatre d'entre eux, qui totalisent trente-sept ans de prison, sont même privés de l'exercice de leurs droits civiques et politiques, et d'un d'eux est en libération conditionnelle. Pourquoi ont-ils candidaté aux élections municipales? « Nous n'avons pas l'intention de concurrencer les Chirac et les d'Ornano, nous voulons seulement faire campagne contre l'interdiction d'exercice des droits civiques, qui, avec le casier judiciaire et un certain nombre d'autres choses, sont de véritables obstacles que nous traînons après nous depuis la sortie de prison. »

Les membres du CAP se demandent également pourquoi les prisonniers n'ont pas la possibilité d'exercer leur droit de vote « même quand celui-ci ne leur est pas déchu de leurs droits civiques ou tout simplement, ajoutent-ils, quand ils sont prisonniers d'opinion ». Pour « interdire officiellement l'administration », le CAP a décidé de présenter sa liste dans le XVIII^e arrondissement, « là où le pouvoir en place fait campagne, c'est-à-dire M. d'Ornano ». « Ce n'est ni une préoccupation ni un caméléon, précèdent les militants du CAP, nous voulons seulement attirer l'attention sur ce problème. »

Les personnes chargées de l'inscription sur les listes électorales n'ont fait aucune difficulté pour accepter ces derniers candidats, bien que les articles 34 et 42 du code pénal, le premier pour les peines criminelles, le second pour les peines correctionnelles, prévoient le droit d'éligibilité et, en général, des droits civiques et politiques certains condamnés. Ils sont quatre sur la liste du CAP. Tous étaient venus soutenir la tête de liste, M. Serge Livron. « Du point de vue politique, comment faut-il vous classer, a demandé le préposé à l'inscription. A droite, à gauche? A gauche, ont protesté les candidats. — Mais dans quel parti politique? a, derechef, interrogé l'employé de l'Hôtel de Ville. — Ça n'a pas d'importance, ont rétorqué les candidats, nous sommes le CAP. — Alors, l'inscrire à droite ou à gauche. » — M. B.-R.

(1) MM. Serge Livron, Jacques Lenoir, de La Haye, Jean-Pierre Delapierre, Jean-Louis Auger, Jean Leprieux, Eric Hamon, Jean-Pierre Brillaud, Michel Mariel Rainault, Laurence Daulon.

(PUBLICITE)
MERTING SOCIALISTE
MARDI 8 MARS, à 20 heures
PALAIS DE LA MORTALITÉ
« L'ENJEU DES ÉLECTIONS AU CONSEIL DE PARIS »
avec la participation de:
Georges WINGOUDY: Secrétaire de la Fédération de Paris du P.S.
Claude ESTIER: Secrétaire National
Michel ROCARD: Secrétaire National
Georges SARRÉ: Candidat du Parti Socialiste à la mairie de Paris.

(PUBLICITE)
Jacques CHIRAC
vous attend pour participer à la
GRANDE RÉUNION D'INFORMATION
LUNDI 7 MARS à 20 h 45
PALAIS DES SPORTS DE LA PORTE DE VERSAILLES

1500 000 000

Bercez vos rêves...

Aussitôt, les voilà qui s'excitent, passant en revue les évolutions qui permettraient peut-être de rester là et de faire un « bras d'honneur » définitif à la prison parisiennne. « Je pourrais faire du tissage, dit-elle. Je pourrais travailler par un stage dans ce village de Provence dont perdait une revue que j'ai lue chez le dentiste. Ensuite, j'imiterais les recettes de teinture qui sont dans ce livre, tu sais, par exemple l'écorce de mersier donne à la laine une belle teinte taupe. Et puis, il y a d'excellents métiers à tisser en Suisse, et sur notre chaire

Le samedi soir, dans leur résidence secondaire (quelle honte, ce nom), les cadres parisiens poursuivent longtemps leur rêve devant les bûches qui crépitent, et c'est Paris-les-bol qui flambe ici pour une nuit et qui renaitra de ses cendres demain, à la même heure, dans toute sa gloire, sur l'autoroute de l'Est.

OLIVIER RENAUDIN.

La fausse note

Quant à ses adjoints, voilà qu'à présent il écoute avec intérêt leurs suggestions et, quel plus est, en tient compte. Comme s'il doutait de sa propre capacité à tout francher, tout résoudre, tout décider. Même son langage à leur égard s'est modifié, dépourvu de ces termes hautement techniques, esotériques, compréhensibles des seuls initiés dignes d'in-

EDITH WEIBEL.

JE SUIS UNE DAME DU SEIZIÈME

Bon gré, mal gré, je suis donc
du «*seizième*», engoncée dans une
tunique de Nessus dont je ne vois
guère le moyen de me défaire.
Et à moi donc, mépris.
Défilant, ma malice, mon har-
gne, dans les regards et les paro-
lisme quand il faut bien avouer
ma honteuse appartenance. Oui,
j'habite au pays des rombières en
zibeline et des P.D.G. vicelards
et roublards, des mémères a
cétards et des bouche en cul
de poule qui dévorent le prolo-
en sandwiches aux coquéttes des
Marie-Chantal de sept à soixante-
dix-sept ans. Oui, je suis des
beaux quartiers empressés de fric
et de valetaille, nourris de caviar

La question de recevoir un ami à l'improviste, si le réfrigérateur-congélateur est vide ou l'armoire à provisions inexistante. Le sel oublié ? Cinq cents mètres à parcourir. Pour la variété dans l'al-

Au fil de la semaine

Il y avait bien, de temps en temps, quelques incidents de parcours. On voyait se réunir de curieuses foules de jeunes pour manifester aux abords des chantiers ou des sites nucléaires, des cortèges défilant pour protester contre la dégradation des rivages,

ENTRE L'ARBRE ET L'ÉCORCE

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

Encore faut-il, pour qu'il en soit ainsi, que se produise un second phénomène : le message qui ne passait pas est soudain reçu. Ainsi en fut-il, vers 1953-1954, pour la paix en Indochine proposée par Pierre Mendès France ; en 1960-1961, pour l'indépendance algérienne envisagée par le général de Gaulle ; rejetés la veille, sauf par quelques-uns, ces dénouements s'imposaient tout d'un coup à la foule comme seule issue possible à des guerres qui duraient depuis bientôt huit ans.

En voulant faire l'économie d'un véritable débat national sur la nucléaire, on traitait trop souvent : les écologistes comme de faux maniaques et les Français comme des enfants qu'il convient de diriger pour leur bien en se gardant de trop leur en dire, les pouvoirs, tant scientifiques qu'économiques ou politiques, ont fait une erreur. Ils risquent de le payer cher, et nous avec eux, car les voilà plus maintenant, si l'on peut dire, entre l'arbre et l'écorce.

Trente-cinq ans bientôt que cela dure ! Je suis une « dame du seizième », j'ai bien de la chance ! Je n'aurai même qu'à traverser la rue, dans mes vieux jours, pour trouver refuge chez les Petites Sœurs des Pauvres, dans leur maison de vieillards. Je vois ceux-là aux fenêtres, par beau temps, coquets et dignes. De vrais vieillards du seizième. Des privilégiés. Comme moi.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux
et publications : n° 51437.

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

LOS ANGELES TIMES

D'une « noble expérience » au « Kavarad »

La campagne « vieux papiers contre livres neufs » est-elle un échec en U.R.S.S. ? demande le correspondant du LOS ANGELES TIMES à Moscou.

« Lorsque le gouvernement soviétique lança l'idée, en 1974, le citoyen moyen jugea que c'était une « noble expérience », raconte le quotidien américain. Dans dix villes différentes, pour 20 kilos de vieux journaux ou papiers divers, on recevait 40 kopeks (environ 250 F) et un ticket permettant d'acheter l'un des huit livres les plus populaires et les plus difficiles à trouver : Tolstoï, Conan Doyle, Alexandre Dumas, Andersen, etc. L'accueil du public fut enthousiaste. Le premier hiver, de longues queues se formèrent devant les bureaux de récupération des vieux papiers. On venait en voiture de cent cinquante kilomètres à la ronde, en train de cent kilomètres.

« Neuf mois après, la Pravda annonçait fièrement que 90 000 tonnes de vieux papiers avaient été récupérées — exactement ce qui manquait à la production nationale. Quatre millions de livres avaient été distribués. »

Aujourd'hui, il semble que toute l'opération soit devenue un « Kavarad » (« bazar »). Le Literaturnia Gazeta dit que « les centres de collecte ne sont ouverts que quand les employés en ont envie et il est de plus en plus difficile d'obtenir les livres promis ». Diagnostiqué du LOS ANGELES TIMES : les autorités ont été débordées par la masse de papier à recycler. Il aurait fallu au moins cinq usines de plus. Bref, « on a mis la charrue devant les bœufs ».

Chameaux à la dérive

« Un porte-parole des forces des nations unies basées dans le Sud a annoncé qu'un troupeau de vingt chameaux, qui semblaient la perturbation dans le désert, vient enfin d'être retrouvé », indique l'INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE.

Selon le quotidien américain, « ce troupeau inquiétant depuis plusieurs mois les services d'écoutes d'une mission américaine chargée de surveiller les mouvements de troupes israéliennes et égyptiennes. »

« Une unité des Nations unies, menée par un commandant hollandais et guidée par quatre Bédouins, a passé deux semaines à poursuivre les chameaux qui ont maintenant été restitués à leurs propriétaires. »

DAILY EXPRESS

Caches ce coude...

Il y a une mode pour l'érotisme aussi, assure le quotidien anglais DAILY EXPRESS, qui évoque le bon vieux temps : « Une poitrine nue, au temps des Tudor, était le gage de la virginité d'une jeune fille. Les décolletés impressionnants que les dames arboraient alors n'avaient pas le moindre chance d'attirer le regard des hommes qui vivaient dans la Grande Armée. C'étaient les couilles — oui, les couilles — qui faisaient les Elizabethans dans des frimâles de désir. Si vous étiez une jeune fille bien gardée, au temps de la Reine Marie, vous pourriez porter un corsage décolleté jusqu'à la taille, mais vous cachiez vos couilles. »

« Cette règle d'or fut un peu assouplie sous le règne du bon roi Charles. Les coiffures, dont les décolletés incroyables paraissaient banals, pouvaient mettre les gentlemen hors d'âge en révélant une parlotte de poitrine. »

« Au Moyen Âge, c'était la gloire interdite de sa chevelure qu'une dame devait couvrir totalement. (...) Les Victoriens tombèrent dans un autre carpi : une femme qui ne pouvait pas montrer qu'elle pouvait s'asseoir sur ses chaises, était considérée comme pratiquement chaste. Mais si elle laissait apercevoir ses pieds, elle était rejetée par la société comme un pant sale. »

SOVIETSKAIA KULTURA

Vraie toile et fausse tante

L'organe culturel du comité central du parti communiste soviétique, SOVIETSKAIA KULTURA, estime que « la plupart des toiles exposées au Musée de la ville nouvelle de Tchekovka sont des faux. »

« Les œuvres contestées avaient été données au musée par un collectionneur moscovite, Alexandre Gigaiko. Elles sont signées des peintres Vassiliev, Aivazovski, Levitan, Pissarro, Regnier, Serov, Souvitchov et Vroubel. »

« Le doute sur leur authenticité est né lorsque le nouveau de Vassiliev n'a pas reconnu sa tante dans une toile intitulée l'Épouse de l'artiste. »

SOVIETSKAIA KULTURA se demande si le généreux donateur était crédule, ou si les vraies toiles ont été volées et remplacées par des faux grossiers.

Des « paumés » inquiétants

« Bien qu'elles continuent d'attirer quelques « paumés », dangereuses, les organisations néo-nazies américaines marquent le pas », raconte l'hebdomadaire TIME.

« Le parti national des droits des États, le plus connu, dirigé par Fred Canaan, affirme compter vingt mille adhérents, répartis en une centaine de « chapitres ». Les gens sérieux limitent ce chiffre à mille. Mais le manuel du parti « THE UN-DEBOLT » tire à quinze mille exemplaires. Le quartier général est installé à Marietta, en Géorgie. A sa tête, un avocat, J. B. Stoner, qui fait des déclarations de ce genre : « Il est ridicule de tuer quelques juifs et quelques nègres, parce qu'on ne s'en débarrassera pas ainsi. Il faut organiser cela à l'échelle nationale. »

« California Relek, un documentariste sorti l'année dernière, montrait des Américains moyens faisant obéissance au « leader » à l'immortel de la vision d'après la soumission pour le « bonheur et l'avenir de l'homme aryan. » Souhaitant éliminer à leurs enfants, les terminant par « Hell Hitler ! ». Le producteur du film, Walter Parkes, qui a obtenu un Oscar, dit : « L'image du nazisme a beaucoup d'attrait pour quelqu'un qui se méprise. Le parti est plein de marginaux qui sont heureux de retrouver leurs pères. »

Lettre de Tananarive
L'insaisissable cité des Mérinas



SANS âge, ils ont des armes, peu de taboos, leur code, leur langage, leur hiérarchie, leur claudication, leur spécificité. Ils aiment « monter sur un arbre » — les effets de la marjane ou du chanvre. — ce sentiment de voler mieux que les autres. Deux cents d'entre eux avaient monté une brique. Un soir de chanvre et d'alcool, ils ont voulu tout casser. Leurs briques, leur bien. Les autres ne pouvaient pas comprendre. Il a fallu deux heures de palabres pour les en dissuader.

Souvent produits du chômage local, les zozos sont un phénomène typique de Tananarive, une sorte de milieu libéral, organisé en bandes et qui s'éparpille aussi bien sur les collines de la capitale malgache que dans les bas quartiers de la ville. S'ils vendent leurs services aux différents plans et clientèles politiques, leurs sympathies vont plutôt à gauche, au M.F.M. — les petits au pouvoir —, un mouvement banni à l'autorité par le président Ratsiraka et dont une centaine de dirigeants ont été arrêtés. En bordure d'une rue en forte pente, adossé à la clôture de pierre qui abrite une propriété bourgeoise à longues colonnades et étroites fenêtres, un semi-baudis accueille ainsi une demi-douzaine de zozos. Filles et garçons, jeunes et vieux. Le voisin, un avocat bien né, les méprise. Il emploie un garde-garçon de nuit, tissant ainsi le premier maillon d'une chaîne de regards chez l'autre, de complicités, de méfiances et de silences propres à Tananarive. Où tout se sait et ne se raconte qu'à voix basse.

L A bourgeoisie mérina ? Sans en connaître précisément les limites, on lui accorde un peu de vie. Des enfants qui peuplent une

université qui, à l'heure de la révolution socialiste, tourne en rond. Des liens solides, autrefois, avec les intérêts français. Une place de choix dans la haute administration, à la tête de l'armée et même dans les allées du pouvoir. Descendants de hobereaux des Hauts-Plateaux, ces bourgeois sont sur la défensive, surtout depuis l'accession de Ratsiraka à la présidence. Didier Ratsiraka, cet homme venu de la côte, qui occupe la présidence depuis deux ans ou presque et que, pour peu, ils compareraient à un Rastignac.

Les Mérinas qui se jugent bien nés observent, se placent, guettent ce régime qui a nationalisé les intérêts français et produit son propre « petit livre rouge ». Ils s'engagent rarement. Les plus inquiets ont déjà envoyé leurs enfants poursuivre leurs études en France. Mais, tant que leur style de vie n'en sera pas trop sérieusement affecté, ils se contenteront sans doute d'observer, entre eux, une « révolution » qu'ils dédaignent, qualifiant au passage ceux qui hantent les couloirs du pouvoir de « néophytes » ou de « parachutes » de la vie publique.

A Tananarive, la bourgeoisie mérina et son antidote, le zozo, donnent le ton. On imagine lequet. Une ville de graffiti et aussi de pamphlets qui circulent sous le manteau en maniant l'ironie acerbe. Ainsi se font épinglez ces hauts fonctionnaires qui prononcent la « malgachisation », notamment celle de l'enseignement, tout en envoyant leurs enfants à l'école française. La loi martiale et le couvre-feu ont été levés depuis juillet 1975, soit cinq mois après l'accession d'un ancien chef d'Etat, le colonel Ratsimandrava. Mais si, depuis, la floraison des tracts interdits peut être attribuée en partie au maintien de la censure de presse, beaucoup d'entre eux font néanmoins penser à des règlements de comptes entre clans qui s'épient depuis le nuit des temps et ne sont guère habitués à voir au grand jour leurs querelles.

P AR rapport au début de 1975, époque du meurtre du colonel Ratsimandrava, que certains considéraient comme un véritable coup d'Etat, l'atmosphère s'est tendue. Au cœur de Tananarive, les jupes montées de mitraillettes se font très rares, il y a plus de monde dans les rues en fin de journée, et les marchés ont gagné

de nouveaux trottoirs. Il en est même un qui campe en permanence non loin du mosai Agip, dans la ville nouvelle. Le Hilton a fini par rouvrir les huit étages de chambres qu'il avait fermés faute de clients.

Mais les indices d'un malaise latent subsistent. A la mi-1975, la ville a été ravagée d'une pluie de cendres quand plusieurs bois des alentours ont été victimes d'incendies, un signe traditionnel de protestation qui est intervenu, tel un avertissement, au lendemain de la désignation par un directeur militaire de M. Ratsiraka comme chef d'Etat. Plus récemment, en octobre 1976, les bureaux qu'occupait autrefois l'ancien président Tananarive, et qui étaient devenus, depuis, la présidence du gouvernement, ont mystérieusement brûlé.

Voilà pour les forces profondes. Reste l'apparence : le quotidien, la grande animation du petit jour, les ombres de la nuit.

Commerçants chinois et indiens se retrouvent, le soir, au casino qui occupe le dernier étage de l'hôtel Hilton. Roulette et black-jack. A l'heure de l'apéritif, les Français se regroupent volontiers à la terrasse de l'hôtel de France pour y voir déambuler la foule de l'avenue de l'Indépendance, face à la carcasse calcinée d'un hôtel de ville détruit en 1972, pendant la « malgachisation ». De nuit, quelques patrouilles de soldats armés continuent de traîner dans les rues d'une ville peu sûre, où l'agent de police se fait rare et où les prostituées attendent furtivement un client qui se manifeste moins que du temps des Français.

Madagascar-Matin s'essaye laborieusement à la terminologie socialiste du moment. A l'occasion du cinquante-neuvième anniversaire de la révolution d'Octobre, on a même vu le quotidien franco-malgache de Tananarive publier un témoignage de l'agence de presse Novosti, celui d'Hélène Stavovska, ancien compagnon de Lénine. « Dans le cadre de l'éducation révolutionnaire de nos lecteurs », devait expliquer le journal bilingue avant d'en revenir à un style provincial qui lui sied mieux en rapportant, dans les mêmes éditions, le succès du diadème annulaire de l'école « la Coupe chez soi », dirigée par Mme Razafimanahaka Razafimanahaka et dont les élèves « montrèrent que, si elles

courent des robes dont l'inspiration est tirée de catalogues occidentaux, elles n'en oublient pas pour autant qu'elles sont malgaches et qu'elles se doivent de préserver l'authenticité nationale par des petits faits, peu importants sans doute, mais originaux. »

Situé à une vingtaine de kilomètres de la ville, un magnifique terrain de dix-neuf trous confiné de vivre de ses quelques deux cents amateurs de golf. Prudence ? Pour de l'incongru ? Les banderoles de la révolution brillent par leur absence, comme s'il était difficile de renouer longtemps l'attention d'une foule active, sceptique, qui vaque à ses occupations même quand il ne s'agit que de garder un maigre étalage de légumes ou de vêtements devant lequel les passants défilent sans trop marchander, faute de sous. Dans le centre de la capitale, aux abords des marchés, c'est l'éternelle dispute d'enfants pour la garde d'une voiture, la vente d'un quotidien, l'occasion d'un malgre larcin. Malgaches affaires qui se jouent aussitôt sur un coin de trottoir.

D ANS les administrations, les séminaires succèdent aux séminaires. L'armée est devenue populaire. Sensible depuis 1972, l'éclosion culturelle n'a pas encore trouvé un point de rencontre. Les talents malgaches ont tendance à s'exiler, faute de moyens locaux, alors que Tananarive, si réceptive au romantisme, ne semble guère gérée par le nouveau verbe révolutionnaire.

La capitale malgache et son demi-million d'habitants ont le don d'évoluer sur plusieurs registres à la fois et une capacité d'adaptation surprenante. Image de la ville à peu près d'un peuple insulaire, Tananarive ne se donne pas. Elle échappe pour se refaire sur place, avec des habitudes bien ancrées et cette mentalité scrupuleuse qui s'accommode des rumeurs les moins fondées — les plus tentantes — et s'écrite cette seconde nature semi-clandestine qui en est l'un des traits. L'explosion — de colère, de mauvaise humeur, — n'y est jamais le dernier recours d'une exaspération trop longtemps relouée. Et pour pendant, cette apparente passivité. Si attentive.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

ESPAGNE

Printemps basque

E N avance sur le calendrier, de bien étranges primaires ont lieu dans le sud-ouest de la péninsule, dans les montagnes de Navarre et du Guipuzcoa, sur la côte de Biscaye. On les appelle « Ikurrina », ces fleurs de liberté dont les pétales de tissu, blancs et verts sur fond rouge, ondulent au gré des vents, après une absence officielle longue de quarante ans.

Sur les chemins d'asturie, aux fils à haute tension, elles n'avaient certes pas attendu l'autorisation de Madrid pour écloser dans les endroits les plus insolites. Dans mon village, la première poussa un matin, sans crier gare. Brève Ikurrina ! Plus de huit semaines, elles resta accrochées à la tige de San-Pedro. Jusqu'au jour où un garde civil, sournoisement, monta au clocher pour hisser à sa place les couleurs sang et or

de la Vieille-Castille. San-Pedro ne dut pas apprécier. Car, le surlendemain, déchirée par la tempête, il n'en restait que des lambeaux dont le pasant ne pouvait deviner la nature ni l'origine.

Et puis, tout a changé. Ou presque. Le drapeau des combattants basques a subitement cessé d'être pourfendu. Non qu'il ait été vraiment autorisé. Et encore moins légalisé. Non ! Il a été uniquement « toléré », à la condition insigne de flotter au-dessus de la province espagnole et des couleurs de la province. Nuanes... Du moins claires-t-elles, désormais, au fronton des maisons où il provoque la fureur de quelques nostalgiques particulièrement irascibles. Le propre adjoint au maire du village voisin n'y a pas résisté : bondissant de sa voiture, il se mit à tirer à la carabine, comme un forcené, sur ce qui demeurait de fait, le symbole de l'indépendance basque.

Puis, avisés, les commerçants ne mirent pas longtemps à comprendre le profit qu'ils pouvaient en tirer. Déjà, les grands magasins de Bilbao en vendent au mètre, alors que les boutiques de souvenirs l'offrent en écusson, ouvre-bouteille, épingle à cravate, centurion, pendentif, porte-claies... jusqu'aux pâtisseries de Vittoria qui en décorent leurs plaques montées dominicales. De quoi faire se retourner Sabino Arana dans sa tombe !

Normal, dira-t-on : un symbole aussi populaire portait en lui-même sa récupération commerciale, sinon politique. Peut-être. Mais ce serait mal connaître les Basques que de le réduire à cela. Le semaine dernière, un « gu d'ari » de dix-neuf ans a été découvert dans un châtreaire de Zurzu, emporté comme tant d'autres dans une Ikurrina frappée des trois lettres E.T.A. « Mort par accident en préparant une action armée. » Le printemps approche aussi, au Pays basque, où rien n'est plus pareil, mais où tout n'est pas changé pour autant.

FRANÇOIS PLEYBER.

NEW-YORK

Les nouveaux débuts de Jackie

S AINT-PETERSBOURG est à l'honneur, ces temps-ci. A New-York puisque le lancement d'un livre de photographies des costumes, des bijoux, des réceptions de l'époque tsariste (dix-huitième et dix-neuvième siècles), a coïncidé avec l'ouverture d'une somptueuse exposition de costumes russes de la même époque au Metropolitan Museum. Cette exposition nostalgique des gothas luxueux, du défilé de l'élégance de l'aristocratie russe, fut menée — est-ce bien surprenant ? — par Jacqueline Onassis, lectrice chez l'éditeur Viking, qui sélectionna les photographies de l'album et rédigea les légendes qui les accompagnent.

Elle effectuait ainsi son troisième « début » : après avoir été la première dame des Etats-Unis, puis la « femme la plus riche du monde », elle réapparait sous les traits de l'historienne et de l'écrivain. Au cours d'un déjeuner offert à la presse à l'occasion du lancement du livre, elle refusa de répondre aux questions personnelles qui, bien sûr, lui furent posées et en particulier à celles qui tendaient à mettre en relief la relation entre la vie fastueuse qu'elle a toujours été la sienne et celle des tans qui, visiblement, l'avait passionnée.

« Le problème des riches », auquel elle s'attache dans son livre, — consistant à gaspiller leur argent sans parvenir pour autant à tromper leur ennui, lui apparaît comme étant purement « historique » et « sans rapport avec le présent ». Elle explique, sans le moindre embarras, la raison pour laquelle le livre ne porte que sur les vêtements des riches : « Ceux des pauvres, dit-elle, n'avaient

aucun intérêt, vous savez, ils étaient fripés, usés, décolorés, et puis on n'en a pas retrouvé beaucoup. » Jacqueline Onassis a fait, l'année passée, un voyage en U.R.S.S. pour faire son travail de recherche. L'exposition du Metropolitan Museum a été organisée par Diana Vreeland, une amie de Jacqueline Onassis et ancienne directrice de Vogue. A en juger par le taux d'affluence au « Met », les New-Yorkais sont enthousiastes de capes d'hermine, de tares, de justes étincelantes de salins écarlates et d'une façon générale, d'ancien régime.

LOUIS WIZNITZER.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75007 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 6207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - DOM. - T.O.M.
36 F 175 F 232 F 339 F

TOUS PAYS ETRANGERS
TAUX VOIES NORMALES
188 F 355 F 523 F 690 F

ETRANGERS
(par mandats)
I. - BELGIQUE - LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
125 F 230 F 335 F 440 F

II. - TUNISIE
185 F 305 F 445 F 590 F

Par voie aérienne
Taux sur demande.

Les abonnés qui paient par
chèque postal (tous pays) versent
bien vouloir en joindre un à leur
demande.

Changement d'adresse : dé-
clarez-le ou précisez-le (deux
semaines ou plus) : nos abonnés
sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins
avant leur départ.

Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de
réviser tous les noms propres en
capital de l'abonnement.

(Publicité)
Société italienne d'aménagement
cherche pour la France représen-
tants exclusifs ou multicartes qui
sont déjà introduits dans une des
régions suivantes : membres et
ligues suivantes : membres et salons
de style, meubles rustiques, art
des premières années (chaises
hautes, tables à langer, parcs por-
tants, etc.). Ecrire ZEMMA Export,
Piazzale Sarcena 2 - 20132 Milano,
Italie.

Fachoda

ENCE DES EMISSIONS

millions et de

ROUV

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

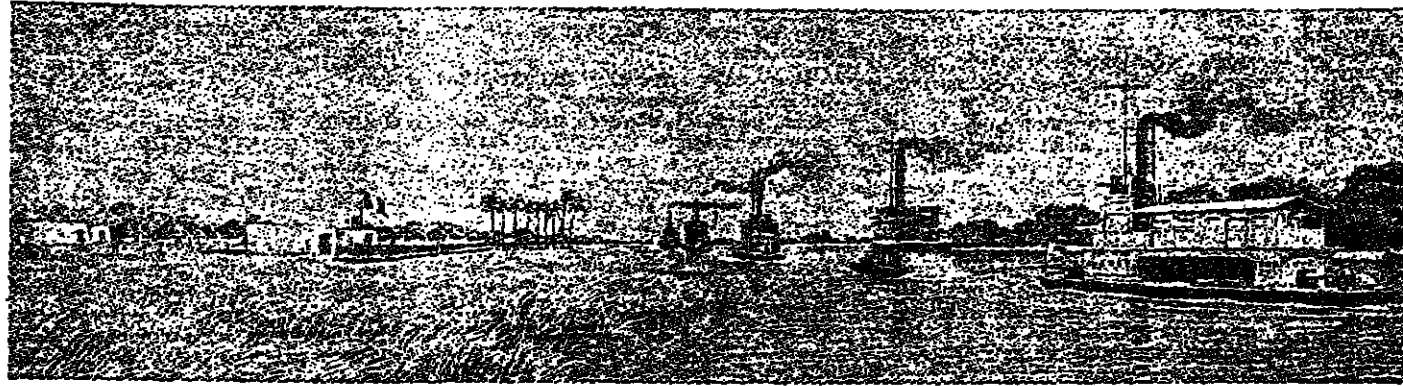
Le Monde

Le Monde

RADIO-TELEVISION

UNE ÉPOPEE DANS UN FEUILLETON

Fachoda ou le « rétro » colonial



En ce temps-là — la fin du dix-neuvième siècle — les puissances européennes se partageaient l'Afrique. Mais, en 1885, un prophète, le « Mahdi », mena les derviches soudanais à la guerre sainte. Le général anglais Gordon fut massacré à Khartoum et, pendant treize ans, les derviches résistèrent aux troupes anglo-égyptiennes. Le 2 septembre 1898, enfin, Herbert Kitchener, « sirdar » de l'armée d'Égypte, écrasait la révolte mahdiste à Omdurman. Il allait se mettre en marche vers Fachoda, sur le haut Nil, et là, brusquement, l'Angleterre se heurtait à la France.

Une mission contre l'ennemi héréditaire

Car la France, de son côté, cherchait à étendre son influence. Établie au Congo, elle désirait s'avancer, par le haut Oubangui et le Bahr-el-Ghazal, jusqu'à Fachoda pour barrer aux Anglais la route du « Cap ». L'idée d'une mission Congo-Nil, conçue dès 1881, allait se réaliser avec le capitaine Marchand.

habitué de l'Afrique noire, où il avait percé des routes et reconnu des rivières, le capitaine Jean-Joseph Marchand ne voyait que devoir et honneur là où les politiciens de Paris songeaient surtout aux calculs diplomatiques. Cette mission Congo-Nil, il l'avait voulue, préparée, étudiée. Le 19 juillet 1896, Marchand abandonnait Libreville et trouvait le Congo, pourtant pacifié par Savorgnan de Brazza, en pleine anarchie. C'est seulement deux ans après, le 10 juillet 1898, que la mission Marchand atteignit Fachoda. Elle avait affronté d'innombrables épreuves et elle ne trouva que des ruines. Mais les Anglais avaient été devancés. Après avoir conclu un pacte d'amitié avec Abd-el-Fadil, sultan du pays chillouk, Marchand installait un fortin sur lequel flottait le drapeau français.

En août, il fallut se battre contre des forces mahdistes, bien supérieures en nombre et venues par le fleuve. Les mahdistes furent repoussés. Les Chillouks, qui attendaient le résultat de la bataille pour passer du côté du plus fort, se placèrent définitivement sous protectorat français. Marchand semblait avoir triomphé, lorsque, le 19 septembre, une lettre du général Kitchener adressée au « chef de l'expédition européenne à Fachoda » lui apprit

l'arrivée des Anglais. Réponse digne et ferme, visite du sirdar qui, officiellement, venait arborer le pavillon égyptien au nom du khédive. Marchand refusa de partir. L'adversaire resta court, mais l'affaire, portée devant les gouvernements de Paris et de Londres, créa un incident diplomatique d'où la guerre pouvait sortir. En France, l'opinion publique était pour Marchand et contre l'« ennemi héréditaire ».

Les hommes politiques — ce qu'on appelait alors Marchand — étaient préoccupés par la nouvelle flamme de l'affaire Dreyfus : le procès Zola, le suicide du colonel Henry après la découverte de sa falsification de documents, le discrédit jeté sur l'armée. Il fallait éviter une rupture avec l'Angleterre. Marchand fut rappelé. Il s'installa, en soldat qui obéit aux ordres. La mission Marchand revint en France, au début de 1899, en passant par l'Abyssinie.

Le « Far West » de la France

Tout cela, brièvement rappelé, passionna nos grands-pères et nos pères. C'est loin, maintenant, rejeté dans le passé de conquêtes coloniales qui ne sont plus de saison. On peut ainsi trouver

curieux qu'engageant une coproduction avec l'Office de radio-diffusion télévision de la République du Sénégal, Antenne 2 ait choisi comme sujet de feuilleton l'histoire de la mission Marchand, qui ne rappelle pas forcément de bons souvenirs en Afrique. Mais enfin, c'est arrivé.

Le feuilleton vient de débiter sur Antenne 2, le vendredi 4 mars. Le Sénégal a fourni du matériel, des techniciens, ses paysages et une importante figuration indigène. Georges-Matrick Salvay-Guide, scénariste, François-Marie Banier, dialoguiste, et Roger Kahane, réalisateur, ont raconté, en six épisodes d'une heure, le voyage de la mission Marchand et l'incident de Fachoda.

C'est un feuilleton-imaginaire spectaculaire et romanesque (même si ni les moyens matériels ni les conditions de tournage n'ont permis de reconstituer, par exemple, le terrible enlèvement de la mission dans les marais du Bar-el-Ghazal), le feuilleton dans lequel l'Afrique noire de Marchand apparaît comme le « Far West » de la France.

Conquête héroïque, civilisation en marche, lutte contre la nature, les négriers et les trafiquants, la fatigue et la maladie, rivalité avec l'Angleterre : nous voilà replacés, sans aucune distance critique, dans la mythologie colo-

niale des années 1890. Et Robert Etcheverry, en uniforme blanc, à un peu la prestance qu'avait Errol Flynn lorsqu'il incarnait Custer, général sans peur et sans reproche, dans la Charge fantastique de Raoul Walsh. Il est vrai que, dans Fachoda, le portrait du héros est fidèle à l'histoire : Marchand fut un homme et un soldat exceptionnel.

Beaucoup d'ingénuité pour faire « comme si »

Roger Kahane a fort adroitement retrouvé l'esprit d'une aventure dans laquelle la foi et les qualités de l'officier français l'emportent sur les réalités. Les Français ne représentaient pas nécessairement l'orgueilleuse supériorité de la race blanche sur les populations africaines. N'empêche qu'il faut beaucoup d'ingénuité pour faire comme si les problèmes du colonialisme et du racisme ne s'étaient pas posés à ce moment-là. Pour montrer des chevaux et des Nost tirant dans les sables du désert, le vapeur Faidherbe (il fut, en fait, démonté et transporté pièce par pièce, la chaudière sur un chariot) sur le pont duquel Marchand et ses compagnons français restent installés sans se rendre compte apparemment, qu'ils représentent une charge supplémentaire.

Ce Fachoda, c'est un monde d'autrefois qui ignore aujourd'hui, l'Afrique d'un officier qui fait avancer les membres de sa mission et ses tirailleurs sénégalais vers un but qu'il faut atteindre, envers et contre tout, avant les Anglais. C'est l'expression sans retouches d'un XIX^e siècle finissant. De quoi s'étonner, s'indigner peut-être. Comment réagira le public ? Car enfin, s'il y a rappel d'un patrimoine historique, on ne peut pas, quel qu'en disent certains, juger cela « au second degré ».

JACQUES SICLIER.

* Le vendredi, Antenne 2, 20 h. 30.

Naitre esquiman au Canada

Une autre planète

Les pieds tournés sur la glace, un trou dans la glace, et la tête énorme d'une morse, les longues canines ensanglantées. Des bruits de pas, les chiens tirent l'animaux qui fait crier sous son poids la solide glace, divisée en des lanières tout au long de cette course glissante vers des blancheurs plus fermes. Les couteaux alors s'affaiblissent : en quelques minutes, le morse est dépecé, les panes, l'estomac, le foie, la tête, les reins, non servira, y compris la peau du palet qui, gonflée et tendue entre les parois de neige, laissera passer la lumière à l'intérieur de l'igloo.

Tout sert dans l'animaux, et tout devait venir de lui dans la construction des Inuits, ces Esquimaux du Grand-Nord canadien qui vivent à 3 000 kilomètres d'Ottawa comme sur une autre planète, sur un territoire où le thermomètre tombe à moins 20 degrés, où il fait jour la nuit, où les hommes peuvent être des femmes et les femmes des hommes. Les Inuits, terme qui désigne les « vrais hommes », sont vingt mille au Canada (il y a cent mille Esquimaux dans le monde), ils vivent de la chasse et de la pêche et réclament aujourd'hui leur autonomie parce que leurs mythes, leur culture, leur vie, sont menacés par la civilisation blanche.

À Iglood (sept cents habitants), les Inuits sont logés et chauffés gratuitement dans des petites maisons offertes par le gouvernement fédéral. Les prières ou gages comme toujours vers l'arrivée des blancs. Les Esquimaux sont chrétiens, — mais le temps a d'autres contours, et l'Église s'efforce aujourd'hui de réconcilier les autochtones.

Iglood ou la planète esquimau, de Bernard Saladin d'Anglade et Michel Treguer, ont été un film ethnologique à proprement parler, un document politique, mais le rapport intelligent du quotidien de la vie et des pensées d'un peuple minoritaire. C'est dans des paysages infinis et plats, dans le brouillard qui siffle, dans les silhouettes qui se bécotent contre le froid, dans cette chasse aux morues, aux phoques, aux caribous, dans cette pêche sous la glace, et le sang instantanément congelé, que s'entendent les chants (« Je vais manger les yeux », « Si c'est un bel homme », « Si c'est un bel homme »), là aussi sous les mythes.

Chez les Inuits, on peut être un autre, ou des autres, chacun étant soi-même mais aussi parfois seulement un autre mort et réincarné, c'est ainsi que les notions de sexe s'évanouissent, il y a des hommes-hommes, des femmes-femmes, mais aussi des hommes-femmes et des femmes-hommes, étrange conception de l'identité (pour nous, du moins) dans laquelle une grand-mère Inuit et sa fille nous font entrevoir.

Témoin exceptionnel, ininterrompu par la sonnerie du téléphone par satellite. Ce « passage » d'un sexe à l'autre, qui se situe souvent pour les femmes au moment des premières règles, quand elles deviennent « hommes », est-il symbolique ou réel ? La grand-mère se souvient avoir possédé un bloc de neige vers l'intérieur, elle a vu sa fille — sa future mère — qui ne l'entendait pas, elle a touché sa ceinture et s'est retrouvée dans son intimité, un igloo, elle a vu pour d'avoir froid, elle a bécoté entre les instruments féminins et masculins... le téléphone sonne.

Comment rester soi-même avec l'Autre et le téléphone ? Comment faire à l'école, quel sera mon métier, quel sera et quelle identité ? Comment rester les autres puisqu'ils sont « nous » ? L'école est la première et la pire agression relevée par les ethnologues. Les Inuits s'acharnent ensemble à la pêche, ils font partie du grand cycle biologique avec les bêtes ; à l'école, c'est déjà le « chaos » pour eux, les enfants d'Iglood ne peuvent intégrer ce nouveau monde sans se dévoter.

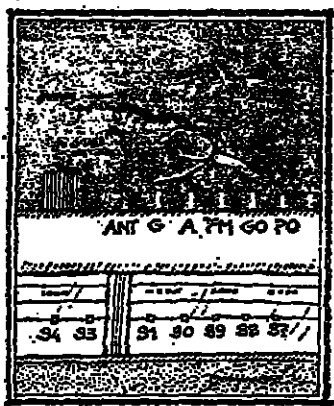
« Un soir contre une école, la banquette contre quatre murs », dans les salons chauffés d'Ottawa, les délégués des Inuits ont choisi, ils ont dit « oui », ils ne veulent pas « reprendre leur pays », ils ont dit « nous sommes », simplement ils veulent que celui-ci ne leur « échappe » pas.

CATHERINE HUMBLLOT.

* Le vendredi 11 et 18 mars, FR 3, 21 h. 30.

RELANCE DES ÉMISSIONS VERS L'ÉTRANGER

Cinq millions et de nouvelles cibles pour Radio-France-Internationale



DECIDEE depuis près d'un an par le gouvernement, la « relance » de l'action radiophonique vers l'étranger entre dans sa phase active. C'est en lundi 7 mars, en effet, que Radio-France-Internationale commencera à émettre, en ondes courtes, vers Lisbonne (une heure d'émissions quotidiennes en portugais). Le choix de la date retenue pour cette « première » n'est pas sans rapport avec la venue à Paris du premier ministre portugais, M. Mario Soares, qui participera à l'une de ces émissions durant sa visite officielle.

Autre opération attendue : le lancement, en avril prochain par Radio-France-Internationale, d'une « chaîne » destinée, cette fois, aux auditeurs des pays de l'Est (quinze heures d'émissions quotidiennes, également sur ondes courtes).

Ces deux initiatives représentent une certaine remise en cause des décisions prises, en 1974, au moment de la réforme de l'O.R.T.F. À l'époque, les responsables politiques avaient décidé de réduire la présence française sur les ondes internationales à la portion congrue.

Entre-temps, M. Jean d'Arcy, membre du haut conseil de l'audiovisuel et ancien directeur des programmes de la télévision française, s'est vu confier une mission d'étude sur la situation de la « Voix de la France » dans le monde. Remis en février 1976 au gouvernement Chirac, son rapport (démocratie secrète) est vraisemblablement à l'origine de la « relance » entreprise aujourd'hui.

Mme Baudrier, P.-D.G. de Radio-France, devait ensuite être reçue par le président de la République.

CINQ millions de francs. Il n'en fallait pas davantage pour que les émissions en direct de Radio-France-Internationale (R.F.I.) vers l'étranger connaissent un nouvel essor. Ce sera chose faite avec, le 7 mars prochain, la première émission d'une heure par jour vers le Portugal et la création, en avril, d'une chaîne radiophonique (quinze heures par jour) à destination des pays de l'Est.

Depuis l'écroulement de l'O.R.T.F., en janvier 1975, et la disparition de la D.A.E. (Direction des affaires extérieures et de la coopération), la présence française sur les ondes internationales a connu un sérieux recul. La politique adoptée par les responsables de R.F.I. — concentration des moyens techniques, financiers et humains, vers quelques objectifs privilégiés mais géographiquement limités (le Monde du 23-24/11-1976) — a porté ses fruits : là où elle est encore entendue, la « Voix de la France » est écoutée. Mais seule, jusqu'à ce jour, la chaîne africaine, l'Espagne, les deux Allemagne et, dans une moindre mesure, la côte des États-Unis étaient concernées par ces émissions d'une durée extrêmement variable : d'une heure par jour (pour les émissions vers l'Allemagne et l'Espagne) à dix-sept heures trente (pour la « chaîne Sud », captée en Afrique et dans l'océan Indien).

Quinze heures pour la « chaîne Est »

Aujourd'hui, le gouvernement entend développer l'action radiophonique internationale. R.F.I. s'est donc vu confier, il y a plusieurs mois, le soin de préparer la « relance ». La première opération est dirigée vers Lisbonne une heure par jour, en langue portugaise. La seconde opération, beaucoup plus importante, est dirigée vers les pays de l'Est. Principales caractéristiques de cette « chaîne Est » : quinze heures d'émissions radio quotidiennes, diffusées sur ondes courtes et composées pour l'essentiel (dans un premier temps du moins) par la retransmission, en direct ou en différé, des programmes nationaux de France-Inter, de France-Culture et de France-Musique. Un dosage avant, donc, dans lequel viendront s'intercaler — vraisemblablement avant la fin de l'année — quatre fois un quart d'heure d'émissions « spécifiques », réalisées en français, mais plus particulièrement consacrées à des informations intéressantes les pays de l'Est : politiques et culturelles. Dans une région du monde qui ne constitue pas, à l'inverse du continent africain, un vaste ensemble francophone, la « chaîne Est » devra, avant tout, s'adresser à une « élite ».

Techniquement, ces projets ne soulèvent pas de grandes difficultés. Le parc des émetteurs ondes courtes (implantés à Allouville et à Issoudun, et gérés par Télédiffusion de France) est sous-employé. Quelques deux cents heures-fréquence, sur un total de quatre cents, étaient

encore disponibles. Pour les utiliser, il suffisait simplement de profiter des décalages horaires pour « réveiller » les émetteurs. Ce qui n'entraîne pas de dépenses excessives.

Cette relance de la « Voix de la France » était prévue depuis plusieurs mois : la décision a été prise en avril 1976, au cours d'un conseil des ministres du gouvernement Chirac. L'intérêt manifesté par les pouvoirs publics pour ces questions constitue cependant un phénomène nouveau. Trop longtemps, les émissions vers l'étranger ont été considérées, au Quai d'Orsay notamment, comme quantité négligeable. Au point que personne — ni les responsables de l'O.R.T.F. mis à part — ne s'est sérieusement opposé à la liquidation, en janvier 1975, de quatorze des dix-huit sections linguistiques qui composaient la D.A.E. La France, déjà mal placée dans ce domaine par rapport aux autres nations, s'est ainsi vue, du jour au lendemain, reléguée dans le peloton de queue. A titre de comparaison : R.F.I. émet aujourd'hui en cinq langues (français, anglais, allemand, espagnol, et d'ailleurs portugais). La B.B.C. en utilise une quarantaine et la Radio allemande plus d'une trentaine.

La « redéploiement » de la Voix de la France » se place, malgré tout, sous le signe de l'austérité : les 5 millions de francs prévus sur la redondance et votés au cours de la dernière session parlementaire par le Sénat seront donc les bienvenus, car les subventions allouées par le Quai d'Orsay pour les émissions de R.F.I. n'auraient même pas suffi, en 1977, à maintenir les objectifs (la section allemande notamment était menacée d'extrême liquidation).

Provisoirement soulagés, les responsables de R.F.I. n'en sont pas moins tenus à une gestion rigoureuse, voire élitique. Premières victimes pressenties : les programmes. Quand il faut se faire entendre et se faire comprendre dans un pays étranger, on s'efforce de parler la langue de ce pays, ce que fait R.F.I. avec ses émissions en espagnol, en allemand et en portugais. Mais cela coûte cher.

Un mélange satisfaisant

A moins de couper la poire en deux. Ainsi, la « chaîne Sud » est-elle composée pour moitié par des émissions « exportables », sélectionnées gratuitement dans le programme de France-Inter (le Radioscopie de Jacques Chancel, par exemple) et pour l'autre moitié, par des émissions « spécifiques », en français (à l'exception d'une heure « anglaise ») développant des aspects particuliers de l'actualité africaine. Ce « mélange des genres » donne, numériquement, des résultats satisfaisants. Selon M. Albert Aycard, directeur de R.F.I., « le nombre des auditeurs de la chaîne Sud ne cesse d'augmenter, si l'on en juge par la progression du courrier ».

Enfin, dernière solution pour composer un programme : sacrifier le « spécifique » sur l'autel des économies et ne transmettre que des émissions nationales. Cette formule, la moins onéreuse, est également la moins satisfaisante

pour l'auditeur. Utilisée actuellement vers les États-Unis, elle sera également en partie retenue pour la « chaîne Est », qui, le jour de son lancement, en avril prochain, ne diffusera que des retransmissions. Les responsables de R.F.I. envisagent d'introduire par la suite une heure au total de programmes « spécifiques », mais réalisés en français.

« Arroser le sable » ?

Soudain d'économie, également, en ce qui concerne les moyens techniques de diffusion. Alors que les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale, notamment, possèdent un nombre impressionnant de relais répartis sur les cinq continents, la France semble, pour sa part, y avoir définitivement renoncé. Ainsi n'est-il plus question, par exemple, de construire un émetteur ondes moyennes en Guyane. Le coût de l'opération (100 millions de francs et quatre ans de travaux) fait réfléchir. De plus, comme l'explique M. Albert Aycard, « l'implantation d'émetteurs ondes moyennes d'une portée de 500 kilomètres dans nos territoires ou départements d'outre-mer ne servirait, le plus souvent, qu'à « arroser » le sable ou la mer ».

La seule exception à la règle — l'émetteur « planté » à Chypre par la SOMERA (Société monégasque de radiodiffusion) et qui émet depuis trois ans sur ondes moyennes à destination du Proche-Orient — apporte toutefois la preuve du contraire : certains déserts peuvent revêtir une importance stratégique et politique de premier plan.

Ne possédant, à part Chypre, aucun « relais » à l'étranger — contre trente-neuf à la B.B.C. et dix-sept à l'Allemagne fédérale, la France doit cependant se résigner et utiliser au maximum ses vingt émetteurs ondes courtes (dont douze de 100 kW et huit de 500 kW). En attendant, elle peut-être, de pouvoir confier au satellite Symphonie, dans une dizaine d'années, le soin de porter la « Voix de la France » aux quatre coins du monde.

Dans l'immédiat, les ondes courtes peuvent rendre de bons et loyaux services. Tout d'abord les émetteurs, situés dans l'Hexagone, sont à l'abri des nationalisations ou des coups d'État toujours possibles à l'étranger. De plus, en jouant astucieusement sur les fuseaux horaires, « il sera sans doute possible », comme nous l'a dit Mme Jacqueline Baudrier, P.-D. G. de Radio-France, « d'attirer bientôt successivement vers l'Afrique, l'Europe de l'Est et l'Amérique latine ». Mais il existe également des inconvénients : avec les moyens dont elle dispose aujourd'hui, R.F.I. ne peut espérer atteindre, par exemple, l'Asie du Sud-Est où, pourtant, la culture française est encore vivante. Autant dire que le « petit pas » aujourd'hui accompli vers les pays de l'Est, s'il n'est pas négligeable, ne devrait constituer qu'un début dans la voie d'une réhabilitation de la Voix de la France.

CATHERINE GUIGON et CLAUDE DURIEUX.

صكرا من الامل

RADIO-TELEVISION

FRANCE-MUSIQUE TOUJOURS EN QUESTION

Des goûts et des sondages...

« Je ne puis sérieusement vous donner une opinion sur l'évolution de France-Musique durant l'année écoulée, ayant, depuis plus d'un an, renoncé à écouter cette chaîne », écrit un de nos lecteurs, en réponse à la question que nous lui avons posée par écrit, plus d'un an après la « réforme » opérée par Louis Dandrel et son équipe. Le courrier, alors, avait été abondant. La tentation était grande de relancer aujourd'hui le débat épiquiste.

« La » ou « les » musiques ? « Classiques » ou « modernes » ? « Traditionnelles » ou « variées » ? Hiérarchie ou mélange des genres ? A en croire ce récent courrier (une dizaine de lettres), l'heure n'est plus aux questions fondamentales mais à des remarques plus fragmentaires, plus matérielles. Mises à part, en effet, ceux qui ont définitivement exclu France-Musique de leur horizon sonore, on s'étonne de la précision avec laquelle les détracteurs les plus virulents notent — à croire qu'ils écoutent ! — telle familiarité dans la présentation, tel glissement d'horaires, telle perturbation dans le début d'un concert. « Le mélomane, d'est ce faible, attend de la musique une joie, un plaisir, une émotion, écrit un irréductible. Son « altération culturelle bourgeoise » fait de lui un être qui trouve dans la musique un dérivatif aux laideurs de ce monde. C'est ce qui s'appelle le bonheur. Comment mieux dire, en effet, que la musique « bâillonnée », dans cette polémique, qu'en tant que prétexte, voire de musique.

En conserve et en tranches

Alors, en un an, quoi de mieux, quoi de pire ? « Je lis plus et j'écoute un peu plus mes disques », se réjouit un lecteur qui ne reste plus tellement de choses des points brûlants et litigieux, reconnait un lecteur qui critique néanmoins, entre autres, les fréquentes modifications de dernière heure dans les programmes de la chaîne.

« Je regrette la mode récente qui consiste à diffuser des fragments d'œuvres, note judicieusement d'autre part, un correspondant de Villeurbanne. Il en résulte des modifications de valeur, des changements de perspective fâcheux, en particulier pour la musique de chambre — sans compter la frustration ressentie s'il s'agit d'une œuvre aimée.

« La musique en conserve a des défauts », la musique en tranches, c'est pire », remarque un mélomane qui met cependant à l'actif de la nouvelle direction « l'augmentation des diffusions de concertos », tout en regrettant « la qualité technique souvent médiocre » des diffusions et « le manque évident de coordination des programmes avec France-Culture et surtout à l'intérieur même de France-Musique ».

Enfin, un universitaire rouennais concède qu'« on a mis de l'eau dans le vin », mais déplore qu'« on continue de prendre les auditeurs pour des enfants qu'il s'agit d'instruire (...), pour des « déviants » politiques et/ou psychiques (...), qu'il appartient à France-Musique de rééduquer ». C'est mieux fait, moins rigoureux, ajoute-t-il. L'auditeur n'est plus accusé tous les matins d'avoir travaillé avec Mme Mao en écoutant Beethoven. Mais Beethoven est subtilement entrelardé de rengaines et de cornues. Mises à plat, plus d'auteurs. Des documents ethnographiques, de la technologie des instruments et, bien sûr, la mise en scène parentés, de toute considération proprement esthétique. Autrement dit, France-Musique demeure en 1977 ce qu'elle était en 1975 : une annexe de France-Inter pour la chan-

sonnette et de France-Culture pour le pédantisme. Avec le petit ton « parisien » en plus.

Au moment où nous arrivait ce courrier, la revue Panorama de la Musique rendait publics les résultats d'une consultation de même type, mais de plus large envergure, opérée, dans un premier temps, par l'intermédiaire d'un questionnaire paru dans le numéro 16 de cette publication, puis au moyen de formulaires distribués à la sortie de certains concerts. Les résultats (300 réponses au total) ont l'intérêt d'émaner, en majorité, de mélomanes (63 % d'entre eux se disent même « passionnés » de musique), qui sont souvent un concert (80 %), pratiquent à 50 % un instrument, et qui, pour un tiers d'entre eux, fréquentent les scènes lyriques ou les festivals spécialisés.

Les amateurs de fond sonore

« Rien d'étonnant donc si 61,6 % de cet échantillonage se déclare « adepte » à l'écoute de France-Musique depuis 1975. Mais rien d'étonnant, non plus, si la moitié de ces auditeurs (qui, pour 71,4 % d'entre eux, écoutent, disent-ils, la radio en « fond sonore ») considèrent que la musique contemporaine occupe, dans les nouveaux programmes, une place excessive, et s'ils souhaitent, à une échéance majoritaire (83,8 %), que soit diffusée, sans commentaire, la musique contemporaine.

Beaucoup de disques, peu ou pas de télévision, informé, sollicite un « profil » qui semble, en effet, faire la primauté à ces « généraux », à ces « bavards », à ces nouveaux producteurs, trop « érudits » et trop « inaccessibles » de France-Musique.

Répartie des responsables : les sondages. Non par goût, dit-on à la direction de la chaîne, mais parce que les chiffres constituent la « seule réponse » au message radiophonique, lancé dans le vide, la preuve que « la mécanique marche » ou s'arrête.

« Audience accrue », conclut une récente enquête (le Monde du 12 février) réalisée par l'IFOP auprès de trois mille deux cents personnes représentant un échantillonage national. La station s'adresse désormais à trois millions d'auditeurs dans la semaine (contre vingt-quatre millions avant 1975) et bénéficie de leur part d'une écoute plus attentive et plus fidèle.

L'argument du racolage

Progrès depuis la réforme ? 16 %. Dégradation ? 8 %. Les commentaires ? Trop bavards pour 11 % seulement des auditeurs. La musique contemporaine ? Trop abondante pour 19 % d'entre eux. Vingt auditeurs assidus sur cent applaudissent, aux émissions de jazz, dix-sept se félicitent de la variété des programmes, et sept seulement se plaignent de la « voix » et du « style » de certains présentateurs.

Verdict encourageant, donc. Verdict qui ne manquera pas, néanmoins, d'être discuté et utilisé contre ceux qui l'ont publié. « Les auditeurs furent, la chaîne se souvient, « profondément agacés par les détracteurs et les sceptiques ». Les auditeurs se multiplient ? On les racole. La chaîne, en se démocratisant, se détériore, a plaidé, désormais, et a contrario, les mêmes. « L'important », dit Louis Dandrel, 3 % des auditeurs déclarent l'insatisfaction des bulletins d'information sur France-Musique », preuve, en effet, que « la chaîne commence à être considérée comme un organe de radio : un canal où passent, aussi, des émissions, et pas seulement de la « sonorisation », autant dire : de l'insombration ».

ANNE REY.

CHRONIQUE : RENCONTRES BIBLIQUES. — Tous les lundis, France-Culture, 21 heures.

« Toutes les larmes juives coulent dans la mer, qui en fait un chant plus profond que l'abîme », écrit Elie Wiesel dans le *Mémorial de Jérusalem*, ouvrage qui vaut au romancier-théologien le prix Médicis.

Cette voix ample, prenante et inspirée, retentit chaque lundi désormais (jusqu'au 18 avril) sur Radio-France et raconte à sa façon, pour les auditeurs de France-Culture, les cinq premiers livres de la Bible, depuis Adam jusqu'à l'établissement de la royauté de David. Commentaires établis par la tradition hassidique : prolongements symboliques ou historiques : une pensée et un texte, ici confrontés, dans la série « L'autre scène ou les vivants et les dieux ».

J.E.U. : L'INSPECTEUR MÈNE L'ENQUÊTE. — Mercredi, 9 mars, TF 1, 20 h. 30.

Une réception est offerte par le maître Amaleb, dans son château où logent les Adorateurs du Cosmos — ses disciples. Deux invités se présentent : ils n'ont pas la tête à entrer dans la secte : Jean-Claude Vincent, journaliste et sceptique, concède une série d'articles

« explosifs » sur les groupes ésotériques : l'inspecteur de police Teiller est, lui, un féroce de sciences occultes. Ils tombent en pleine intrigue, dans une atmosphère « surnaturelle » de suspicion dangereuse. Qui est Amaleb ? Un mage ? Un sage ? Un saint homme ? Ou le pire des escrocs ? En tout cas, la dis-corde règne.

Pour cette nouvelle énigme, une innovation : l'émission sera diffusée en direct, depuis un décor naturel en extérieur. Jean-Pierre Barizien, le réalisateur, a pris ce « risque », afin de permettre aux téléspectateurs de participer plus directement aux péripéties de l'action, aux phases de l'énigme et à son dénouement. Les bonnes suggestions seront récompensées par des primes, allant de 100 à 500 francs. « Relance » (après l'interruption due à la grève des artistes-interprètes) d'une formule d'« investissement » à l'ordre public, qui n'a pas fini de susciter des polémiques.

CINÉMA 16 : LA FORTUNETTE. — Mercredi 9 mars, FR 3, 20 h. 30.

« Avec la collaboration de Jacques Rivière », lit-on au générique de cette chronique d'une province imaginaire, de cette satire d'un mythe, autant que d'un rite : le théâtre.

La réalisation, signée Pierre Cavas-sias, devrait également attirer devant

leurs postes les amateurs de la télévision d'« avant », quitta à ce qu'ils soient déçus par la mineur du scénario (dit à Maurice Bruzek et à Pierre Andrieu). Des « Dossiers de l'écran », qui, la veille évoquent le monde des champs de courses, à cette « dramatique » bien de chez nous, les émissions régulières ne dénotent pas cette semaine un souci troublant d'actualité.

REPORTAGE MUSICAL : COMPOSITEURS CANADIENS. — Les jeudis 10 et 24 mars, France-Musique, 11 h.

On a déjà entendu les violoncelles inconnus du Canada au cours d'une première émission, premier chapitre, premier volet de ce voyage à Montréal. Charlotte Latigat a rencontré pour France-Musique les compositeurs canadiens : parmi ceux-ci, Jean Prévot, dont la dernière œuvre, *Chorégraphe III*, sera présentée le 15 mars au studio 104 de Radio-France. Puis Gilles Tremblay, l'élève de Messiaen. La dernière émission sera consacrée à Serge Garant, membre et fondateur de la Société de musique contemporaine du Québec, et à Micheline Coullombe Saint-Marceaux, compositeur de musique électroacoustique. La programmation de cette série d'émissions est reliée aux activités du Centre culturel canadien (tél. : 551-35-73).

Les films de la semaine

COULEZ LE « BIS-MARCK », de Lewis Gilbert. — Dimanche 6 mars, TF 1, 17 h. 35.

Comment la marine anglaise détruit-elle sur l'ordre de Churchill, un puissant cuirassé allemand qui pouvait décider du sort de la guerre ? De l'histoire vraie, avec des documents vrais et une reconstitution soignée. Il n'y manque que la présence d'un grand réalisateur.

LES SEINS DE GLACE, de Georges Lautner. — Dimanche 6 mars, TF 1, 20 h. 30.

Adaptation « française » d'un roman de Richard Matheson dont Lautner, malgré de lourdes efforts pour créer un climat d'angoisse, n'a pas retrouvé la ténébreuse atmosphère. Reste le mystère de Mireille Darc contre lequel se cogne Claude Brasseur, dont le personnage vient au premier plan de l'histoire.

LES SORCIÈRES, de Franco Rossi, Mauro Bolognini, Pier Paolo Pasolini, Lucio Salustiano et Vittorio de Sica. — Dimanche 6 mars, FR 3, 22 h. 30.

Le film à sketches est une spécialité du cinéma italien. Celui-ci donne à Silvana Mangano cinq rôles de femmes étranges et contrastées qui ne sont souvent « sorcières » que par métaphore. Visconti a fait de la Mangano une star névrosée, dépourvue de ses faux-semblants, et qu'il a désignée avec cruauté. Pasolini l'a transformée en sorcière-musée à cheveux verts tombée dans un bidonville pour charmer le vieux Toto et son fils Ninetto Davoli. Le reste est absolument sans importance, sans intérêt.

MONSIEUR VERDOUX, de Charles Chaplin. — Lundi 7 mars, TF 1, 20 h. 30.

« Il restait encore — avec le barbillon — quelque chose de Charlie dans le *Ditateur*. Ici, plus rien. Ou plutôt, le Charlie agressif et vindicatif

qui se cachait sous le vagabond sentimental apparaît au grand jour dans le personnage élégant et cynique qui assassine des femmes nûtes et riches pour assurer le bonheur de sa famille. Cela se passe en France et l'on pense à Landru. Mais Verdoux n'est pas Landru. C'est bien Chaplin, pessimiste, misogynne, misanthrope, liquidant tous ses comptes accumulés avec les femmes américaines, dénonçant par l'absurde une société où le crime est la continuation des affaires par des méthodes différentes », où le tueur de dames n'est qu'un amateur face à la ténacité en masse des guerres. Ce Chaplin sans masque et sans mythe apporte ici le comble de la cruauté dans un pamphlet, qui, trente ans après, apparaît très moderne.

GEANT, de Georges Stevens. — Lundi 7 mars, FR 3, 20 h. 30.

Vingt-cinq ans de l'histoire d'une famille de propriétaires terriens du Texas et d'un ouvrier agricole enrichi par le pétrole, trois heures de projection, la preuve par l'ennui du faux talent de George Stevens. A voir pour James Dean, tout de même. Ce fut son dernier rôle et il gîtait, dans la deuxième partie, vers la composition de monstre sacré.

CASAQUE ARC-EN-CIEL, de Basil Dearden. — Mardi 8 mars, A 2, 20 h. 30.

Un adolescent qui veut devenir jockey tombe entre les mains d'un ancien du métier qui se sert de lui pour réintégrer les champs de courses. Ce film anglais date de plus de vingt ans et n'a jamais été présenté en France.

LA ROUTE DE L'OUEST, d'Andrew McLaglen. — Mardi 8 mars, FR 3, 20 h. 30.

Chronique d'un convoi de pionniers s'en allant vers une « terre promise » (l'« Oregon »). Empêtré dans un scénario confus, Andrew McLaglen a été des scènes de genre et dispersé l'attention

sur les divers personnages sans qu'on s'attache vraiment à aucun.

ZORBA LE GREC, de Michel Cacoyannis. — Jeudi 10 mars, A 2, 20 h. 30.

Cacoyannis, cinéaste grec, tourné dans une production internationale à la manière de Hollywood. Le roman de Nikos Kazantzakis est ramené à un simple affrontement entre Alan Bates et Anthony Quinn, qui charge comme un bulldozer. La Crète n'est plus qu'un décor folklorique et la mise en scène s'enfile jusqu'au mauvais goût. Même la séquence — tragique — de la lapidation d'Irène Papas est ratée. Une consolation : la musique de Mikis Théodorakis.

LOLA MONTES, de Max Ophüls. — Jeudi 10 mars, FR 3, 20 h. 30.

Le mensonge des mythes du spectacle, l'exploitation des vedettes, dénoncés par la mise en question du propre mythe de Martine Carol, dans un spectacle baroque, tourbillonnant, déhissant. Passé et présent mêlés, vérité des souvenirs et imposture des attractions de cirque où l'héroïne, transformée en idole, jetée en pâture au public, vit sa Passion. Maudit depuis sa sortie, le fabuleux film d'Ophüls, tourné en CinémaScope, va encore être massacré à la télévision.

MARIE, de Maria Messaros. — Vendredi 11 mars, A 2, 22 h. 50.

Une femme, veuve et solitaire, son fils, l'ami de son fils ; des rapports de protection étouffants du fils à la mère, une amitié féminine. L'art de Maria Messaros est tout d'intimité, de réalisme minutieux, de sensibilité et d'attention aux êtres. Ce film hongrois est peu connu, sinon inconnu.

LE GRAND CHEF, d'Henri Verneuil. — Dimanche 13 mars, TF 1, 20 h. 30.

Un film comique sur un

sujet qui, aujourd'hui, serait plutôt traité de façon dramatique : un enlèvement d'enfant. Comme les ravisseurs sont Ferdinand et Gino Cervi, les deux compères de la série *Don Camillo*, c'est bien une opération-rire. D'autant que le gamin enlevé, très heureux d'échapper à la tutele familiale, invente des farces et des jeux dont ses geôliers bonsse font les frais.

DAVID GOLDER, de Jean Davivier. — Dimanche 13 mars, FR 3, 22 h. 30.

Le premier film parlant de Davivier, tiré d'un roman d'Irène Nemirovsky, à une époque où le cinéma français se ruist sur les plates de théâtre. Bel équilibre entre l'image et le dialogue, tension dramatique et trait naturaliste dans la description d'un monde corrompu par l'argent. Œuvre très caractéristique du pessimisme du réalisateur. Harry Baur vit avec puissance, grandeur et douleur, le calvaire d'un « père Goriot » juif détruit par son amour pour une fille indigne.

TYPHON SUR NAGASAKI. — Lundi 14 mars, TF 1, 20 h. 30.

Jean Marais, ingénieur au Japon, est pris entre le charme oriental de Eishi Keiko et la séduction bien parisienne de Danielle Darrieux, qui veut le reconquérir. Un typhon spectaculaire arrange tout. Ciampi s'est tiré relativement à son avantage des pièges d'une coproduction franco-japonaise, la première à l'époque.

GRAND PRIX, de John Frankenheimer. — Lundi 14 mars, FR 3, 20 h. 30.

Des bolides automobiles en action sur les grands circuits internationaux de Monte-Carlo à Monza. Des intermédiaires romanesques et sentimentaux servent d'entracte à des séquences de courses impressionnantes, très spectaculaires et faites, à l'origine, pour l'écran du Cinéma.

625-819 lignes

INFORMATIONS

TF 1 : 13 h. Le journal d'Yves Mourousi ; 20 h. Le journal de Roger Gicquel (le dimanche, Jean-Claude Bourrier reçoit un invité à 19 h. 45) ; Vers 23 h. TF 1 dernière, par Jean-Pierre Pernaut. Pour les jeunes : « Les fautes » de Claude Pernaut (le mercredi, 17 h. 15).

A 2 : 13 h. Journal (le samedi à 12 h. 30 : magazine Samedi et dimanche) ; 18 h. 45 (samedi et dimanche) : « Flash » ; 20 h. et vers 23 h. Journal.

PROGRAMMES ÉDUCATIFS

Les programmes des émissions éducatives diffusées à la radio sur le réseau ondes moyennes de France-Culture et à la télévision sur la première chaîne les jours de la semaine sont parus dans « le Monde de l'éducation » (n° 25, daté mars 1977), qui les publie régulièrement tous les mois.

FR 3 : 19 h. 55. « Flash » (samedi le dimanche) ; vers 22 h. Journal.

ÉMISSIONS PRATIQUES

TF 1 : A la bonne heure (du lundi au vendredi, 18 h. 15) ; le vendredi soir (le samedi, 13 h. 30) ; un magazine pour vous défendre (le samedi, 18 h. 40) ; Magazine « Formation » (une fois par mois, le samedi 11 h.).

A 2 : D'accord, pas d'accord (le mardi, le jeudi, puis le samedi à 20 h. 20).

RELIGIEUSES ET PHILOSOPHIQUES

TF 1 : 9 h. 15 (le dimanche), à 8 h. 30, 9 h. 30, 10 h. 30, 11 h. 30, 12 h. 30, 13 h. 30, 14 h. 30, 15 h. 30, 16 h. 30, 17 h. 30, 18 h. 30, 19 h. 30, 20 h. 30, 21 h. 30, 22 h. 30, 23 h. 30, 24 h. 30, 25 h. 30, 26 h. 30, 27 h. 30, 28 h. 30, 29 h. 30, 30 h. 30, 31 h. 30, 32 h. 30, 33 h. 30, 34 h. 30, 35 h. 30, 36 h. 30, 37 h. 30, 38 h. 30, 39 h. 30, 40 h. 30, 41 h. 30, 42 h. 30, 43 h. 30, 44 h. 30, 45 h. 30, 46 h. 30, 47 h. 30, 48 h. 30, 49 h. 30, 50 h. 30, 51 h. 30, 52 h. 30, 53 h. 30, 54 h. 30, 55 h. 30, 56 h. 30, 57 h. 30, 58 h. 30, 59 h. 30, 60 h. 30, 61 h. 30, 62 h. 30, 63 h. 30, 64 h. 30, 65 h. 30, 66 h. 30, 67 h. 30, 68 h. 30, 69 h. 30, 70 h. 30, 71 h. 30, 72 h. 30, 73 h. 30, 74 h. 30, 75 h. 30, 76 h. 30, 77 h. 30, 78 h. 30, 79 h. 30, 80 h. 30, 81 h. 30, 82 h. 30, 83 h. 30, 84 h. 30, 85 h. 30, 86 h. 30, 87 h. 30, 88 h. 30, 89 h. 30, 90 h. 30, 91 h. 30, 92 h. 30, 93 h. 30, 94 h. 30, 95 h. 30, 96 h. 30, 97 h. 30, 98 h. 30, 99 h. 30, 100 h. 30, 101 h. 30, 102 h. 30, 103 h. 30, 104 h. 30, 105 h. 30, 106 h. 30, 107 h. 30, 108 h. 30, 109 h. 30, 110 h. 30, 111 h. 30, 112 h. 30, 113 h. 30, 114 h. 30, 115 h. 30, 116 h. 30, 117 h. 30, 118 h. 30, 119 h. 30, 120 h. 30, 121 h. 30, 122 h. 30, 123 h. 30, 124 h. 30, 125 h. 30, 126 h. 30, 127 h. 30, 128 h. 30, 129 h. 30, 130 h. 30, 131 h. 30, 132 h. 30, 133 h. 30, 134 h. 30, 135 h. 30, 136 h. 30, 137 h. 30, 138 h. 30, 139 h. 30, 140 h. 30, 141 h. 30, 142 h. 30, 143 h. 30, 144 h. 30, 145 h. 30, 146 h. 30, 147 h. 30, 148 h. 30, 149 h. 30, 150 h. 30, 151 h. 30, 152 h. 30, 153 h. 30, 154 h. 30, 155 h. 30, 156 h. 30, 157 h. 30, 158 h. 30, 159 h. 30, 160 h. 30, 161 h. 30, 162 h. 30, 163 h. 30, 164 h. 30, 165 h. 30, 166 h. 30, 167 h. 30, 168 h. 30, 169 h. 30, 170 h. 30, 171 h. 30, 172 h. 30, 173 h. 30, 174 h. 30, 175 h. 30, 176 h. 30, 177 h. 30, 178 h. 30, 179 h. 30, 180 h. 30, 181 h. 30, 182 h. 30, 183 h. 30, 184 h. 30, 185 h. 30, 186 h. 30, 187 h. 30, 188 h. 30, 189 h. 30, 190 h. 30, 191 h. 30, 192 h. 30, 193 h. 30, 194 h. 30, 195 h. 30, 196 h. 30, 197 h. 30, 198 h. 30, 199 h. 30, 200 h. 30, 201 h. 30, 202 h. 30, 203 h. 30, 204 h. 30, 205 h. 30, 206 h. 30, 207 h. 30, 208 h. 30, 209 h. 30, 210 h. 30, 211 h. 30, 212 h. 30, 213 h. 30, 214 h. 30, 215 h. 30, 216 h. 30, 217 h. 30, 218 h. 30, 219 h. 30, 220 h. 30, 221 h. 30, 222 h. 30, 223 h. 30, 224 h. 30, 225 h. 30, 226 h. 30, 227 h. 30, 228 h. 30, 229 h. 30, 230 h. 30, 231 h. 30, 232 h. 30, 233 h. 30, 234 h. 30, 235 h. 30, 236 h. 30, 237 h. 30, 238 h. 30, 239 h. 30, 240 h. 30, 241 h. 30, 242 h. 30, 243 h. 30, 244 h. 30, 245 h. 30, 246 h. 30, 247 h. 30, 248 h. 30, 249 h. 30, 250 h. 30, 251 h. 30, 252 h. 30, 253 h. 30, 254 h. 30, 255 h. 30, 256 h. 30, 257 h. 30, 258 h. 30, 259 h. 30, 260 h. 30, 261 h. 30, 262 h. 30, 263 h. 30, 264 h. 30, 265 h. 30, 266 h. 30, 267 h. 30, 268 h. 30, 269 h. 30, 270 h. 30, 271 h. 30, 272 h. 30, 273 h. 30, 274 h. 30, 275 h. 30, 276 h. 30, 277 h. 30, 278 h. 30, 279 h. 30, 280 h. 30, 281 h. 30, 282 h. 30, 283 h. 30, 284 h. 30, 285 h. 30, 286 h. 30, 287 h. 30, 288 h. 30, 289 h. 30, 290 h. 30, 291 h. 30, 292 h. 30, 293 h. 30, 294 h. 30, 295 h. 30, 296 h. 30, 297 h. 30, 298 h. 30, 299 h. 30, 300 h. 30, 301 h. 30, 302 h. 30, 303 h. 30, 304 h. 30, 305 h. 30, 306 h. 30, 307 h. 30, 308 h. 30, 309 h. 30, 310 h. 30, 311 h. 30, 312 h. 30, 313 h. 30, 314 h. 30, 315 h. 30, 316 h. 30, 317 h. 30, 318 h. 30, 319 h. 30, 320 h. 30, 321 h. 30, 322 h. 30, 323 h. 30, 324 h. 30, 325 h. 30, 326 h. 30, 327 h. 30, 328 h. 30, 329 h. 30, 330 h. 30, 331 h. 30, 332 h. 30, 333 h. 30, 334 h. 30, 335 h. 30, 336 h. 30, 337 h. 30, 338 h. 30, 339 h. 30, 340 h. 30, 341 h. 30, 342 h. 30, 343 h. 30, 344 h. 30, 345 h. 30, 346 h. 30, 347 h. 30, 348 h. 30, 349 h. 30, 350 h. 30, 351 h. 30, 352 h. 30, 353 h. 30, 354 h. 30, 355 h. 30, 356 h. 30, 357 h. 30, 358 h. 30, 359 h. 30, 360 h. 30, 361 h. 30, 362 h. 30, 363 h. 30, 364 h. 30, 365 h. 30, 366 h. 30, 367 h. 30, 368 h. 30, 369 h. 30, 370 h. 30, 371 h. 30, 372 h. 30, 373 h. 30, 374 h. 30, 375 h. 30, 376 h. 30, 377 h. 30, 378 h. 30, 379 h. 30, 380 h. 30, 381 h. 30, 382 h. 30, 383 h. 30, 384 h. 30, 385 h. 30, 386 h. 30, 387 h. 30, 388 h. 30, 389 h. 30, 390 h. 30, 391 h. 30, 392 h. 30, 393 h. 30, 394 h. 30, 395 h. 30, 396 h. 30, 397 h. 30, 398 h. 30, 399 h. 30, 400 h. 30, 401 h. 30, 402 h. 30, 403 h. 30, 404 h. 30, 405 h. 30, 406 h. 30, 407 h. 30, 408 h. 30, 409 h. 30, 410 h. 30, 411 h. 30, 412 h. 30, 413 h. 30, 414 h. 30, 415 h. 30, 416 h. 30, 417 h. 30, 418 h. 30, 419 h. 30, 420 h. 30, 421 h. 30, 422 h. 30, 423 h. 30, 424 h. 30, 425 h. 30, 426 h. 30, 427 h. 30, 428 h. 30, 429 h. 30, 430 h. 30, 431 h. 30, 432 h. 30, 433 h. 30, 434 h. 30, 435 h. 30, 436 h. 30, 437 h. 30, 438 h. 30, 439 h. 30, 440 h. 30, 441 h. 30, 442 h. 30, 443 h. 30, 444 h. 30, 445 h. 30, 446 h. 30, 447 h. 30, 448 h. 30, 449 h. 30, 450 h. 30, 451 h. 30, 452 h. 30, 453 h. 30, 454 h. 30, 455 h. 30, 456 h. 30, 457 h. 30, 458 h. 30, 459 h. 30, 460 h. 30, 461 h. 30, 462 h. 30, 463 h. 30, 464 h. 30, 465 h. 30, 466 h. 30, 467 h. 30, 468 h. 30, 469 h. 30, 470 h. 30, 471 h. 30, 472 h. 30, 473 h. 30, 474 h. 30, 475 h. 30, 476 h. 30, 477 h. 30, 478 h. 30, 479 h. 30, 480 h. 30, 481 h. 30, 482 h. 30, 483 h. 30, 484 h. 30, 485 h. 30, 486 h. 30, 487 h. 30, 488 h. 30, 489 h. 30, 490 h. 30, 491 h.

LA PHILOSOPHIE

par Jean Lacroix

Le « visage » de Bergson

L'OUVRAGE que Marie Carliou consacre à Bergson et le fait mystique répond exactement à son titre. La métaphysique bergsonienne est une métaphysique positive qui s'inscrit dans le vécu, et s'efforce de l'expliquer. Son mode de connaissance est l'intuition, comprise plus en compréhension qu'en extension et qui dépasse les apparences pour accéder à une investigation en profondeur de l'objet dans ce qu'il a d'essentiel et de propre. La réalité est mouvement et son mouvement de l'esprit peut connaître le mouvement de la vie. L'intuition ne peut être que le point de rencontre entre le mouvement de l'esprit connaissant et la réalité mouvante qu'il connaît : elle est l'acte qui fait indissociablement la méthode et la doctrine. C'est, seulement à partir d'elle, et pour l'exprimer, que peuvent se construire les concepts.

Bergson a peu à peu découvert qu'avoir l'intuition de cet élan même, ou plutôt en pénétrer la source intime, c'était atteindre l'intuition mystique. Il y était conduit par son cheminement. Ce n'est pas le mystique qu'étudie Bergson, mais le fait mystique qu'il analyse. Chez les mystiques — notamment chez les mystiques chrétiens — le courant vital remonte à sa source ultime : il faut y remonter avec eux et pour cela pénétrer l'intuition mystique, investie en quelque sorte d'une zone particulière et privilégiée de l'expérience. Marie Carliou ne propose pas une nouvelle interprétation de Bergson : au-delà des bergsoniens et des bergsonismes, elle le lit simplement, et le lit à haute voix, elle chemine avec lui, « à la recherche d'un visage », comme elle le dit elle-même.

La méthode et la doctrine de Bergson devaient le conduire naturellement à l'étude du fait mystique. Il a souligné lui-même que le point de départ et le fondement de sa pensée avaient été et étaient demeurés la découverte de la durée créatrice. D'où la distinction, qui commande tout, du « clos » et de l'« ouvert ». Toute création, toute ouverture, se perd vite dans l'imitation, la répétition, la « fabrication », le clos en un mot, qui sont toujours des assoupissements. Le mot qui dure, c'est le mot qui change, et tout changement est une création : le temps est invention, ou il n'est pas.

La philosophie bergsonienne est une philosophie de l'acte créateur. Seule l'intuition de la durée permet de retrouver cet élan créateur qui exprime

et manifeste notre liberté — cette liberté qu'il ne s'agit pas de prouver, mais d'éprouver, surtout dans l'activité esthétique et plus encore dans l'activité mystique. Spiritualité et matérialité — l'ouvert et le clos — sont comme des points limites extrêmes de la propulsion du moi dans deux sens différents : la matière est retombée ; l'esprit, élan.

Ce qui distingue l'esprit de la matière, c'est précisément cette possibilité de vivre en durée, de se transcender soi-même. La vie est la source créatrice, et la biologie devient de plus en plus la science capitale : elle est le point de départ qui permet d'aller plus haut et plus loin. Le moral est dans le prolongement du psychique comme celui-ci est dans le prolongement du biologique, mais il les dépasse l'un et l'autre. La force spirituelle de l'homme est participation d'un courant vital créateur. Située dans une relation avec un absolu, la conscience devient ainsi une sorte de supra-conscience, un « pouvoir divin ». Dans les Deux Sources — cette puissance créatrice, cette énergie spirituelle, devient un acte d'amour. C'est donc à la suite naturelle de ses travaux que Bergson découvre la vie mystique sur les hauteurs de l'acte libre.

Les phénomènes mystiques sont un ensemble à étudier, objectif, décrit comme tel par les mystiques eux-mêmes. L'âme mystique est celle dont l'action s'exprime dans la création, la plus générale et la plus continue, en relation d'union avec le modèle mystique qu'est Jésus-Christ. Les extases ou apparitions n'ont pas grand intérêt, et peuvent même être pathologiques. L'essentiel est que le mystique est un esprit qui retrouve en lui les manifestations les plus hautes de la vie et peut entrer ainsi en communication avec l'esprit divin. L'amour atteint alors sa plénitude dans l'union des volontés.

Le mystique répond à un appel, et l'efficacité de l'appel tient à la puissance de l'émotion qui a provoqué un ébranlement qu'il ne faut pas confondre avec un mouvement de l'effectivité. L'émotion est un bouleversement de la personne tout entière dans l'attente de sa transfiguration. Comme au-delà de soi-même, le mystique retourne aux sources et coïncide avec l'élan créateur manifesté dans la vie. Ainsi peut-il

contempler l'univers dans la lumière d'un amour qui a tout fait.

Il laisse au philosophe le soin de tirer de son expérience de l'amour des implications philosophiques : il lui suffit d'admettre. Il ne prouve pas Dieu, l'éprouve. Dieu est amour et il est objet d'amour : tout l'apport du mysticisme est là. De ce double amour, le mystique n'aura jamais fini de parler. Bergson se borne à accepter un fait et à l'analyser : le mystique ne « fabrique » pas une idée de Dieu, il en parle comme d'une présence expérimentée. Le pouvoir de créer ne fait qu'un avec celui d'aimer. Dieu fait de nous des dieux par participation. Le mysticisme nous fournit le moyen d'aborder expérimentalement le problème de l'existence et de la nature de Dieu. La philosophie ne saurait l'atteindre autrement. Il est à l'achèvement de la philosophie au sens d'épanouissement et de plénitude : il la porte au-delà d'elle-même.

À la suite de cette analyse, Marie Carliou pose non pas proprement des critiques, mais des interrogations, en quelque sorte de l'intérieur même du bergsonisme. Au temps de Bergson, le mysticisme, dans divers pays et religions, était encore mal connu, et il a voulu s'en tenir à la mystique chrétienne, à une sorte même de mystique chrétienne, celle en somme de saint Jean de la Croix et de saint Thérèse. Lui-même aujourd'hui procéderait sans doute à une enquête plus étendue. En tout cas, il a voulu faire une étude qui dépasse toute religion. Mais tout ce qu'il voit dans cette mystique de la *Montée du Carmel* qu'il a privilégiée, c'est la transformation du monde par l'amour. Il écarte absolument ce qui, selon la mystique chrétienne, est le mystère de la croix, et de la sainte Trinité, et qui par conséquent ne saurait concerner le philosophe. Mais, précisément, dans la perspective chrétienne, les deux ne sauraient être séparés. Et même de mystique chrétienne se méfie de toute révélation personnelle pour ne s'appuyer que sur la Révélation. Ce qui n'est en rien une objection, mais un point important à souligner, car il a provoqué des confusions : la mystique bergsonienne

est « réelle, féconde, admirable », elle n'est pas exactement la mystique chrétienne.

Elle a, en tout cas, des conséquences politiques et sociales importantes. Selon Bergson, la morale sociale est strictement liée à la morale individuelle, et référence à un tout vital, cosmique, dynamique, infiniment plus large. La mystique, donc, peut et doit être transformatrice de la démocratie. Mais celle-ci n'est guère réaliste. La « civilisation » ne fait que déplacer l'état de guerre primitif : non plus chacun contre chacun, mais des groupes de plus en plus larges dotés d'instruments de plus en plus puissants. Pour être plus larges, ils n'en sont pas moins « clos ».

Ce qui peut nous sauver, c'est seulement l'idéal du moi qui transcende le social et provient de l'élan mystique créateur. La société ne peut être que « verte » que par des individus. La vraie moralité n'est pas dans l'obligation mais dans l'aspiration : un élan vers qui est aussi un élan par. Les créations démocratiques sont, à l'origine, le fait d'un génie moral inventif. Égry, proche de Bergson, dénonçait la mystique qui se dégrade en politique, mais défendait la politique qui s'inspire de la mystique. Certes, ces héros, ces conquérants, ne font que définir un limite idéale qui ne se réalisera jamais. Mais c'est cet idéal qui commande tout progrès, même s'il lui arrive de retomber dans le « clos » : la mystique, seule, peut faire passer la société vers un autre stade.

Une dialectique du « clos » et de l'« ouvert » permettrait de réaliser des éléments positifs dans le cadre même de notre civilisation. Il ne s'agit pas de lutter contre la science et la technique : la domination de la nature par l'homme est bonne, et il faut la poursuivre. Mais le progrès technique doit se doubler d'une organisation politique et sociale à sa taille, éclairée par un type de science nouvelle, qui soit une investigation de l'esprit et non plus seulement de la matière.

La mystique n'apporte pas la « certitude définitive », mais l'archétype fondamental. C'est cet archétype qui engendre l'action créatrice. Bergson en appelle à une vision cosmique, universelle, non pour satisfaire la pré-

tention de savoir le tout, mais pour refuser aux parties de se prendre pour le tout. Il délivre de l'impartialité qui consiste à se prendre pour tout et pour centre, aussi bien dans le domaine du savoir que de la politique. La référence à la mystique est essentielle pour cette délivrance. Mais je ne voudrais pas donner l'impression de boucler la boucle.

Dans un résumé, j'ai pu paraître présenter la philosophie de Bergson comme un tout, et le livre de Marie Carliou comme un exposé de cette totalité. Il n'en est rien. L'appel à un au-delà, l'ouverture vers un perpétuel dépassement sont toujours présents. L'élan vital anime cette pensée même et ne lui permet pas de repos. Le livre de Marie Carliou répond à cette attitude. Sa lecture de Bergson sait être à la fois personnelle, originale et objective. Le style lui-même est direct, souvent interrogatif — d'une interrogation qui s'adresse à la fois à Bergson et au lecteur. Il est bien, en effet, une lecture à haute voix, qui fait toujours mieux apparaître le « visage » de Bergson.

LIVRES REÇUS

— *Matérialisme, dialectique et logique*, par Pierre Raymond, éd. Maspéro, 1977, 35 F. En face des faiblesses des philosophies des sciences aussi bien que des réactions anti-philosophiques des savants, apparaît la nécessité de l'alliance du matérialisme et de la dialectique.

— *Maurice Pradines ou l'Épopée de la raison*. Association des publications près les universités de Strasbourg, éd. Ophrys, 1976, 110 F. Recueil d'articles, réunis et présentés par André Grappe et Roland Guyot, qui resuscitent une œuvre capitale trop oubliée.

— *Temps et musique*, par Eric Emery, éd. l'Âge d'Homme, Lausanne, 85 F. Évolution de la notion de temps et de son rôle en musique, apparition aujourd'hui d'une nouvelle conception du temps en composition musicale.

— *Science et métaphysique*, colloque de l'Académie internationale de philosophie des sciences, avec Vuillemin, Costa de Beauregard, éd. Beauchesne, 1976, 55,20 F.

De la connaissance selon saint Thomas d'Aquin, par Joseph Moreau, Beauchesne, 1976, 37,60 F.

— *La Nette bleue et la Repasseuse*, par Marthe Jourdan, éd. la Pensée universelle, 1976, 21,40 F. Tentative personnelle et originale pour s'adresser en termes simples à tout le monde en parlant des plus grands problèmes à partir d'exemples quotidiens, par un « amateur de philosophie ».

CORRESPONDANCES

A propos du « Sens de la recherche »

LEXICOS existe, je l'ai même rencontré. A propos d'un message fort discuté que Chroniques, qu'il estimait pourtant, lui a adressé. Le décodage en est facile, tous les amis de Lexicos y sont parvenus. Car Chroniques est en proie, depuis trois ans ou moins, à une double obsession : l'Université — où il croit qu'on est payé à ne rien faire et à l'analyse des discours politiques. Que la première permette de moderniser la seconde, et les deux idées fixes ne font qu'une : insurmontable. Pauvre Chroniques ! L'Université lui avait pourtant ouvert ses portes. Mais il a été éliminé par les règlements administratifs. Il a une telle capacité de travail, Chroniques, peu d'étudiants à son séminaire et peu de soucis pour les examens : Lexicos le remplace si nécessaire.

C'est juste d'ailleurs, car il n'a pas les lourdes charges qui pèsent sur le journaliste. Comme est anti-turbo-prof qu'on ne rencontre à aucune première, à aucun gala, qui ne se dépense pas dans les couloirs et les conseils, fait son métier sans tapage, Chroniques croit qu'il n'est pas là. Et pour cause, Chroniques vient rarement à l'Université. Quand il pénètre dans sa salle de séminaire, il l'oriente vers la machine de Lexicos, et, pour son plus grand malheur, confond une perforatrice et un ordinateur, une cafetière et un turbo-propulseur. S'il avait su, pauvre Chroniques !

Lexicos n'a pas à demander à ses étudiants de compiler les mots : l'ordinateur le fait en quelques secondes, sans se tromper. Il aurait éprouvé eux, Chroniques, que le Centre — qu'il a co-dirigé — n'a pas les moyens de se payer des ordinateurs et que, sans aide de crédits extérieurs à l'Université, aucune étude n'aurait pu être poursuivie. Quelle caution et quelle garantie pour Chroniques, mais voilà, trop pressé, il n'a pas eu le temps de s'informer.

Après tout, un journaliste n'est pas un savant. L'essentiel, pour Chroniques, est qu'il soit informé scientifiquement. Sur ce terrain, Lexicos l'a aidé : il lui a indiqué, grâce à ses ouvrages, quel était le contenu du discours politique du général de Gaulle : une bonne introduction pour son épopée de la République gaullienne. Il réclame avec Jacques Chirac et compte les

mois comme l'ordinateur. Aucune étude, aucun démenti. Quand Démocratie française tombe sur sa table, il est alors débordé par son idée fixe et écrit quelques lignes aussi mécaniquement qu'une machine mal programmée (1). Mais l'étude scientifique réclame que les mots les plus fréquents ne sont pas ceux dont Chroniques avait espéré qu'ils le fussent. Cela est dû à un simple phénomène : un savant collègue, dont le verbe est communicatif, ne l'avait porté à la connaissance de confrères de Chroniques au cours d'égarements et de libations.

Chroniques tente alors de se rattraper en disant que les mots qu'il a découverts sont les plus importants. Lexicos lui a pourtant expliqué que l'ordinateur révèle aussi bien les mots les plus fréquents que le non-dit et les mots rares, et qu'ils sont l'un et l'autre porteurs de sens. Mais écrire que « tolérance » est le mot le plus fréquent de Démocratie française, bien que cité une fois sur trente-deux mille mots, est un non-sens.

Pauvre Chroniques ! Sa rage n'a plus de limites. Il tente alors de ridiculiser à la fois la méthode et celui qui l'applique en considérant qu'il est responsable de son propre ridicule. Il commente alors de nouvelles erreurs. S'il veut parler du complot des mots, ce n'est pas en 1930 que la méthode a été inventée : les mass-médias complotaient le mot Dieu dans la Bible, voilà onze siècles. S'il fait référence à la linguistique statistique, science récente, elle est en pleine expansion : en littérature, en psychiatrie, en histoire, pour l'analyse des conflits sociaux, dans le décodage des textes internationaux...

Ere, peu de domaines y échappent. Pauvre Chroniques, il lui reste à griffonner au fil de la semaine quelques mauvaises lignes qui lui permettront, pense-t-il, de briser cet ordinateur, cause de ses malheurs. « Ignoré nulle cupidité ».

JEAN-MARIE COTTERET,

professeur au département de science politique de la Sorbonne, directeur du centre de recherches sur l'information et la communication.

(1) Le Monde du 12 octobre 1976.

Au Théâtre des Amandiers

Sous le titre « Mariusaux redécouvert », nous avons publié le 13-14 février un « croquis » signé de M. Robert Baniol, qui prenait à partie des moines, spectateurs d'un théâtre populaire. M. Pierre Debauche, directeur du Théâtre des Amandiers à la Maison de la culture de Nanterre, où était représentée jusqu'à l'automne la Dispute de Mariusaux dans une mise en scène de Jacques Chéroux, nous communique, en guise de réponse, un certain nombre d'informations intéressantes sur l'activité de son théâtre :

« Qui vient au Théâtre des Amandiers - Maison de la culture de Nanterre - 75 des adhérents habitent Nanterre et les Hauts-de-Seine ; 50 % viennent par

Einstein plombier

M. H. Bacry, professeur de physique théorique à l'Université d'Alz-Marseille II, conteste la citation d'Einstein et son interprétation, contenues dans l'article de M. Marcel Landowski, « Une nouvelle sagesse » (le Monde daté 20-21 février). Il nous écrit notamment :

« Einstein n'a pas dit « Quel malheur que je n'aie pas été plombier » mais « plutôt devenir plombier ou colporteur que physicien » (1). Selon M. Landowski, il s'agit d'une « étrange boutade d'Albert Einstein après ses découvertes dans le domaine nucléaire », alors que l'auteur commente ainsi sa déclaration dans sa lettre à Born le 17 janvier 1955 : « Ce que je voulais dire, c'était seulement ceci : dans les circonstances actuelles, je choisirais un professeur ou le gain de mon pain quotidien n'aurait rien à voir avec la recherche des connaissances (2) ».

Ce est loin de la « dimension prophétique » mentionnée par M. Marcel Landowski. Mais il est vrai et c'est à sa décharge — que la presse internationale a interprété un peu hâtivement la célèbre sentence d'Einstein. Max Born lui-même s'était laissé prendre à cette interprétation. La présente mise au point me paraît d'autant plus nécessaire.

(1) Albert Einstein, Max Born : Correspondance 1916-1955. Ed. du Seuil, p. 243.

(2) Op. cit., p. 244.

INVENTIONS

La tête et les mains

L'en dépense, dans le monde, de l'ingénierie, de l'invention, de l'effort et de la méthode, pour faire avancer la science et la technique, pour « sophistiquer » les mécaniques. Il s'en écrit, des pages, pour glorifier le design et les designers, tout ce qui est censé nous embellir et nous rationaliser l'ordinaire. Mais est-ce qu'on a bien commencé par le commencement, est-ce que le progrès a bien progressé dans l'ordre ? C'est ce que je me demandais l'autre jour en attendant les quais de la gare de Lyon (les fameux chariots sont toujours ailleurs, à l'autre extrémité, vous avez remarqué ?), avec une valise de quinze kilos au bout du bras, et mon mouchoir plié en seize pour n'avoir pas la main soignée par la poignée.

Valise à roulettes

Le monsieur qui a dessiné cette valise a pensé à beaucoup de choses, aux serrures, aux coins ergonomiques, aux courroies, aux couffins à l'intérieur — mais il ne s'est pas dit que si le style c'est l'homme (ou, je sais : « le style est de l'homme même »), la poignée c'est le point névralgique de la valise, très exactement le point par où l'on souffre. Et que, par conséquent, ce qui importerait avant tout serait de dessiner une poignée adaptée à la main qui porte, c'est-à-dire une poignée large et non pas étroite, souple, et non pas dure, sans arêtes sans coutures, modelée sur les quatre doigts arqués qui soutiennent pa, dessous, et le pouce plus qui maintient de côté. Moyennant quoi porter une valise ne serait plus obligatoirement un supplice. Messieurs les designers, songez, s'il vous plaît, aux poignées de valises.

En revanche, la valise à roulettes incorporées, propre à être remorquée et non plus portée, est une de ces modestes merveilles qui changent l'existence. Une des grandes conquêtes de l'humanité souffrante. Quelques choses comme la brouette chinoise par rapport à la brouette occidentale. La prochaine fois, je n'hésiterai pas. La valise à roulettes, dans le tableau technologique du siècle, a beaucoup plus d'importance, à mon avis, que la fusée spatiale, parce qu'elle change la vie de beaucoup plus de gens.

Une autre invention capitale : le levier à débloquer les couvercles de boîtes. Je connais une personne qui mourait d'insomnie à côté d'un bocal de cornichons (Dieu sait pourtant si elle les aime !), faute de vigueur suffisante dans les poignets, et à qui le cadéau d'un levier à débloquer les couvercles a rendu un peu de confiance en soi. Or quel de plus simple dans la conception, et de plus ingénieux en même temps ? Un très grand bravo pour avoir sa statue quelque part.

Bruits de portes

Mais les années de tasses impossibles à tenir, entre trois doigts, les emballages pharmaceutiques indéchiffrables... les manches de cuillères, les originaux mais filiformes (dans ce domaine, rien de mieux que le dix-huitième, lequel ignorait le mot de « fonctionnel », n'est-ce pas ?). Mais les portières de voitures ! Ici, il s'agit de bruit : au son, une automobile normale n'a pas quatre portes, on le sait, mais dix ou douze, la nuit surtout. Les portes d'ascenseurs, de réfrigérateurs, on les fait silencieuses depuis des années. Dans la voiture, ce serait bonnement plus essentiel que l'allume-cigares ou le dessin du tableau de bord. Messieurs les constructeurs, objectif urgent : le silence de vos portières !

Messieurs de l'électro-ménager, l'absorbant électromagnétique à pousser, pour appartements, c'est certainement réalisable, désormais. Alors, pour quand ?

Messieurs les urbanistes, les trottoirs roulants, remède à la démenche de la circulation dans les villes, c'est pour bientôt ? Et les tranchées, toutes canalisation, recouvertes de simples dalles amovibles, qui auraient dû mettre fin depuis longtemps au cauchemar de l'éventration perpétuelle des rues, Auguste Perret les a réalisées lors de la reconstruction de Brian après la guerre, non ? En bien ?

Qu'il y avait de choses à faire avant le sous-marin nucléaire, l'avion supersonique ou le canon automatique, et à moins d'être fous, vous ne trouvez pas ?

JEAN GUICHARD-MEILL.

صلى الله عليه وسلم

IDEES

LA PHILOSOPHIE par Jean Lacroix

Le « visage » de Bergson

L'OUVRAGE que Marie Carliou consacre à Bergson et la fait mystique répond exactement à son titre. La métaphysique bergsonienne est une métaphysique positive qui s'insère dans le vécu, et s'efforce de l'expliquer. Son mode de connaissance est l'intuition, comprise plus en compréhension qu'en extension et qui dépasse les apparences pour procéder à une investigation en profondeur de l'objet dans ce qu'il a d'essentiel et de propre. La réalité est mouvement et seul le mouvement de l'esprit peut connaître le mouvement de la vie. L'intuition ne peut être que le point de rencontre entre le mouvement de l'esprit connaissant et la réalité mouvante qu'il connaît ; elle est l'acte qui fait indissociables la méthode et la doctrine. C'est seulement à partir d'elle, et pour l'exprimer, que peuvent se construire les concepts.

Bergson a peu à peu découvert qu'avait l'intuition de cet élan même, c'était atteindre l'intuition mystique. Il y était conduit par son cheminement. Ce n'est pas le mysticisme qu'étudie Bergson, mais le fait mystique qu'il analyse. Chez les mystiques — notamment chez les mystiques chrétiens, le courant vital remonte à sa source ultime : il fait y remonter avec eux et pour cela pénétrer l'intuition mystique, investir en quelque sorte une zone particulière et privilégiée de l'expérience. Marie Carliou ne propose pas une nouvelle interprétation de Bergson : au-delà des bergsoniens et des bergsonismes, elle le lit simplement, et le lit à haute voix, elle chemine avec lui, « à la recherche d'un visage », comme elle le dit elle-même.

La méthode et la doctrine de Bergson devaient le conduire naturellement à l'étude du fait mystique. Il a souligné lui-même que le point de départ et le fondement de sa pensée avaient été et étaient demeurés la découverte de la durée créatrice. D'où la distinction, qui commande tout, du « clos » et de l'« ouvert ». Toute création, toute ouverture, se perd vite dans l'imitation, la répétition, la « fabrication », le clos en un mot, qui sont toujours des assoupissements. Le moi qui dure, c'est le moi qui change, et tout changement est une création : le temps est invention, ou il n'est pas.

La philosophie bergsonienne est une philosophie de l'acte créateur. Seule l'intuition de la durée permet de retrouver cet élan créateur qui exprime

et manifeste notre liberté — cette liberté qu'il ne s'agit pas de prouver, mais d'appréhender, surtout dans l'activité esthétique et plus encore dans l'activité mystique. Spiritualité et matérialité — l'ouvert et le clos — sont comme des points limites extrêmes de la propulsion du moi dans deux sens différents : la matière est retombée ; l'esprit, élan.

Ce qui distingue l'esprit de la matière, c'est précisément cette possibilité de vivre en durée, de se transcender soi-même. La vie est la source créatrice, et la biologie devient de plus en plus la science capitale : elle est le point de départ qui permet d'aller plus haut et plus loin. Le moral est dans le prolongement du biologique comme celui-ci est dans le prolongement du biologique. La force spirituelle de l'homme est participation d'un courant vital créateur. Située dans une relation avec une sorte de supra-conscience, un « pouvoir divin ». Dans les Deux Sources, cette puissance créatrice, cette énergie spirituelle, devient un acte d'amour. C'est donc à la suite naturelle de ses travaux que Bergson découvre la vie mystique sur les hauteurs de l'acte libre.

Les phénomènes mystiques sont un ensemble à étudier, objectif, décrit comme tel par les mystiques eux-mêmes. L'âme mystique est celle dont l'action s'exprime dans la création la plus généreuse et la plus continue, en relation d'amour avec le modèle mystique qu'est Jésus-Christ. Les extases ou apparitions n'ont pas grand intérêt et peuvent même être pathologiques. L'essentiel est que le mystique est un esprit qui retrouve en lui les manifestations les plus hautes de la vie et peut entrer ainsi en communication avec l'esprit divin. L'amour atteint alors sa plénitude dans l'union des volontés.

Le mystique répond à un appel, et l'efficacité de l'appel tient à la puissance de l'émotion qui a provoqué un élanment qu'il ne faut pas confondre avec un mouvement de l'efficacité. L'émotion est un bouleversement de la personne tout entière dans l'acte créateur. Comme au-delà de soi-même, le mystique retourne aux sources et coïncide avec l'élan créateur manifesté dans la vie. Ainsi peut-il

contempler l'univers dans la lumière d'un amour qui a tout fait.

Il laisse au philosophe le soin de tirer de son expérience de l'amour des implications philosophiques : il lui suffit d'aimer. Il ne prouve pas Dieu, il l'éprouve. « Dieu est amour et il est objet d'amour, tout l'apport du mysticisme est là. De ce double amour, le mystique n'aura jamais fini de parler », Bergson se borne à accepter un fait et à l'analyser : le mystique ne « fabrique » pas une idée de Dieu, il le parle comme d'une présence expérimentée. Le pouvoir de créer ne fait qu'un avec celui d'aimer. Dieu fait de nous des dieux par participation. Le mysticisme nous fournit le moyen d'aborder expérimentalement le problème de l'existence et de la nature de Dieu. La philosophie ne saurait l'atteindre autrement. Il est à l'origine de la philosophie au sens d'épanouissement et de plénitude : à la porte au-delà d'elle-même.

A la suite de cette analyse, Marie Carliou pose non pas proprement des questions, mais des interrogations, en quelque sorte de l'intérieur même du bergsonisme. Au temps de Bergson, le mysticisme, dans divers pays et religions, était encore mal connu, et il a voulu s'en tenir à la mystique chrétienne, à une sorte même de mystique chrétienne, celle en somme de saint Jean de la Croix et de sainte Thérèse. Lui-même aujourd'hui procéderait sans doute à une enquête plus étendue. En tout cas, il a voulu faire une étude qui dépasse toute religion. Mais tout ce qu'il voit dans cette mystique de la Montée du Carmel qu'il a privilégiée, c'est la transformation du monde par l'amour. Il écarte absolument ce qui, selon la mystique chrétienne, est à l'origine de son expérience : la foi.

Bergson fait la distinction entre une intuition de Dieu par expérience et une foi qui est l'acceptation d'un savoir doctrinal indémodable, et qui par conséquent ne saurait concerner le philosophe. Mais, précisément, dans la perspective chrétienne, les deux ne sauraient être séparés. Et même de mystique chrétienne se méfie de tout révélation, mais elle ne s'oppose que sur la Révélation. Ce qui n'est en rien une objection, mais un point important à souligner, car il a provoqué des confusions : la mystique bergsonienne

est « réelle, féconde, admirable », elle n'est pas exactement la mystique chrétienne.

Elle a, en tout cas, des conséquences politiques et sociales importantes. Selon Bergson, la morale sociale est strictement close, mais la morale ouverte exige référence à un tout vital, cosmique, dynamique, infiniment plus large. La mystique, donc, peut et doit être transformatrice. Elle est normalement inspiratrice de la démocratie. Mais celle-ci n'est guère réalisée. La « civilisation » ne fait que déplacer l'état de guerre primitif : non plus chacun contre chacun, mais des groupes de plus en plus larges dotés d'instruments de plus en plus puissants. Pour être plus larges, ils n'en sont pas moins « clos ».

Ce qui peut nous sauver, c'est seulement l'idéal du moi qui transcende le social et provient de l'élan mystique créateur. La société ne peut être « ouverte » que par des individus. La vraie moralité n'est pas dans l'obligation mais dans l'aspiration : un élan vers qui est aussi un élan par. Les créations démocratiques sont, à l'origine, le fait d'un génie moral inventif. Péguy, proche de Bergson, dénoncera la mystique qui se dégrade en politique, mais défendra la politique qui s'inspire de la mystique. Certes, ces héros, ces conquérants, ne font que définir une limite idéale qui ne se réalisera jamais. Mais c'est cet idéal qui commande tout progrès, même s'il lui arrive de retomber dans le « clos » : la mystique, seule, peut faire passer la société vers un autre stade.

Une dialectique du « clos » et de l'« ouvert » permettrait de réaliser des éléments positifs dans le cadre même de notre civilisation. Il ne s'agit pas de lutter contre la science et la technique : la domination de la nature par l'homme est bonne, et il faut la poursuivre. Mais le progrès technique doit se doubler d'une organisation politique et sociale à sa taille, éclairée par un type de scientificité nouvelle, qui soit une investigation de l'esprit et non plus seulement de la matière.

La mystique n'apporte pas la « certitude définitive », mais l'archétype fondamental. C'est cet archétype qui engendre l'action généreuse. Bergson appelle à une visée cosmique, universelle, non pour satisfaire la prétention de savoir le tout, mais pour refuser aux parties de se prendre pour le tout. Il délivre de l'impartialité qui consiste à se prendre pour tout, et pour contre, aussi bien dans le domaine du savoir que de la politique. La référence à la mystique est essentielle pour cette délivrance. Mais je ne voudrais pas donner l'impression de boucler le bouclier.

Dans un résumé, j'ai pu paraître présenter la philosophie de Bergson comme un tout, et de sorte de Marie Carliou comme un squelette de cette totalité. Il n'en est rien. L'appel à un au-delà, l'ouverture vers un perpétuel dépassement sont toujours présents. L'élan vital anime cette pensée même et ne lui permet pas de repos. Le livre de Marie Carliou répond à cette attitude. Sa lecture de Bergson sait être à la fois personnelle, originale et objective. Le style lui-même est direct, souvent interrogatif — d'une interrogation qui s'adresse à lui-même et à son lecteur. Il est bien, en effet, une lecture à haute voix, qui fait toujours mieux apparaître le visage de Bergson.

LIVRES REÇUS

— *Matérialisme scientifique* et *logique*, par Pierre Raymond, éd. Maspéro, 1977, 35 F. En face des faiblesses des philosophes des sciences aussi bien que des réactions anti-philosophiques des savants, apparaît la nécessité de l'alliance du matérialisme et de la dialectique.

— *Meurtre Prédictible ou l'Épave de la raison*, Association des publications près les universités de Strasbourg, éd. Ophrys, 1976, 120 F. Recueil d'articles, réunis et présentés par André Grappe et Roland Guyot, qui ressemblent à une œuvre capitale trop oubliée.

— *Temps et musique*, par Eric Emery, éd. L'Âge d'Homme, Lausanne, 85 F. Evolution de la notion de temps et de son rôle en musique, apparition aujourd'hui d'une nouvelle conception du temps en composition musicale.

— *Science et métaphysique*, colloque de l'Académie internationale de philosophie des sciences, avec Vuillemin, Costa de Beauregard, éd. Beauchesne, 1976, 55,20 F.

— *De la connaissance selon saint Thomas d'Aquin*, par Joseph Moreau, Beauchesne, 1976, 37,60 F.

— *La Neige bleue et la Repasseuse*, par Marthe Jourdan, éd. La Pensée universelle, 1976, 21,40 F. Tentative personnelle et originale pour s'adresser en termes simples à tout le monde en parlant des plus grands problèmes à partir d'exemples quotidiens, par un « amateur de philosophie ».

CORRESPONDANCES

A propos du « Sens de la recherche »

L'EXICOS existe, je l'ai même rencontré. A propos d'un message fort discursif, pour Chroniques, qui estimait pourtant, lui à l'adresse, le décodeur en est facile, tous les amis de Lexicos y sont parvenus. Car Chroniques est en proie, depuis trois ans ou moins, à une double obsession : l'Université — où il croit qu'on est payé à ne rien faire — et l'analyse des discours politiques. Que la première permette de mieux saisir la seconde, et les deux idées fixes n'en font qu'une : insurmontable. Pour Chroniques l'Université lui avait pourtant ouvert ses portes. Mais il a été vite déçu par les règlements administratifs. Il a une telle capacité de travail, Chroniques, peu d'étudiants à son séminaire et peu de soucis pour les examens : Lexicos le remplace si nécessaire.

C'est juste d'ailleurs, car il n'a pas les lourdes charges qui pèsent sur le journaliste. Comme est anti-burro-proj, il ne rencontre ni aucune censure, à aucun prix, qui ne se dépense pas dans les couloirs et les conseils, fait son métier sans tapage, Chroniques croit qu'il n'est pas là. Et pour cause, Chroniques vient rarement à l'Université. Quand il pénètre dans sa salle de séminaire, il torse vers la machine de Lexicos, et pour son plus grand malheur, confond une perforatrice et un ordinateur, une cafetière et un turbo-propulseur. S'il avait pu, pour Chroniques !

Lexicos n'a pas à demander à ses étudiants de compiler les mots : l'ordinateur le fait en quelques secondes, sans se tromper. Il aurait appris aussi, Chroniques, que le Centre — qu'il a co-dirigé — n'a pas les moyens de se payer des ordinateurs et que, sans aide de crédits extérieurs à l'Université, aucune étude n'aurait pu être poursuivie. Quelle confusion et quelle garantie pour Chroniques, mais voilà, trop pressé, il n'a pas eu le temps de s'informer.

Après tout, un journaliste n'est pas un savant. L'essentiel, pour Chroniques, est qu'il soit informé scientifiquement. Sur ce terrain, Lexicos l'a aidé : il lui a indiqué, grâce à ses ouvrages, quel était le contenu du discours politique du général de Gaulle : une donne introduction pour son épique de la République gaullienne. Il réagit avec Jacques Chirac et compte les

mots comme l'ordinateur. Aucune étude, aucun démenti.

Quant à Démocratie française tombée sur sa table, il est alors débordé par ses idées fixes et écrit quelques lignes aussi mécaniquement qu'une machine mal programmée (!). Mais l'étude scientifique réside que les mots les plus fréquents ne sont pas ceux dont Chroniques avait espéré qu'ils le fussent. Cela est dû à rester un simple épiphénomène et un sous-produit, dont le verbe est communicatif, ne l'avait porté à la connaissance de conférences de Chronicos au cours d'agapes et de libations.

Chronicos tente alors de se rattraper en disant que les mots qu'il a observés sont les plus importants. Lexicos lui a pourtant expliqué que l'ordinateur régle aussi bien les mots les plus fréquents que le non-dit et les mots rares, et qu'ils sont l'un et l'autre porteurs de sens. Mais écrire que « tolérance » est le mot le plus fréquent de Démocratie française, bien que cité une fois sur trente-dix mille mots, est un non-sens.

Pour Chronicos ! Sa rage n'a plus de limites. Il tente alors de ridiculiser à la fois la méthode et celui qui l'applique en constatant qu'ils sont responsables de son propre ridicule. Il commente alors de nouvelles erreurs. S'il veut parler du compage des mots, ce n'est pas en 1930 que la méthode a été inventée : les musorètes compagent le mot Dieu dans la Bible, voilà cent siècles. S'il fait référence à la linguistique statistique, science récente, elle est en pleine expansion : en littérature, en psychiatrie, en histoire, pour l'analyse des conflits sociaux, dans le décodage des textes internationaux.

Ere, peu de domestiques y échappent. Pour Chronicos, il lui reste à prouver au fil de la semaine quelques moutons à égarer qui lui permettront, pense-t-il, de briser cet ordinateur, cause de ses malheurs. « Ignoré nullo capido ».

JEAN-MARIE COTTERET, professeur au département de sciences politiques de la Sorbonne, directeur du centre de recherches sur l'information et la communication.

(1) *Le Monde* du 12 octobre 1976.

Au Théâtre des Amandiers

Sous le titre « *Martouze rede-couvert* », nous avons publié (le monde daté 12-14 février) un « croquis » signé de M. Robert Baniol, qui prenait à partie des snobs, spectateurs d'un théâtre populaire. M. Pierre Debauche, directeur du Théâtre des Amandiers à la Maison de la culture de Nanterre, qui était représenté jusqu'à l'automne la Dispute de Marivaux dans une mise en scène de Patrick Chéreau, nous communique, en guise de réponse, un certain nombre d'informations intéressantes sur l'activité de son théâtre :

« Qui vient au Théâtre des Amandiers ? Maison de la culture de Nanterre, 75 % des spectateurs habitent Nanterre et les Hauts-de-Seine : 50 % viennent par

l'intermédiaire de collectivités (comités d'entreprises, établissements scolaires, associations). « Nous travaillons avec plus de deux cents relais (dont près de 80 % dans les Hauts-de-Seine et le quart dans les comités d'entreprises), avec des adhérents dans toutes les villes du département et dans plus de cent autres communes de la région parisienne. « La construction de la Maison par le conseil municipal de Nanterre, à la suite d'une pétition qui a regroupé sept mille signatures nanterriennes. Construire un théâtre de mille places dans une ville ouvrière de cent mille habitants, chef-lieu d'un département regroupant près d'un million cinq cent mille personnes, c'est construire un équipement collectif indispensable. « Notre cahier des charges nous impose l'organisation de deux cents représentations par an. Nous travaillons dans cette maison dans des conditions budgétaires difficiles mais avec l'appui d'un public local attentif qui n'a pas cessé, depuis douze ans, de nous reconnaître ses critiques et ses analyses. « Sept mille huit cents adhérents, cinquante-trois comités d'entreprises, soixante établissements scolaires, soixante-dix associations et quarante mille spectateurs de notre théâtre attendent notre mille huit cent cinquantième représentation et notre soixante-neuvième création. Alors, laissons M. Baniol à sa joviale solitude et, comme disait Albert Camus : « Allons préparer le prochain spectacle. »

Einstein plombier

M. H. Baury, professeur de physique théorique à l'université d'At-Marseille II, conteste la citation d'Einstein et son interprétation, contenues dans l'article de M. Marcel Landowski, « Une nouvelle sagesse » (*Le Monde* daté 20-21 février). Il nous écrit notamment :

« Einstein n'a pas dit « Quel malheur que je n'aie pas été plombier » mais « plutôt devenir plombier que colporteur que physicien ». « Selon M. Landowski, il s'agit d'une « affreuse boutade d'Albert Einstein » après ses découvertes dans le domaine nucléaire, alors que l'auteur commente ainsi sa déclaration dans sa lettre à Max Born le 17 janvier 1955 : « Ce que je voulais dire, c'était seulement « oui », dans les circonstances actuelles, je choisisrais une profession où le gain de mon pain quotidien n'aurait rien à voir avec la recherche des connaissances (2). » On est loin de la « démonstration prophétique » mentionnée par M. Marcel Landowski. Mais il est vrai — et c'est à sa décharge — que la presse internationale a interprété un peu hâtivement la célèbre sentence d'Einstein. Max Born lui-même s'était laissé prendre à cette interprétation. La présente mise au point me paraît d'autant plus nécessaire.

(1) Albert Einstein, Max Born : *Correspondance 1916-1955*. Ed. du Seuil, 245 p.

(2) *Op. cit.*, p. 244.

INVENTIONS

La tête et les mains

I l'en dépense, dans le monde, de l'ingéniosité, de l'invention, de l'effort et de la méthode, pour faire avancer la science et la technique, pour « sophistiquer » les machines. Il s'en écrit, des pages, pour glorifier le dévoué et les dévoués, tout ce qui est censé nous embellir et nous rationaliser l'ordinaire. Mais est-ce qu'on a bien compris le commencement, est-ce que le progrès a bien progressé dans l'ordre ? C'est ce que je me demande l'autre jour en arpentant les quais de la gare de Lyon (les fameux charlots sont toujours ailleurs, à l'autre extrémité, vous avez remarqué ?), avec une valise de quinze kilos au bout du bras, et mon mouchoir plié en seize pour n'avoir pas la main soignée par la poignée.

Une autre invention capitale : le levier à débriquer les couvercles de bocaux. Je connais une personne qui mourait d'inanition à côté d'un bocal de cornichons (Dieu sait pourquoi elle les aime), faute de vigueur suffisante dans les poignets, et à qui le caduc d'un levier a débriqué les couvercles à rendu un peu de confiance en soi. Or quoi de plus simple dans la conception, et de plus ingénieux en même temps ? Un très grand bravo pour avoir sa statue quelque part.

Valise à roulettes

Le monsieur qui a dessiné cette valise a pensé à beaucoup de choses, aux serrures, aux coins arrondis, aux courroies, aux sangles à l'intérieur — mais il ne s'est pas dit que si le style c'est l'homme (oui, je sais : « le style est l'homme même »), la poignée c'est le point névralgique de la valise, très exactement le point par où l'on souffre. Et que, par conséquent, ce qui importerait avant tout serait de dessiner une poignée adaptée à la main qui porte, c'est-à-dire une poignée large et non pas étroite, souple, et non pas dure, sans arêtes sans coutures, modelée sur les quatre doigts arques qui soutiennent pa dessous, et le pouce plié qui maintient de côté. Moyennant quoi porter une valise ne serait plus obligatoirement un supplice. Messieurs les designers, songez, s'il vous plaît, aux poignées de valises.

En revanche, la valise à roulettes incorporées, propre à être remorquée et non plus portée est une de ces modestes merveilles qui changent l'existence. Une des grandes conquêtes de l'humanité souffrante. Quelque chose comme la brouette chinoise par rapport à la brouette occidentale. La prochaine fois, je n'hésiterai pas. La valise à roulettes, dans le tableau technologique du siècle, a beaucoup plus d'importance, à mon avis, que la fusée spatiale, parce qu'elle change la vie de beaucoup plus de gens.

Bruits de portes

Mais les anses de tasses impossibles à tenir entre trois doigts, si ravissantes soient-elles, les emballages pharmaceutiques indéchirables, les manches de cuillères, si originaux mais informes (dans ce domaine, rien de mieux que le dix-huitième, lequel ignorait la loi de « fonctionnel », n'est-ce pas ?). Mais les portières de voitures ! Ici, il s'agit de bruit : au son, une automobile normale n'a pas quatre portes, on le sait, mais dix ou douze, la nuit surtout. Les portes d'ascenseurs, de réfrigérateurs, on les fait silencieuses depuis des années. Dans la voiture, ce serait pourtant plus le bruit que l'absence de bruit que le dessin du tableau de bord. Messieurs les constructeurs, objectif urgent : le silence de vos portières !

Messieurs les urbanistes, les trottoirs roulants, remède à la démenche de la circulation dans les villes, c'est pour bientôt ? Et les tranchées toutes canalisations, recouvertes de simples dalles amovibles, qui auraient dû mettre fin depuis longtemps au cauchemar de l'invention perpétuelle des rues, Auguste Perret les a réalisées lors de la reconstruction du Havre après la guerre, non ? Eh bien ?

Qu'il y avait de choses à faire avant le sous-marin nucléaire, l'avion supersonique ou le canon automatique, et à moindre frais, vous ne trouvez pas ?

JEAN GUICHARD-MEILL.

SUISSE
VILLARS-SUR-OLLON
altitude 1.300 m
A VENDRE
APPARTEMENTS
dans
CHALET DE LUXE
de 5 à 10 appart. seulement
VUE PANORAMIQUE
Crédit 60 % sur 20 ans à 6 1/4 %
S'adresser au constructeur
Immobilière de VILLARS SA
Case postale 52
CH-1980 VILLARS-S-OLLON
Tél. 026/31039 et 32208

LE MONDE AUJOURD'HUI

SOCIÉTÉ

Témoignage

UN COUPABLE

Etudiant en théologie à l'Institut catholique, et préparant une licence d'arabe, M. Michel Neyren, qui est aussi éducateur bénévole d'alphabétisation des travailleurs immigrés et milite au Mouvement contre le racisme et l'antisémitisme et pour la paix (M.R.A.P.), nous a adressé le témoignage suivant.

DIMANCHE 12 décembre. Il est 17 h. 45 : je sors d'une rencontre dans des locaux paroissiaux. Elle avait réuni tout l'après-midi des gens de toutes nationalités et de tous horizons : Maghrébins, Béninois, Camerounais, Maliens, Français, Antillais, jeunes et moins jeunes. Nous avons préparé un méchoui dans la nuit de Noël pour les immigrés plus ou moins isolés. Je traverse la rue de la Charbonnière, 15, pour rentrer chez moi, rue fort animée comme toujours, surtout en ce dimanche. Un car de policiers s'est arrêté et quatre ou cinq agents en sont descendus. Au moment où je passe à leur hauteur, ils commentent une charge à coups de matraque pour disperser (sans avertissement préalable) les joueurs de dés qui se tiennent au carrefour boulevard de la Chapelle-rue de la Charbonnière. Je les vois revenir vers leur car l'air fort réjoui.

« Journaliste communiste »

Je m'arrête et les observe quelques instants, puis je sors de ma poche mon agenda pour noter peut-être le matricule d'un agent ou le nom de la rue. En tout cas, à peine ai-je sorti mon carnet que deux policiers me matraquent par derrière tandis qu'un autre m'arrache ou essaie de m'arracher (je ne sais plus), mon agenda. « Donne-le nous, de quoi est-ce que tu te mêles ? »

— T'es encore un des ces em... de journalistes, de ces communistes.

— Où sont tes papiers ?

— Qu'est-ce que tu te feras ?

Ils étaient au moins quatre. Les questions fusent de toute part sans que je puisse dire quoi que ce soit. Quand le flot est parti, j'interviens avec le vivacité que donne le sentiment de l'injustice : « De quel droit agressez-vous ainsi ? Lâchez-moi ! J'ai mes papiers, je suis en règle. Je ne suis pas comme les immigrés sans papiers et sans défense avec lesquels vous faites ce que vous voulez. La façon dont vous agissez est scandaleuse. » (Je ne garantis pas l'exactitude littérale de ces propos. En tout cas, je n'ai prononcé aucune injure — je suis trop averti — et je me suis servi une seule fois du tutoiement.)

Alors s'approche, par le côté, l'agent X (celui dont la mine réjouie m'avait le plus révolté, qui me dit : « Pas de scandale, pas de scandale. Tes papiers... »)

Ses propos sont recouverts par les questions des autres. Je demande : « A qui dois-je répondre ? »

Et voyant que X ne portait pas son matricule, je me retourne vers celui qui me fait face tout en relevant mon tricot pour retirer mes papiers. Je ne trouvais dans la poche de ma chemise. Je ne peux faire plus : X m'arrache de sa bombe à gaz lacrymogène ; je titube, m'évanouissant, m'étouffant, tandis qu'il dit aux autres : « Allez, on l'emène. »

M'ayant traîné dans le car qui démarre, X me frappe à plusieurs reprises à la tête. Un autre lit dans mon agenda les adresses des organisations politiques et syndicales du quartier que j'y ai notées. Chacune d'elles provoque un coup.

X commente : « Espèce de communiste... Espèce de gauchiste... Je vais te faire passer les envies de l'occu-

per de ce qui ne te regarde pas, etc., etc. »

Tandis que les coups pleuvent, X, entre deux coups, trouve le temps de dire aux autres, qui s'esclaffent : « Ça tombe bien, j'ai justement ma sa poche ! »

A l'arrêt il me sort du car en me tirant par les cheveux. Au commissariat, croyant, je suppose, m'indiquer un nouveau supplice, il me dit en me poussant dans la cellule : « Tiens, puisque tu aimes les immigrés, tu vas être servi. »

Et, en effet, j'ai été bien servi : cigarettes, soufles, discussions qui remontent le moral (il y avait avec moi un Marocain, un Algérien, deux Ivoriens et une Antillaise, tous, sauf la dernière, menacés à plus ou moins longue échéance d'expulsion pour manque de papiers ou faux papiers, car pour avoir une autorisation de séjour il faut du travail, et vice-versa...).

Après l'hôtel de passe

J'apprends que je suis gardé à vue pour outrages et violences. X s'étant plaint de son pouce et de ses jambes. D'après lui, je me débattaissais tellement dans le car — peut-être même, assure-t-il, allais-je le tabasser, seul contre tous — qu'il a dû, pour me calmer, recourir à la bombe à gaz lacrymogène. Plus de deux cents immigrés avaient été témoins des faits. Mais quel étranger, aujourd'hui, surtout à Barbès, oserait, sans compromettre son avenir, témoigner contre la police ?

Le pouce de X lui fait tellement mal qu'il décide d'être obligé de solliciter un arrêt de travail. Une heure après avoir signé les procès-verbaux (où je niais les faits qui m'étaient imputés), je le retrouve au poste de police où je passe la nuit (avec interdiction de prendre des notes). Il tape de ses dix doigts, pendant plus d'une heure, un mystérieux rapport en plusieurs exemplaires, qu'il fait lire de temps en temps à ses collègues en me montrant de la tête.

Mon procès, en flagrant délit, a lieu une semaine après, un samedi, membre du conseil de l'ordre, accepta de prendre mon dossier en charge. Son arrivée ne passe inaperçue pour personne. Ni pour le président, ni pour le greffier, ni surtout pour le substitut du procureur de la République. Il est rapidement décidé de traiter mon affaire dès le début de l'audience.

Après avoir eu le temps nécessaire pour m'expliquer (mon procès du jour) — cas exceptionnel — plus d'une demi-heure et après les dépositions des deux agents, le substitut se lance dans un long réquisitoire, où même il parle de « dévotion qui fréquente la rue de la Charbonnière » et il avait noté que j'étais étudiant en théologie, — cite saint Augustin, laisse entendre que je devais sortir d'un des nombreux hôtels de passe de la rue. Il intervient très longuement : il a en face de lui un membre du conseil de l'ordre.

Mon avocat replace le problème où il est : les libertés individuelles. A-t-on le droit de sortir un carnet sans provoquer une intervention de la police ?

Jugement en délibéré. En attendant, quelques affaires sont traitées beaucoup plus rapidement, sans intervention ni du procureur ni d'avocats. Délibération. « Le tribunal vous condamne à 300 F d'amende... »

ARDECHE

Balazuc a trouvé une boulangère

BALAZUC c'est un splendide village médiéval de l'Ardeche méridionale où chaque été Belges, Néerlandais et Allemands viennent par centaines rejoindre les quatre-vingts habitants. Le maire de la commune, M. Pierre Berre, se souvient qu'au début du siècle Balazuc comptait huit cents habitants et neuf cafés. Et puis comme la plupart des communes rurales du département, Balazuc a été sévèrement touché par l'exode rural.

Boulangerie fermée

Les cafés ont disparu l'un après l'autre et avec eux les boulangères. Seul demeurait jusqu'au printemps dernier, un boulangier, M. Roger Cardinal, que l'évolution avait amené à devenir subsidiairement épicer et droguiste. Mais les suppléments de ses clients et du maire, M. Cardinal a dû finalement abandonner son métier.

La fermeture de la boulangerie a pris, pour les personnes âgées en particulier, l'allure d'une catastrophe. Le boulangier le plus proche était à Ruoms, à une dizaine de kilomètres. Après avoir tenté en vain de trouver un successeur au boulanger du village, le

maire a essayé sans plus de succès d'organiser un dépôt de pain. Puis il eut l'idée de lancer un message, un véritable SOS, dans la presse régionale et sur les ondes d'un radio périphérique. Balazuc gagna ainsi quelques assistants supplémentaires, mais pas de boulangier.

Contre tout espoir, Balazuc a retrouvé à l'automne un de ses enfants et une jeune boulangère-épicière-droguiste, Mme Ginette Michallon. Faute de pouvoir vivre au pays, elle avait dû s'exiler quelques années plus tôt. C'est sans hésitation d'habitation qu'elle a accepté de quitter Paris. Avec la clientèle actuelle, son commerce, sans être d'un rapport vraiment intéressant, peut lui permettre de vivre, de vivre autrement que dans la capitale.

L'ouverture de la boulangerie fut un événement important. Et si on épargna au maire la cérémonie du ruban, il dut prononcer un discours, qui ne fut pas le plus facile de sa carrière. Entre les cages de carottes, de poireaux et une pile de miches de pain, Mme Michallon et sa mère écoutaient en souriant. Elles paraissent heureuses.

MAURICE LEBESQUE.

INFORMATIONS PRATIQUES

MÉTÉOROLOGIE

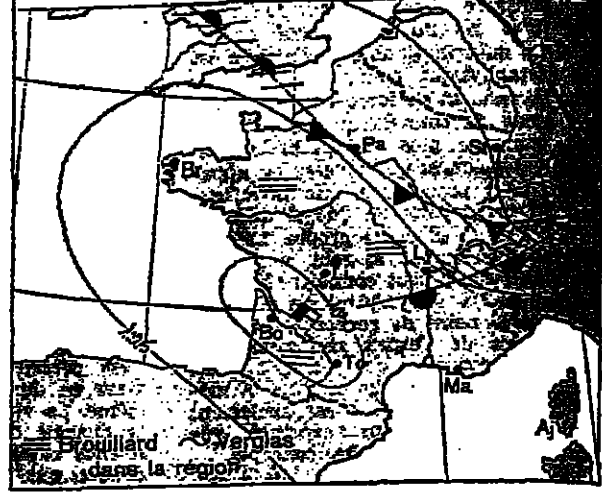
SITUATION LE 5-3-77 - A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le samedi 5 mars à 6 heures et le dimanche 6 mars à 24 heures :

La France demeurera sous l'influence d'une zone anticyclonique

PRÉVISIONS POUR LE 6-3-77 DÉBUT DE MATINÉE



formée dans des masses d'air océaniques assez humides dans les basses couches de l'atmosphère.

Dimanche 6 mars. Il y aura des bruyards ou des aurores bas matinales, qui seront surtout nombreux de l'Aquitaine à la Bretagne et au Massif central, mais ces formations bruyantes seront suivies de belles périodes ensoleillées l'après-midi. Les usages agricoles sont plus abondants près de la Manche, où de faibles pluies auront lieu. On notera également quelques précipitations (pluie en plaine, neige en montagne) près des frontières de l'Est et du Nord-Est. En général, les vents seront faibles et les températures plutôt en hausse.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 mars ; le second, le minimum de la nuit du 4 au 5) : Alger, 17 et 8 degrés ; Biarritz, 20 et 8 ; Bordeaux, 20 et 8 ; Brest, 12 et 4 ; Caen, 13 et 2 ; Clermont-Ferrand, 12 et 4 ; Dijon, 20 et 5 ; Grenoble, 19 et 8 ; Lille, 12 et 3 ; Lyon, 21 et 6 ; Marseille, 22 et 12 ; Nancy, 18 et 4 ; Nantes, 15 et 5 ; Nice, 16 et 9 ; Paris, Le Bourget, 14 et 1 ; Pau, 21 et 5 ; Perpignan, 20 et 12 ; Rennes, 14 et 2 ; Strasbourg, 16 et 3 ; Tours, 18 et 0 ; Toulouse, 19 et 5 ; Poitiers-Poitte, 22 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 25 et 4 degrés ; Amsterdam,

12 et 6 ; Athènes, 18 et 8 ; Berlin, 10 et 4 ; Bonn, 12 et 4 ; Bruxelles, 12 et 4 ; Casablanca, 22 et 10 ; Copenhague, 8 et 4 ; Genève, 18 et 3 ; Lisbonne, 24 et 12 ; Londres, 12 et 3 ; Madrid, 24 et 4 ; Moscou, 8 et 10 ; New-York, 11 et 3 ; Palma de Majorque, 19 et 3 ; Rome, 15 et 4 ; Stockholm, 2 et 1.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 5 mars 1977 :

DES DECRETS

● Modifiant le code de procédure pénale et relatif à l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction.

● Modifiant l'article R 92 du code de procédure pénale.

● Fixant le montant maximum des indemnités qui peuvent être allouées en application de la loi n° 77-5 du 3 janvier 1977 garantissant l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction.

SPORTS

LA QUINZAINE DU LIVRE DU SPORT

Une bibliothèque à Paris

La quinzaine du livre du sport sera présentée, du 9 au 23 mars, dans plusieurs villes de France. Certaines maisons d'édition consacrent une part croissante de leurs activités à ce genre littéraire en raison de l'audience qu'il trouve, auprès des jeunes notamment. Que disent ces jeunes ? On peut en faire une idée en se rendant à la bibliothèque Lancy, rue de Lancy à Paris (dixième arrondissement), qui a reçu pour mission de se spécialiser en ce domaine.

Créée par la Ville de Paris, la bibliothèque Lancy a été confiée à une jeune animatrice, Mme Claude Payan, qui, entre deux classements de livres, a pratiqué le volley-ball dans un club de première division. Sa connaissance du sport lui aura permis de constituer rapidement un fonds de deux mille livres de sports sur les quinze mille que compte actuellement la bibliothèque (dont trois mille romans).

Sans doute en raison du pôle d'attraction que représente le fonds sportif, la moyenne d'âge des lecteurs de la bibliothèque est très jeune : dix-huit ans. Les livres qui ont le plus de succès ? Ceux qui concernent le football. « Il faudrait remettre dix fois ce qui y a », constate Mme Payan. Après, les préférences vont aux sports de combat : judo, karaté, etc. Cet engouement correspond à la pratique de ces sports en France. Le judo étant, par le nombre, la discipline la plus pratiquée après le football et le tennis.

Toutefois, les jeunes s'intéressent également à des activités qu'ils ont moins l'occasion de pratiquer mais qui, sans doute, les font rêver : la moto, la chasse et la pêche, les sports nautiques et, dans une moindre mesure, la

Rehausser le niveau

De même les lecteurs trouveront-ils prochainement des livres que l'on pourrait qualifier de para-sportives, relatives à la biologie, la médecine ou à la dynamique. La vocation d'une bibliothèque n'est évidemment pas d'être seulement distrayante, elle doit aussi être instructive. En l'occurrence, il s'agit de pouvoir trouver autant de livres de sport que de livres sur le sport. Cette nécessité pédagogique semble bien perçue à la bibliothèque Lancy dont on peut souhaiter que l'expérience serve aux autres bibliothèques municipales, parfois en banlieue, à proposer des sujets de lecture à ses plus jeunes adhérents.

FRANÇOIS SIMON.

PERRINE PELEN GAGNE LE SLALOM DE SUN-VALLEY

La jeune Française Perrine Pelen a gagné vendredi 4 mars le slalom spécial qui se disputait à Sun-Valley (Idaho). Elle a devancé l'Italienne Claudia Giordano et l'Autrichienne Monika Kasner.

Dans cette course comptant pour la Coupe du monde, les Françaises ont eu un très bon comportement d'ensemble. Danielle Debernard est cinquième, Fabienne Serrat neuvième et Patricia Emonet douzième.

NATATION. — Au cours des championnats de France d'hiver, qui se disputent à Rennes, Sylvie Testut a battu le record national du 400 mètres quatre nages dames, en 5 min. 9 sec. 52 (ancien record : 5 min. 11 sec. 52 par Dominique Amand).

A propos de la politique sportive

M. SAINT-MARIE (P.S.) : les propositions du gouvernement sont du bavardage.

M. Michel Saint-Marie, député de la Gironde, délégué national du parti socialiste aux sports, estime, à propos de la politique sportive définie au conseil des ministres du 2 mars que « paralysé par les assauts furieux que se livrent les ministres incapables d'entendre, le gouvernement battra sur le sport et les loisirs des femmes ».

Il ajoute : « On nous annonce que les lycéens bénéficieront d'un accès à deux heures d'activités physiques par semaine, alors que depuis 1969 les programmes prévoient six heures pour le primaire et cinq heures pour le secondaire. » Pour M. Saint-Marie, le positionnement tend à développer un travail d'entretien pour masquer le vide de sa politique en faveur de la vie associative.

ERRATUM
ÉTUDES SOVIÉTIQUES
8, rue de Prony
75017 PARIS
Réglem. à ordre du C.D.L.P.
C.E.P. - PARIS 4629-39

1977 م ١١١١

LA PHILOSOPHIE

par Jean Lacroix

Le « visage » de Bergson

L'OUVRAGE que Marie Carliou consacre à Bergson et le fait mystique répond exactement à son titre. La métaphysique bergsonienne est une métaphysique positive qui s'inscrit dans le vécu, et s'efforce de l'expliquer. Son mode de connaissance est l'intuition, comprise plus en compréhension qu'en extension et qui dépasse les apparences pour accéder à une investigation en profondeur de l'objet dans ce qu'il a d'essentiel et de propre. La réalité est mouvement et son mouvement de l'esprit peut connaître le mouvement de la vie. L'intuition ne peut être que le point de rencontre entre le mouvement de l'esprit connaissant et la réalité mouvante qu'il connaît : elle est l'acte qui fait indissociables la méthode et la doctrine. C'est, seulement à partir d'elle, et pour l'exprimer, que peuvent se construire les concepts.

Bergson a peu à peu découvert qu'avoir l'intuition de cet élan même, ou plutôt en pénétrer la source intime, c'était atteindre l'intuition mystique. Il y était conduit par son cheminement. Ce n'est pas le mystique qu'étudie Bergson, mais le fait mystique qu'il analyse. Chez les mystiques — notamment chez les mystiques chrétiens — le courant vital remonte à sa source ultime : il faut y remonter avec eux et pour cela pénétrer l'intuition mystique, investie en quelque sorte d'une zone particulière et privilégiée de l'expérience. Marie Carliou ne propose pas une nouvelle interprétation de Bergson : au-delà des bergsoniens et des bergsonismes, elle le lit simplement, et le lit à haute voix, elle chemine avec lui, « à la recherche d'un visage », comme elle le dit elle-même.

La méthode et la doctrine de Bergson devaient le conduire naturellement à l'étude du fait mystique. Il a souligné lui-même que le point de départ et le fondement de sa pensée avaient été et étaient demeurés la découverte de la durée créatrice. D'où la distinction, qui commande tout, du « clos » et de l'« ouvert ». Toute création, toute ouverture, se perd vite dans l'imitation, la répétition, la « fabrication », le clos en un mot, qui sont toujours des assoupissements. Le mot qui dure, c'est le mot qui change, et tout changement est une création : le temps est invention, ou il n'est pas.

La philosophie bergsonienne est une philosophie de l'acte créateur. Seule l'intuition de la durée permet de retrouver cet élan créateur qui exprime

et manifeste notre liberté — cette liberté qu'il ne s'agit pas de prouver, mais d'éprouver, surtout dans l'activité esthétique et plus encore dans l'activité mystique. Spiritualité et matérialité — l'ouvert et le clos — sont comme des points limites extrêmes de la propulsion du moi dans deux sens différents : la matière est retombée, l'esprit, élan.

Ce qui distingue l'esprit de la matière, c'est précisément cette possibilité de vivre en durée, de se transcender soi-même. La vie est la source créatrice, et la biologie devient de plus en plus la science capitale : elle est le point de départ qui permet d'aller plus haut et plus loin. Le moral est dans le prolongement du psychique comme celui-ci est dans le prolongement du biologique, mais il les dépasse l'un et l'autre. La force spirituelle de l'homme est participation d'un courant vital créateur. Située dans une relation avec un absolu, la conscience devient ainsi une sorte de supra-conscience, un « pouvoir divin ». Dans les Deux Sources — cette puissance créatrice, cette énergie spirituelle, devient un acte d'amour. C'est donc à la suite naturelle de ses travaux que Bergson découvre la vie mystique sur les hauteurs de l'acte libre.

Les phénomènes mystiques sont un ensemble à étudier, objectif, décrit comme tel par les mystiques eux-mêmes. L'âme mystique est celle dont l'action s'exprime dans la création, la plus générale et la plus continue, en relation d'union avec le modèle mystique qu'est Jésus-Christ. Les extases ou apparitions n'ont pas grand intérêt, et peuvent même être pathologiques. L'essentiel est que le mystique est un esprit qui retrouve en lui les manifestations les plus hautes de la vie et peut entrer ainsi en communication avec l'esprit divin. L'amour atteint alors sa plénitude dans l'union des volontés.

Le mystique répond à un appel, et l'efficacité de l'appel tient à la puissance de l'émotion qui a provoqué un ébranlement qu'il ne faut pas confondre avec un mouvement de l'effectivité. L'émotion est un bouleversement de la personne tout entière dans l'attente de sa transfiguration. Comme au-delà de soi-même, le mystique retourne aux sources et coïncide avec l'élan créateur manifesté dans la vie. Ainsi peut-il

contempler l'univers dans la lumière d'un amour qui a tout fait.

Il laisse au philosophe le soin de tirer de son expérience de l'amour des implications philosophiques : il lui suffit d'aimer. Il ne prouve pas Dieu, l'éprouve. Dieu est amour et il est objet d'amour : tout l'apport du mysticisme est là. De ce double amour, le mystique n'aura jamais fini de parler. Bergson se borne à accepter un fait et à l'analyser : le mystique ne « fabrique » pas une idée de Dieu, il en parle comme d'une présence expérimentée. Le pouvoir de créer ne fait qu'un avec celui d'aimer. Dieu fait de nous des dieux par participation. Le mysticisme nous fournit le moyen d'aborder expérimentalement le problème de l'existence et de la nature de Dieu. La philosophie ne saurait l'atteindre autrement : il est à l'achèvement de la philosophie au sens d'épanouissement et de plénitude : il la porte au-delà d'elle-même.

À la suite de cette analyse, Marie Carliou pose non pas proprement des critiques, mais des interrogations, en quelque sorte de l'intérieur même du bergsonisme. Au temps de Bergson, le mysticisme, dans divers pays et religions, était encore mal connu, et il a voulu s'en tenir à la mystique chrétienne, à une sorte même de mystique chrétienne, celle en somme de saint Jean de la Croix et de saint Thérèse. Lui-même aujourd'hui procéderait sans doute à une enquête plus étendue. En tout cas, il a voulu faire une étude qui dépasse toute religion. Mais tout ce qu'il voit dans cette mystique de la *Montée du Carmel* qu'il a privilégiée, c'est la transformation du monde par l'amour. Il écarte absolument ce qui, selon la mystique chrétienne, est le mystère de la croix, et de la sainte Trinité, et qui par conséquent ne saurait concerner le philosophe. Mais, précisément, dans la perspective chrétienne, les deux ne sauraient être séparés. Et même de mystique chrétienne se méfie de toute révélation personnelle pour ne s'appuyer que sur la Révélation. Ce qui n'est en rien une objection, mais un point important à souligner, car il a provoqué des confusions : la mystique bergsonienne

est « réelle, féconde, admirable », elle n'est pas exactement la mystique chrétienne.

Elle a, en tout cas, des conséquences politiques et sociales importantes. Selon Bergson, la morale sociale est strictement liée à la morale individuelle, et référence à un tout vital, cosmique, dynamique, infiniment plus large. La mystique, donc, peut et doit être transformatrice de la démocratie. Mais celle-ci n'est guère réaliste. La « civilisation » ne fait que déplacer l'état de guerre primitif : non plus chacun contre chacun, mais des groupes de plus en plus larges dotés d'instruments de plus en plus puissants. Pour être plus larges, ils n'en sont pas moins « clos ».

Ce qui peut nous sauver, c'est seulement l'idéal du moi qui transcende le social et provient de l'élan mystique créateur. La société ne peut être que « verte » que par des individus. La vraie moralité n'est pas dans l'obligation mais dans l'aspiration : un élan vers qui est aussi un élan par. Les créations démocratiques sont, à l'origine, le fait d'un génie moral inventif. Égry, proche de Bergson, dénonçait la mystique qui se dégrade en politique, mais défendait la politique qui s'inspire de la mystique. Certes, ces héros, ces conquérants, ne font que définir un limite idéale qui ne se réalisera jamais. Mais c'est cet idéal qui commande tout progrès, même s'il lui arrive de retomber dans le « clos » : la mystique, seule, peut faire passer la société vers un autre stade.

Une dialectique du « clos » et de l'« ouvert » permettrait de réaliser des éléments positifs dans le cadre même de notre civilisation. Il ne s'agit pas de lutter contre la science et la technique : la domination de la nature par l'homme est bonne, et il faut la poursuivre. Mais le progrès technique doit se doubler d'une organisation politique et sociale à sa taille, éclairée par un type de science nouvelle, qui soit une investigation de l'esprit et non plus seulement de la matière.

La mystique n'apporte pas la « certitude définitive », mais l'archétype fondamental. C'est cet archétype qui engendre l'action créatrice. Bergson en appelle à une visée cosmique, universelle, non pour satisfaire la pré-

tention de savoir le tout, mais pour refuser aux parties de se prendre pour le tout. Il délivre de l'impartialité qui consiste à se prendre pour tout et pour centre, aussi bien dans le domaine du savoir que de la politique. La référence à la mystique est essentielle pour cette délivrance. Mais je ne voudrais pas donner l'impression de boucler la boucle.

Dans un résumé, j'ai pu paraître présenter la philosophie de Bergson comme un tout, et le livre de Marie Carliou comme un exposé de cette totalité. Il n'en est rien. L'appel à un au-delà, l'ouverture vers un perpétuel dépassement sont toujours présents. L'élan vital anime cette pensée même et ne lui permet pas de repos. Le livre de Marie Carliou répond à cette attitude. Sa lecture de Bergson sait être à la fois personnelle, originale et objective. Le style lui-même est direct, souvent interrogatif — d'une interrogation qui s'adresse à la fois à Bergson et au lecteur. Il est bien, en effet, une lecture à haute voix, qui fait toujours mieux apparaître le « visage » de Bergson.

LIVRES REÇUS

— *Matérialisme, dialectique et logique*, par Pierre Raymond, éd. Maspéro, 1977, 35 F. En face des faiblesses des philosophies des sciences aussi bien que des réactions anti-philosophiques des savants, apparaît la nécessité de l'alliance du matérialisme et de la dialectique.

— *Maurice Pradines ou l'Épopée de la raison*. Association des publications près les universités de Strasbourg, éd. Ophrys, 1976, 110 F. Recueil d'articles, réunis et présentés par André Grappe et Roland Guyot, qui resuscitent une œuvre capitale trop oubliée.

— *Temps et musique*, par Eric Emery, éd. l'Age d'Homme, Lausanne, 85 F. Évolution de la notion de temps et de son rôle en musique, apparition aujourd'hui d'une nouvelle conception du temps en composition musicale.

— *Science et métaphysique*, colloque de l'Académie internationale de philosophie des sciences, avec Vuillemin, Costa de Beauregard, éd. Beauchesne, 1976, 55,20 F.

De la connaissance selon saint Thomas d'Aquin, par Joseph Moreau, Beauchesne, 1976, 37,60 F.

— *La Nette bleue et la Repasseuse*, par Marthe Jourdan, éd. la Pensée universelle, 1976, 21,40 F. Tentative personnelle et originale pour s'adresser en termes simples à tout le monde en parlant des plus grands problèmes à partir d'exemples quotidiens, par un « amateur de philosophie ».

CORRESPONDANCES

A propos du « Sens de la recherche »

LEXICOS existe, je l'ai même rencontré. A propos d'un message fort discourtois que Chroniques, qu'il estimait pourtant, lui a adressé. Le décalage est facile, tous les amis de Lexicos y sont parvenus. Car Chroniques est en proie, depuis trois ans ou moins, à une double obsession : l'Université — où il croit qu'on est payé à ne rien faire, et l'analyse des discours politiques. Que la première permette de moderniser la seconde, et les deux idées fixes ne font qu'une : insurmontable. Pauvre Chroniques ! L'Université lui avait pourtant ouvert ses portes. Mais il a été éliminé par les règlements administratifs. Il a une telle capacité de travail, Chroniques, peu d'étudiants à son séminaire et peu de soucis pour les examens : Lexicos le remplace si nécessaire.

C'est juste d'ailleurs, car il n'a pas les lourdes charges qui pèsent sur le journaliste. Comme cet anti-turbo-prof qu'on ne rencontre à aucune première, à aucun gala, qui ne se dépense pas dans les couloirs et les conseils, fait son métier sans tapage, Chroniques croit qu'il n'est pas là. Et pour cause, Chroniques vient rarement à l'Université. Quand il pénètre dans sa salle de séminaire, il l'oriente vers la machine de Lexicos, et pour son plus grand malheur, confond une perforatrice et un ordinateur, une cafetière et un turbo-propulseur. S'il avait su, pauvre Chroniques !

Lexicos n'a pas à demander à ses étudiants de compiler les mots : l'ordinateur le fait en quelques secondes, sans se tromper. Il aurait éprouvé eux, Chroniques, que le Centre — qu'il a co-dirigé — n'a pas les moyens de se payer des ordinateurs et que, sans aide de crédits extérieurs à l'Université, aucune étude n'aurait pu être poursuivie. Quelle caution et quelle garantie pour Chroniques, mais voilà, trop pressé, il n'a pas eu le temps de s'informer.

Après tout, un journaliste n'est pas un savant. L'essentiel, pour Chroniques, est qu'il soit informé scientifiquement. Sur ce terrain, Lexicos l'a aidé : il lui a indiqué, grâce à ses ouvrages, quel était le contenu du discours politique du général de Gaulle : une bonne introduction pour son épopée de la République gaullienne. Il réclame avec Jacques Chirac et compte les

mois comme l'ordinateur. Aucune étude, aucun démenti. Quand Démocratie française tombe sur sa table, il est alors débordé par son idée fixe et écrit quelques lignes aussi mécaniquement qu'une machine mal programmée (1). Mais l'étude scientifique réclame que les mots les plus fréquents ne sont pas ceux dont Chroniques avait espéré qu'ils le fussent. Cela est dû à un simple phénomène : un savant collègue, dont le verbe est communicatif, ne l'avait porté à la connaissance de confrères de Chroniques au cours d'égarements et de libations.

Chroniques tente alors de se rattraper en disant que les mots qu'il a découverts sont les plus importants. Lexicos lui a pourtant expliqué que l'ordinateur révèle aussi bien les mots les plus fréquents que le non-dit et les mots rares, et qu'ils sont l'un et l'autre porteurs de sens. Mais écrire que « tolérance » est le mot le plus fréquent de Démocratie française, bien que cité une fois sur trente-deux mille mots, est un non-sens.

Pauvre Chroniques ! Sa rage n'a plus de limites. Il tente alors de ridiculiser à la fois la méthode et celui qui l'applique en considérant qu'il est responsable de son propre ridicule. Il commet alors de nouvelles erreurs. S'il veut parler du complot des mots, ce n'est pas en 1930 que la méthode a été inventée : les mass-médias compilaient le mot Dieu dans la Bible, voilà onze siècles. S'il fait référence à la linguistique statistique, science récente, elle est en pleine expansion : en littérature, en psychiatrie, en histoire, pour l'analyse des conflits sociaux, dans le décodage des textes internationaux...

Ere, peu de domaines y échappent. Pauvre Chroniques, il lui reste à griffonner au fil de la semaine quelques mauvaises lignes qui lui permettront, pense-t-il, de briser cet ordinateur, cause de ses malheurs. « Ignoré nulle cupidité ».

JEAN-MARIE COTTERET,

professeur au département de science politique de la Sorbonne, directeur du centre de recherches sur l'information et la communication.

(1) Le Monde du 12 octobre 1976.

Au Théâtre des Amandiers

Sous le titre « Mariusaux redécouvert », nous avons publié le 13-14 février un « croquis » signé de M. Robert Baniol, qui prenait à partie des moines, spectateurs d'un théâtre populaire. M. Pierre Debauche, directeur du Théâtre des Amandiers à la Maison de la culture de Nanterre, où était représentée jusqu'à l'automne la Dispute de Mariusaux dans une mise en scène de Jacques Chénou, nous communique, en guise de réponse, un certain nombre d'informations intéressantes sur l'activité de son théâtre :

« Qui vient au Théâtre des Amandiers - Maison de la culture de Nanterre - 75 des adhérents habitent Nanterre et les Hauts-de-Seine ; 50 % viennent par

Einstein plombier

M. H. Bacry, professeur de physique théorique à l'université d'Alz-Marseille II, conteste la citation d'Einstein et son interprétation, contenues dans l'article de M. Marcel Landowski, « Une nouvelle sagesse » (le Monde daté 20-21 février). Il nous écrit notamment :

« Einstein n'a pas dit « Quel malheur que je n'aie pas été plombier » mais « plutôt devenir plombier ou colporteur que physicien » (1). Selon M. Landowski, il s'agit d'une « étrange boutade d'Albert Einstein après ses découvertes dans le domaine nucléaire », alors que l'auteur commente ainsi sa déclaration dans sa lettre à Born le 17 janvier 1955 : « Ce que je voulais dire, c'était seulement ceci : dans les circonstances actuelles, je choisirais un professeur ou le gain de mon pain quotidien n'aurait rien à voir avec la recherche des connaissances (2) ».

Ce est loin de la « dimension prophétique » mentionnée par M. Marcel Landowski. Mais il est vrai et c'est à sa décharge — que la presse internationale a interprété un peu hâtivement la célèbre sentence d'Einstein. Max Born lui-même s'était laissé prendre à cette interprétation. La présente mise au point me paraît d'autant plus nécessaire.

(1) Albert Einstein, Max Born : Correspondance 1916-1955. Ed. du Seuil, p. 243.

(2) Op. cit., p. 244.

INVENTIONS

La tête et les mains

L'en dépense, dans le monde, de l'ingénierie, de l'invention, de l'effort et de la méthode, pour faire avancer la science et la technique, pour « sophistiquer » les mécaniques. Il s'en écrit, des pages, pour glorifier le design et les designers, tout ce qui est censé nous embellir et nous rationaliser l'ordinaire. Mais est-ce qu'on a bien commencé par le commencement, est-ce que le progrès a bien progressé dans l'ordre ? C'est ce que je me demandais l'autre jour en attendant les quais de la gare de Lyon (les fameux chariots sont toujours ailleurs, à l'autre extrémité, vous avez remarqué ?), avec une valise de quinze kilos au bout du bras, et mon mouchoir plié en seize pour n'avoir pas la main soignée par la poignée.

Valise à roulettes

Le monsieur qui a dessiné cette valise a pensé à beaucoup de choses, aux serrures, aux coins ergonomiques, aux courroies, aux couffins à l'intérieur — mais il ne s'est pas dit que si le style c'est l'homme (ou, je sais : « le style est de l'homme même »), la poignée c'est le point névralgique de la valise, très exactement le point par où l'on souffre. Et que, par conséquent, ce qui importerait avant tout serait de dessiner une poignée adaptée à la main qui porte, c'est-à-dire une poignée large et non pas étroite, souple, et non pas dure, sans arêtes sans coutures, modelée sur les quatre doigts arqués qui soutiennent pas dessous, et le pouce plus qui maintient de côté. Moyennant quoi porter une valise ne serait plus obligatoirement un supplice. Messieurs les designers, songez, s'il vous plaît, aux poignées de valises.

En revanche, la valise à roulettes incorporées, propre à être remorquée et non plus portée, est une de ces modestes merveilles qui changent l'existence. Une des grandes conquêtes de l'humanité souffrante. Quelques choses comme la brouette chinoise par rapport à la brouette occidentale. La prochaine fois, je n'hésiterai pas. La valise à roulettes, dans le tableau technologique du siècle, a beaucoup plus d'importance, à mon avis, que la fusée spatiale, parce qu'elle change la vie de beaucoup plus de gens.

Une autre invention capitale : le levier à débloquer les couvercles de boîtes. Je connais une personne qui mourait d'insomnie à côté d'un bocal de cornichons (Dieu sait pourtant si elle les aime !), faute de vigueur suffisante dans les poignets, et à qui le cadéau d'un levier à débloquer les couvercles a rendu un peu de confiance en soi. Or quel de plus simple dans la conception, et de plus ingénieux en même temps ? Un très grand bravo pour avoir sa statue quelque part.

Bruits de portes

Mais les années de tasses impossibles à tenir, entre trois doigts, les emballages pharmaceutiques indéchiffrables... les manches de cuillères, les originaux mais filiformes (dans ce domaine, rien de mieux que le dix-huitième, lequel ignorait le mot de « fonctionnel », n'est-ce pas ?). Mais les portières de voitures ! Ici, il s'agit de bruit : au son, une automobile normale n'a pas quatre portes, on le sait, mais dix ou douze, la nuit surtout. Les portes d'ascenseurs, de réfrigérateurs, on les fait silencieuses depuis des années. Dans la voiture, ce serait bonnement plus essentiel que l'allume-cigares ou le dessin du tableau de bord. Messieurs les constructeurs, objectif urgent : le silence de vos portières !

Messieurs de l'électro-ménager, l'absorbant électromagnétique à pousser, pour appartements, c'est certainement réalisable, désormais. Alors, pour quand ?

Messieurs les urbanistes, les trottoirs roulants, remède à la démenche de la circulation dans les villes, c'est pour bientôt ? Et les tranchées, toutes canalisation, recouvertes de simples dalles amovibles, qui auraient dû mettre fin depuis longtemps au cauchemar de l'éventration perpétuelle des rues, Auguste Perret les a réalisées lors de la reconstruction de Brian après la guerre, non ? En bien ?

Qu'il y avait de choses à faire avant le sous-marin nucléaire, l'avion supersonique ou le canon automatique, et à moindre frais, vous ne trouvez pas ?

JEAN GUICHARD-MEILL.

صلى الله عليه وسلم

D'UNE RÉGION A L'AUTRE

Alsace

AVANT LA MISE EN MARCHÉ DE LA CENTRALE DE FESSENHEIM

Les mouvements de protestation anti-nucléaire s'amplifient des deux côtés du Rhin

Fessenheim. — La « divergence », c'est-à-dire la fissure du premier noyau d'uranium, doit avoir lieu lundi 7 mars, à la centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin). Quelques jours plus tard, l'usine fournira de l'électricité. Depuis six ans, l'équipe d'ingénieurs chargée de la construction et de la mise en marche de la centrale attendait cet instant capital, plusieurs fois différé pour des raisons techniques et aussi à cause de l'attentat du 3 mai 1976, dont les dégâts ont été estimés à plusieurs millions de francs. Ce samedi, plusieurs marches « antinucléaires » devaient avoir lieu en Alsace.

Dans le petit village de Fessenheim, jusqu'à présent calme et confiant, à quelques jours de la « nucléarisation », l'agitation commence à se répandre. Il n'y a pas si longtemps, on ne voulait voir que « le bon côté des choses ». La construction de la centrale créait des emplois, redonnait vie au bourg. Les commerçants, surtout, s'y enrichissaient. La taxe professionnelle — 800 000 F par an — devait arroser le budget moderne de la commune. « Il faut bien être de son temps », disait-on. On n'arrêtait pas le progrès.

An cet des Deux Clés, où se retrouvent après le travail les ouvriers d'E.D.F., l'optimisme demeure. Le patron, M. Alain Corrége, plaide en faveur du nucléaire. « Ce n'est pas dangereux », affirme-t-il, « moi-même, en tant que chef d'entreprise, j'ai vu que les usines chimiques de Rhône-Poulenc installées à quelques kilomètres en amont de la centrale... » « J'ai travaillé à la

centrale, reprend un ouvrier, les mesures de sécurité y sont exceptionnelles et ça paraît bien. » Les gens « prient » pour que les tranches 3 et 4 soient réalisées. Pourtant le cœur n'y est plus. M. Gilbert Meyer, conseiller départemental du R.P.R., tête d'une liste à la mairie de Fessenheim, naguère défenseur convaincu d'E.D.F., hésite aujourd'hui. Il souhaite, à son tour, qu'une commission de contrôle apporte toutes les garanties.

A quelques kilomètres du grand bloc de béton où se « cuisine » la fission de l'uranium, dans la petite maison de l'écluse, à Roggenhouse, sept personnes jeûnent depuis vingt-trois jours. Elles protestent contre les méthodes d'information du pouvoir et demandent des garanties : la publication du plan « Orsec-rad » au cas où, des exercices d'alerte dans la population, un contrôle des installations avant la mise à feu du réacteur. Des revendications raisonnables, largement appuyées par la population. « Au début, on disait : les voyous de la-bas, les communistes, nous sommes avec eux. »

Sept plateaux de chêne. Epuisés, les jeûneurs, qui se traînent du haut du lit, sont régulièrement suivis par les médecins du pays. Des femmes de Roggenhouse viennent faire le ménage, le menuisier du bourg leur a offert sept plateaux de chêne : « Heureux les doux et les pacifiques », a-t-il gravé sur l'un d'eux. Mais le responsable de la construction de la centrale, M. Paul Roussel, a beau affirmer

De notre envoyé spécial

« Les jeûneurs font ce qu'ils ont à faire, on respecte leur opinion, mais il n'y a aucun rapport entre eux et nous. Pour E.D.F., pour les élus, pour le préfet, les « jeûneurs » sont les « gènes ». Leur action n'est pas vaine, même si M. Gabriel Gilly, le préfet de Haut-Rhin, souligne que « c'est uniquement par bonne volonté qu'il a accepté un dérogement de la commission de contrôle de la centrale ». Y siègent en plus des membres du conseil général, quatre représentants des associations écologiques et trois maires des communes les plus proches de Fessenheim. Les jeûneurs ne sont pas pour autant satisfaits et continuent leur mouvement. Ils estiment que si la commission de contrôle est bien « indépendante », elle n'est cependant pas « compétente ». Ils demandent que des scientifiques — « n'appartenant ni à E.D.F. ni au pouvoir — puissent y siéger. » Une question, réplique M. Henri Goetschy, président C.D.S. du conseil général du Haut-Rhin et président de la commission, nous devons faire confiance aux experts désignés. Il n'y a aucune raison de mettre en doute leur bonne foi.

C'est la peur mythique de la bombe atomique qui anime les écologistes, c'est irrationnel. Si l'état écologiste dit le préfet, le serait favorable aux centrales nucléaires car elles sont les moins polluantes. Mais on sait que, dans ce domaine, les meilleures argumentations peuvent être mises en cause : « qu'on nous donne des preuves irréfutables », répliquent les gens de bon sens, les paysans de la région. « Ils s'agit de nous faire confiance, rétorquent les ingénieurs, c'est trop difficile à expliquer. »

La centrale est entourée d'une double barrière de protection. Jour et nuit, des gardes et des chiens en surveillent les abords. Pour y entrer, les formalités sont sévères, un gardien en uniforme escorte le visiteur : sur sa ceinture, le signe de la radio-activité. Le progrès ne se fait pas sans risque, certes. On comprend ici que l'évolution vers une société plus répressive pour « raison de sécurité » n'est pas le moindre des périls. Les projets nucléaires des pays riverains — Gersheim, Fessenheim, en France ; Kaiseraugst, en Suisse — sont combattus par l'ensemble des populations concernées. « Les vents dominants rabattent la pollution vers l'Allemagne », a voulu rassurer le préfet. C'était un peu tendre l'oreille à la petite internationalité qui est en train de naître. Autrefois, nous tirions les uns sur les autres pour la gloire de nos maîtres, écrit le chanteur alsacien François Brupp, aujourd'hui nous nous sommes ensemble une nouvelle garde du Rhin. Au nucléaire multinational correspond une protestation sans frontières.

Les jeûneurs de Roggenhouse reçoivent des témoignages de sympathie du monde entier. Dans le pays, un peu partout, chaque week-end, on organise des jeunes de soutien. Plus personne n'oserait aujourd'hui les accuser « d'être en cachette au garde-manger ». Aussi à « divergence » au cœur de la centrale, qui aurait dû être l'occasion d'une heure de gloire scientifique, se fera-t-elle sans manifestation solennelle. C'est que dans les esprits il y a bien d'autres « divergences » qui, en apportant le doute, ont tout empoisonné.

CHRISTIAN COLOMBANI.

ÉCONOMIE

DIALOGUE SOCIAL OU ÉLECTORAL ?

Réaffirmant son attachement à la politique contractuelle, M. Raymond Barre, dans sa déclaration à l'A.F.P., le 1^{er} mars, avertit les syndicats à un dialogue plus constructif. Cela « en dépit des attaques systématiques et virulentes (...) de certains dirigeants d'organisations syndicales politisées ». Peut-être aussi, le premier ministre a-t-il senti que, s'il peut rester sourd aux « clameurs » des manifestants, il ne peut toujours garder le silence devant les protestations de plus en plus fortes que suscite le blocage, de fait, des négociations paritaires. Tout comme la C.G.T., la C.F.D.T. ou la FEN, les « réformistes » de la C.F.C.T. et de la C.G.C. durcissent leur attitude et s'impatientent. La centrale chrétienne, pour sa part, estime que « beaucoup d'employeurs en rajoutent en matière de rigueur salariale, ce qui ne les empêche d'ailleurs pas de réclamer avec véhémence des hausses de prix parfois substantielles ».

M. Séguin avait estimé que ce gel des négociations violait la loi de 1950 sur la liberté des discussions salariales.

Autre facteur de réflexion : les manifestations pour l'emploi, affirmant la C.F.D.T. et la C.G.T., ont été vigoureuses et des augmentations de salaires sont « arrachées » aux chefs d'entreprises plus souvent qu'il ne paraît.

Certes, il est dangereux pour le gouvernement et le patronat de peser de façon trop excessive sur le couvercle de la marmite sociale quand la pression monte à l'intérieur. Le premier ministre, de son côté, doit savoir ne pas pousser trop loin le capitalisme vis-à-vis des syndicats. Mais ceux-ci n'ignorent pas non plus les risques, aux yeux des travailleurs, de refuser par principe, comme stérile ou compromettant tout contact avec « l'autre camp ».

Quoi qu'il en soit, de propos à la cantonade en discours publics, les téléphones ont fini par fixer divers rendez-vous : MM. Jacques Tessier et Jean Bernard pour la C.F.C.T. seront reçus lundi 7 mars par M. Barre. Le lendemain, M. Bergeron et une délégation F.O. s'entreveront avec M. Ceyrac. Ils montreront au C.N.P.F. « les conséquences du blocage des négociations alors que, dans nombre de cas, les patrons vont au-delà des recommandations gouvernementales ». Vendredi 11, les dirigeants de la C.G.T. rencontreront le ministre du travail qui verra également à bref délai la C.F.D.T.

Il reste que, à quelques jours des municipales, « insaisissable » ou non à l'agitation, chacun veut faire bon visage aux syndicats. Aussi, M. Barre et M. Séguin ont-ils dit tout haut qu'ils ne combleront pas dans le nouveau électoral. Ils ne seront pas seuls... — J. R.

EMPLOI

Le gouvernement a présenté un plan pour résorber la crise à Decazeville

« Bien que les problèmes restent très graves, l'avenir de Decazeville paraît maintenant assuré », a déclaré M. Robert Fabre, qui conduisait une délégation de parlementaires de l'Aveyron, ce vendredi 4 mars après-midi par le premier ministre, M. Raymond Barre. M. Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, député, maire de Villefranche-de-Rouergue, avait, notamment, à ses côtés, MM. Roland Boscardy-Monservin, sénateur, républicain, et Jean Puchet, président du conseil général de l'Aveyron (rép. indép.).

Au cours de l'entrevue de vendredi, M. Raymond Barre a fait connaître les grandes lignes de la solution intervenue pour consolider la situation des aciéries et des usines métallurgiques de Decazeville.

Une contribution du Fonds de développement économique et social, de l'ordre de 23 millions de francs, permettra de renforcer la situation de la sidérurgie et de la métallurgie dans le département de l'Aveyron et ouvrira aux entreprises de nouvelles possibilités pour la diversification de leurs activités.

Mais cent quatre-vingts licenciements interviendront, assortis d'une promesse de remboursement de cent salariés dans les vingt et un mois. Les licenciés bénéficieront des protections sociales les

plus étendues : 90 % de leur salaire pendant un an et, ensuite 70 % pendant six mois au titre de la formation professionnelle. Enfin, le premier ministre a indiqué qu'en accord avec la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale, on recherchait de nouvelles implantations d'entreprises, ce qui ouvrirait de nouvelles perspectives pour Decazeville.

Les parlementaires de l'Aveyron se sont réjouis d'être intervenus et sont repartis rassurés, mais, ont-ils déclaré, « encore faudrait-il que les décisions se traduisent dans les faits ».

PATRONAT

Le C.J.D. : les chefs d'entreprise ne veulent pas devenir « les fantassins des barons »

Le Centre des jeunes dirigeants d'entreprise (C.J.D.) répond, dans un communiqué, à la prise de position récente de l'UNICER (Union des chefs et responsables d'entreprise) à propos des nationalisations (le Monde du 12 février).

« L'UNICER (...) s'enferme dans le débat spirituel et simplificateur d'un choix entre le libéralisme et le collectivisme (...). Pour des milliers de chefs ou dirigeants d'entreprise, notamment petites et moyennes, ce n'est pas en ces termes que se posent les choix. Car ils ont conscience de vivre d'ores et déjà dans le cadre d'une société d'économie mixte. Et ils connaissent les difficultés d'une concurrence sans merci des grands groupes industriels et financiers, privés ou publics. Des milliers de chefs ou dirigeants d'entreprise refusent aujourd'hui de devenir les fantassins des barons et des « nationalisables » du patronat. (...) »

LA MASSE MONÉTAIRE A AUGMENTÉ DE 12,6 % EN 1976

Le taux de croissance de la masse monétaire française s'est établi à 12,6 % en 1976 contre 15,3 % en 1975, indique le Conseil national du crédit. L'expansion monétaire, encore très rapide pendant les deux premiers mois de 1976, a suivi par la suite une pente de l'ordre de 11 %. L'accroissement des crédits à l'économie, très vif durant les premiers mois de l'année, s'est ralenti à partir de mai.

EQUIPEMENT

LE PREMIER MINISTRE ADRESSE AUX PRÉFETS DES DIRECTIVES STRICTES

La fin de la « rénovation-bulldozer » ?

Le premier ministre s'intéresse, lui aussi, au cadre de vie des citadins. Dans une lettre qu'il vient d'envoyer aux préfets, M. Raymond Barre rappelle les grandes lignes de la nouvelle politique urbaine du gouvernement, déjà illustrée par quelques remises en cause spectaculaires, mais qui relève aujourd'hui d'une « politique de longue haleine ».

« Les interventions massives qui bouleversent des quartiers entiers doivent laisser place à un enchaînement d'opérations sensiblement plus modestes, plus respectueuses du patrimoine et de ses occupants. Ces opérations doivent combiner les types d'intervention pour définir un programme équilibré adapté à la situation locale ».

Il importe aussi d'enrayer la dégradation physique et sociale de certains grands ensembles qui risquent de se transformer en ghettos. Enfin, « vous veillerez, écrit M. Barre aux préfets, à ce que ces opérations ne dépassent pas les possibilités financières de l'Etat et des communes ».

A ce propos, M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'équipement, qui présentait à la presse, vendredi 4 mars, trois circulaires (sur le Fonds d'aménagement urbain, les études préalables d'urbanisme et la réhabilitation des grands ensembles) a rappelé que « les opérations lancées à de trop vastes échelles, dont le coût financier, immobilier, ou en équipement est excessif, qui sont soumises à des aléas trop incertains, seront proscrites ».

Une centaine de dossiers. Le Fonds d'aménagement urbain fonctionne en fait depuis l'an dernier et il a déjà approuvé, a indiqué M. Claude Comuau, son secrétaire général, une centaine de dossiers et

distribué 44 millions de francs, correspondant à un montant de travaux de 128 millions de francs. Deux exemples de ces opérations plus modestes mais plus intéressantes témoignent de cette nouvelle façon de travailler.

A Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne), les rues étroites du centre ancien ne peuvent accueillir les voitures, et beaucoup de ruelles de chaussées ont été transformées en garages. Il n'y a plus de boutiques : la ville se meurt. Le projet approuvé par le F.A.U. (3 millions de francs, dont un tiers de subventions) prévoit de démonter une halle de bois, de créer un parc de stationnement public souterrain de trois cent cinquante places afin de réinstaller des boutiques dans certaines ruelles de chaussées. Une fois reconstruite, la halle abriterait non seulement le marché, mais, aux heures creuses, les activités d'associations. Enfin, les gravats et la fouille du parking serviraient à remblayer les berges pour créer une promenade.

Autre exemple : à Metz (Moselle), dans le quartier Sainte-Croix, la ville antique rachète tout, un lot de maisons anciennes pour y aménager un foyer de personnes âgées, des logements pour personnes isolées, quelques H.L.M., une crèche, des boutiques. La place et les rues voisines seraient réservées aux piétons. L'ensemble coûterait 8,8 millions. L'Office d'H.L.M. fournissant l'essentiel des crédits, le F.A.U. versera un million de francs.

Au lieu d'ajouter des procédures nouvelles à celles qui existent déjà (rénovation, secteurs sauvegardés, réorption de l'habitat insalubre, etc.), le F.A.U. doit coordonner ces réglementations et les appliquer avec le souci de répondre aux véritables besoins des villes en finançant aussi des opérations qui n'entrent pas dans les catégories officielles. Il s'agit, lit-on dans la circulaire, de « mettre en œuvre dans chaque ville une véritable stratégie face à l'évo-

lution spontanée du milieu urbain ». Le FAU peut ainsi financer aussi bien l'aménagement de rues et de places, la modernisation d'immeubles tout en limitant les hausses de loyers, la création de parcs de stationnement, la restauration architecturale ou l'installation d'équipements sociaux ou culturels, notamment dans des bâtiments classés monuments historiques. Pour cela il dispose en 1977 d'environ 60 millions de francs pris sur différents chapitres budgétaires auxquels s'ajoutent 400 millions de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH). Le FAU accorde des subventions de 35 % du coût des tra-

vaux, 50 % pour les acquisitions foncières et 70 à 80 % s'il s'agit de reloger des familles très démunies. Selon la circulaire, le FAU a trois objectifs principaux : empêcher que la modernisation des quartiers anciens en chasse les habitants aux ressources modestes ; rendre aux collectivités locales leurs responsabilités ; assainir les pratiques financières grâce à des subventions importantes mais non réversibles. La coordination administrative devant par la suite être assurée dans chaque département, les responsables de cet organisme vont entreprendre, d'ici à l'été, un tour de France pour exposer leurs méthodes de travail.

MICHEL CHAMPENOIS.

TRANSPORTS

LE « GLOBTİK VENUS » APPAREILLERA DANS LES PROCHAINS JOURS son armateur

Le pétrolier « Globtik Venus » quittera La Havre dans les prochains jours avec un équipage de marins et d'officiers non syndiqués, a annoncé vendredi soir 4 mars à Londres le propriétaire de la flotte de pétroliers dont fait partie le navire, M. Ravi Tikko.

Ce « défilé » répond à l'avertissement des leaders du syndicat des marins « prévisibles », M. Tikko, qui réagissait le boycott de ses bateaux dans tous les ports du monde. Cinq heures de discussions avec les délégués syndicaux dans les bureaux de l'armateur s'étaient achevées jeudi soir sans résultat.

An Havre, les autorités portuaires, qui ont fait procéder à une visite du navire à bord duquel ne se trouve qu'un équipage réduit, ont estimé que le « Globtik Venus » pourrait représenter un danger pour la navigation dans le port.

COURS D'ANGLAIS ACCÉLÉRÉ CET ÉTÉ A VANNES

Le Service de Formation Continue de l'Université de Haute-Bretagne (RENNES II) organise à Vannes (Morbihan), du 4 au 22 juillet 1977, un cycle d'ANGLAIS en enseignement accéléré de 90 heures.

- Ce stage s'adresse à toutes les personnes désirant acquérir rapidement une pratique efficace de l'anglais parlé.
- La formation sera assurée par une équipe d'enseignants de l'Université.
- L'accent sera mis sur toutes les formes de la communication : méthodes audio-visuelles, magnéto-copie, laboratoire de langues, travail en groupes, restreints, etc.
- Un hébergement pourra être assuré pour tout participant qui en fera la demande.

Les inscriptions peuvent être prises soit au titre du 1 % de la taxe sur la Formation Continue, soit à titre individuel.

Pour tous renseignements, s'adresser à : SERVICE DE FORMATION CONTINUE UNIVERSITÉ DE HAUTE-BRETAGNE 6, avenue Gaston-Berger - 35043 RENNES CEDEX. Tél. : (02) 39-09-40 ou 39-20-33 (poste 445).

OUVERTURE
du salon international
de l'agriculture



porte de versailles
du 6 au 13 mars
tous les jours de 9h à 19h



LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

VITICULTURE

« Le pouvoir central est sourd à nos revendications » assurent les comités d'action un an après le drame de Montredon

Narbonne. — Venu de l'Hérault, du Gard et de tous les cantons avoisants, exactement un an après le drame de Montredon, se sont retrouvés cinq ou six mille, vendredi 4 mars, des hommes ont tenu la mort d'Emile Pouyès, un viticulteur, et l'officier de C.R.S. Joël Le Goff.

Cette manifestation du souvenir s'est déroulée dans le calme et la dignité. De nombreux élus représentant les partis de gauche ainsi que des dignitaires des syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.N. occupaient les premiers rangs de la foule rassemblée sur la guinguette. De très nombreux maires avoisants s'étaient également joints à la foule, venue comme en pèlerinage.

Après une minute de silence, M. Georges Fabre, au nom du CRAV (comité régional d'action viticole), lut un communiqué commun des syndicats et déclara notamment : « Nous sommes encore à vos côtés. Le sacrifice d'Emile Pouyès ne sera pas inutile. » Puis le porte-parole du CRAV, M. Michel Romain, s'adressa à ces termes à ses pairs : « Nous sommes des hommes droits, simples et justes. Le pouvoir central est sourd à nos revendications. Notre situation est la conséquence des entêtements officiels. » Il ajouta : « Emile Pouyès, tu n'es pas mort pour rien. (...) Dans notre pays de vignes, nous sommes aujourd'hui aux prises avec des hommes qui réalisent des profits énormes, à soixante-dix ans de distance rien n'a changé, mais des hommes sont morts par la faute des mêmes fraudeurs.

Si la République avait été plus juste, plus digne, plus fraternelle, les deux hommes n'auraient pas été des victimes. »

Dans une longue allocution, M. André Cazes, l'ancien leader des comités, stigmatisa ensuite le comportement des responsables gouvernementaux : « Avec Giscard, c'est le couperet. Et il lança un appel à la complémentarité de l'action pour conclure : « Le pouvoir est incapable et a perdu sa crédibilité. »

Pour terminer, M. Michel Romain déclara notamment : « Après certaines échéances, nous serons dans l'obligation de remettre les choses en place. D'ores et déjà nous prenons date, car il faudra à nouveau réclamer la justice. » — G.R.

MAL DE MIDI

La « guerre du vin », qui s'est amorcée à l'automne 1973, a ses martyrs. 1976 s'inscrit dans la légende vigneronne après 1907, autre année meurtrière, celle de la « révolte des vignerons ». Comment en arrive-t-on là ? Parce que deux viticulteurs qui avaient saigné les chais d'un négociant dans l'Ain sont arrêtés. Parce que tout le Midi prend cela comme une nouvelle brimade, un nouvel acte colonial de la capitale contre le Languedoc-Roussillon. Parce que depuis une trentaine de mois, un sentiment d'injustice, qui provoque une méfiance surproduction, distillation, mévente, chute des cours, importations d'Italie et interminables discussions de Paris et Bruxelles, tenaille les vignerons, les pousse au désespoir, à l'émotion.

Depuis trois jours les médias de la région sans dessus-dessous : des dizaines de signaux ferroviaires détruits, des bâtiments administratifs endommagés, des stations d'autoroutes renversées... Les dégâts sont considérables. Le claquement des armes, l'odeur de la poudre, figent le Midi viticole hébété par tant de violence et de haine déchaînées, écorché par le goût du sang.

Toute la viticulture languedocienne en deuil, afflue le 6 mars dans un petit village des Corbières, Arquettes-en-Vall, pour les funérailles d'Emile Pouyès. Mais le ressort de la révolte est cassé. Les comités d'action viticole, qui depuis le début du mouvement, dispensaient peu à peu de la scène. Leur leader, M. André Cazes, le « seigneur de Leuc », se terre au milieu de ses vignes sous la protection de quelques fidèles.

Lorsqu'un viticulteur-complet de Lauregl, M. Albert Telesse, est arrêté pour sa participation à la fusillade de Montredon, « on ne rassemble à Béziers, Nîmes et Carcassonne le 3 avril pour « protester ». Le Languedoc lance « un ultime avertissement » aux pouvoirs publics le 29 avril : quelque cent cinquante mille personnes, massées sur l'esplanade de la Comédie à Montpellier, vignerons, ouvriers, enseignants, petits commerçants et artisans, techniciens de tout poil, scandent ensemble « libérez Telesse », « nous voulons vivre au pays ».

Désarçonné, traumatisé par le drame de Montredon, la viticulture trouve, apparemment, un point d'appui sur les autres catégories socio-professionnelles de la région. Les difficultés débordent en effet, largement le cadre viticole : une population qui vieillit ; des cantons qui se déspeuplent ; un chômage qui atteint un niveau record en France ; une spéculation immobilière qui gangrène le littoral ; une industrialisation qui ne se fait pas... Les courants occitans, dont l'influence croît, servent de liant. Pourtant cette manœuvre d'union sacrée « des Méridionaux » n'a plus guère l'occasion de se manifester autrement que par des communiés après le mois d'avril.

Active réglementation

Au sein même de la viticulture, les querelles intestines, un moment assourdis, recommencent. Longtemps contraints au silence — par la menace que l'on se fait — les représentants officiels des organisations professionnelles reprennent le pas sur les « meneurs » des comités d'action qui animent et radicalisent le mouvement depuis le début de la crise. L'Hérault « ne marche plus » avec l'Aude, et les Pyrénées-Orientales « se débrouillent » de leur côté. Chaque notable a son plan, le meilleur, et il en noie les colonnes de Midi Libre.

Le déclin du mouvement viticole — qui rappelle celui de Marcelin Albert lors des événements de 1907 — s'accompagne paradoxalement d'une intense activité réglementaire. Les promesses gouvernementales se réalisent enfin. Le 5 mars 1976, les ministres de l'Agriculture et des Forêts ont adopté, après deux ans de discussions stériles, un nouveau règle-

ment viticole européen moins libéral. Le 8 avril suivant, le décret de création de l'Office des vins de table (ONIVIT) est publié et un texte réglementant l'exercice de la profession de négociant est mis au point par le ministère des finances. Quelques semaines plus tard est créée une organisation interprofessionnelle qui permet à l'ONIVIT d'exercer réellement sa mission. Le plan de restructuration de 80 000 hectares de vignoble est adopté, le 19 janvier 1977, par le gouvernement qui donne néanmoins les dispositions les plus courageuses du rapport remis par M. Yves Bentegeat, commissaire à la rénovation du vignoble depuis 1975.

Tout ne se réalise pas cependant sans mal. L'Élysée s'oppose un moment à la création de l'Office des vins et ne l'accepte qu'après un incident de M. Jacques Chirac, premier ministre, qui s'est engagé, auprès des professionnels, à « faire passer » ce texte. Les négociants font le siège de M. Fourcade, Rue de Rivoli, pour que le projet de loi sur l'agrément de la profession de négociant ne retienne aucun « a priori » à l'exercice de la profession. Les représentants de la viticulture quittent au bout de quelques semaines le conseil d'administration de l'Office des vins puis y reviennent. L'accord interprofessionnel sur le prix d'achat minimum n'est guère respecté au cours de l'été 1976.

Malgré tout, on peut penser que la Midi commence à voir la fin de ses peines. Plus de manifestation violente, plus « d'opération de commando ». La fièvre vigneronne est retombée. Elle ne laisse qu'amertume et déception, la certitude inconsciente que le vin est oublié, abandonné par Paris, trahi par la France.

Ce sentiment anime tout le livre d'Emmanuel Maffre-Baugé : « Vendanges amères », qui retrace d'une façon poétique l'expérience de cet important responsable professionnel. Mais la passion ne fait pas bon ménage avec la raison. Le vigneron du Midi — « gros » ou « petit », — ne veut pas savoir qu'un tiers de la récolte régionale manque de couleur et de degré, qu'il faut donc la couper, qu'il faut donc importer des vins méditerranéens, algériens ou espagnols, pour la commercialiser. Il dit simplement : « Qu'on m'achète mon vin. Il est naturel. » C'est vrai. Il n'a pas le droit de chapitaliser, contrairement à toutes les régions plus septentrionales qui, faute de faire des degrés-sol, font des degrés-sucres.

Pourtant, il est persuadé qu'un complot est ourdi contre lui, que tout — la réglementation européenne libre-échange, la chapitalisation dans les régions extraméditerranéennes, la faiblesse de la filière italienne, les négociants affairistes et sans scrupules, l'intérêt fétide des pouvoirs publics — se ligue contre sa vigne. Il n'y a pas à en sortir.

Le mauvais vin chasse le bon

Mais que d'illusions à partir de cette idée centrale. Les uns s'engagent sur le chemin sinueux de la concertation avec le gouvernement et les négociants. Les autres entament une campagne pour faire autoriser la chapitalisation. Quant à M. Emmanuel Maffre-Baugé, l'homme du droit, élève dans la fureur juriste, écroulé par les débordements de mai 1968, foncièrement conservateur, — il en arrive à ne pas espérer qu'en cheminant vers la gauche, il demande désormais l'adaptation du droit de propriété, l'organisation de la production dans le cadre d'un véritable office, la mise au pas du négociant, trop préoccupé de ses intérêts financiers et indifférent à ceux des vignerons. « Maffre » patronne même la création d'un nouveau mouvement, le GERVIT, qui doit réfléchir à la solution des problèmes viticoles dans un cadre socialiste. Exagération, foucade, coups de

général typiques du tempérament latin ? Pour une part sans doute. Toutefois, comment ces hommes ne seraient-ils pas déçus ? Depuis des dizaines d'années la viticulture est en crise. Depuis des dizaines d'années le vin est dévalué. Cette fois c'est fini : on distille un bon coup, on arrache un peu, on replante ailleurs, on restructure, on organise, et tout ira bien. Mais voilà ! Après quelques années de manifestations et de réorganisation, on revient toujours à la même situation, comme dans un cauchemar : trop de vin, plus de 30 millions d'hectolitres ; pas de vente, moins de 350 000 hectolitres par semaine ; trop d'importations, 650 000 hectolitres en janvier ; pas de prix rémunérateur, quelque 10 francs le degré-hectolitre... N'y a-t-il pas de quoi se révolter ? Quand le père viticulteur bien sur 10 hectares, le fils s'y refuse petit à petit. Quand le père vivait heureux au pays, le fils rêvait de partir. Alors il résiste, s'obstine, refuse une destinée qu'il n'aurait pas voulu. Parce que l'économie viticole est implacable : le mauvais vin chasse le bon.

Pourrait-il un nouveau sursaut de colère dans le Midi viticole, un coup de tête au moment des élections ? Toujours, est-il qu'avant la manifestation anniversaire de Montredon les pouvoirs publics n'ont guère tardé pour alerter les autorités bruxelloises sur la dégradation des conditions de concurrence entre la France et l'Italie, qu'ils n'ont pas hésité à intimider les négociants pour qu'ils leur fassent restituer leurs achats dans la péninsule. Quels en seront les résultats ? Les événements de ces derniers mois rassemblent trop à un interminable « hoquet » pour que tout se règle d'un coup. Mais ne faudrait-il pas que les vignerons disent une bonne fois ce qu'ils veulent, que les pouvoirs publics en tirent les conséquences et qu'ils s'y tiennent contre vents et marées ? ALAIN GIRAUDO.

(1) Ed. J.-P. Ramsay.

LOGEMENT

Le ministère prévoit une nouvelle baisse des mises en chantier de logements

Le nombre des appartements terminés a diminué de 12,7 % en 1976

On ne devrait mettre en chantier en 1977 que 475 000 logements, contre 493 300 en 1976 (soit une baisse de 3,5 %, succédant à des baisses précédentes de 4,8 % des mises en chantier en 1975 et de 6,3 % en 1974). Cette prévision, qui estime à 280 000 (dont 150 000 H.L.M.) le nombre de logements à construire, est publiée dans le « tableau de bord conjoncturel du logement » (trimestriel) de la direction de la conjoncture du ministère de l'équipement.

En 1976, sur l'ensemble des logements construits, on dénombre 27 800 H.L.M. locatives (contre 114 800 en 1975 : — 23,4 %) et 60 000 H.L.M. en accession à la propriété (contre 61 000 en 1975 : — 17,6 %).

Quant aux 448 800 logements terminés en 1976, contre 514 300 en 1975 (— 12,7 %), 98 100 sont des H.L.M. locatives (— 13 %), 56 000 des H.L.M. en accession à la propriété (— 5,2 %), 78 000 ont été construits avec l'aide de P.S.I. (— 4 %), 35 300 avec l'aide de P.I.C. (— 17,9 %), tandis que le secteur non aidé, avec 183 800 logements terminés, connaît une chute de 17,2 %.

HANDICAPÉS

LES GRANDES ASSOCIATIONS EXPLIQUENT LES RAISONS DE LA JOURNÉE NATIONALE DES INFIRMES CIVILS

À la veille de la Journée nationale des handicapés et infirmes civils, qui a lieu le dimanche 6 mars, quatre grandes associations d'infirmes, chargées par le ministère de la santé de l'organisation de cette manifestation, ont expliqué les raisons de cette campagne annuelle de solidarité (1). « Toutes les barrières à l'intégration des handicapés moteurs ne sont pas visibles, beaucoup se créent en nous-mêmes, à notre insu, en fonction de notre attitude devant le handicap, que la société n'est pas encore habituée à recevoir. Il n'importe quel genre de handicap, à notre connaissance, M. Henri Thery, président du comité d'entente des associations. Obstacles à la communication, à l'information, mais aussi barrières de l'enseignement, de la formation scolaire ou professionnelle, puis du métier : c'est aussi pour « faire sauter » ces barrières que nous nous battons. Nous réalisons, que les associations de défense des handicapés ont pour but de lutter contre la discrimination, bien malgré elles, à la solidarité du public.

Récemment, des organisations minoritaires, regroupant notamment de jeunes aveugles et, au comité de lutte des handicapés, avaient protesté contre la « manifestation organisée » destinée, selon elles, à cautionner les carences des pouvoirs publics (Le Monde daté 27-28 février).

(1) Association des paralysés de France, Confédération nationale des sourds de France, Fédération nationale des malades infirmes et paralysés, Ligue pour l'adaptation du handicapé au travail, Siège du Comité d'entente : 103, rue du Faubourg-Saint-Hippolyte à Paris-8.

ACTION SOCIALE

M. GISCARD D'ESTAING A VISITÉ UNE RÉSIDENCE POUR PERSONNES AGÉES

Pendant près d'une heure, vendredi 4 mars, le président de la République a visité la résidence pour personnes âgées du centre social de la rue de Fontenay, à Vincennes, comme nous l'avons annoncé dans nos dernières éditions d'hier. Il a parcouru rapidement en compagnie de M. René Lenoir, secrétaire d'État à l'action sociale ; les locaux — restaurants, logements et terrasses — qui s'ordonnent autour d'un jardin intérieur.

La directrice du centre, Mme Souweyne, conseillère municipale de la majorité et responsable des six clubs du troisième âge de la ville, avait été mise au courant. Aussi, le repas de midi était-il particulièrement soigné. « Mais, de toute façon, la cuisine est bonne tous les jours, dit un pensionnaire, nous sommes des privilégiés. »

M. André Arnaud, adjoint au porte-parole de l'Élysée, a souligné, après la visite de M. Giscard d'Estaing, « l'action concertée du gouvernement, action qui porte à la fois sur les ressources et sur les conditions de vie des personnes âgées. Il a mis l'accent, notamment, sur l'organisation des maisons de retraite.

FAITS ET CHIFFRES

LA SUÈDE S'APPÊTE À LEVER LES RESTRICTIONS AUX IMPORTATIONS DE CHAUSSURES

Le gouvernement suédois vient de faire savoir à la Commission européenne qu'il proposait à son Parlement de supprimer, à partir du 1^{er} juillet, les restrictions imposées depuis novembre 1975 aux importations de chaussures, nous signale notre correspondant à Bruxelles. Ces restrictions, que la Communauté avait énoncées comme temporaires à l'occasion de libre échange conclu avec la Suède, ont sérieusement gêné les producteurs des Neuf, puisque leurs exportations de chaussures vers la Suède, en 1975, ont diminué de deux millions de paires par rapport à l'année précédente.

D'autre part, en Grande-Bretagne, une enquête officielle a prouvé qu'il y avait « dumping » sur les chaussures de cuir pour hommes en provenance de Tchécoslovaquie et les sandales de cuir pour hommes en provenance de Pologne. À la suite de cette enquête, les deux pays concernés se sont engagés auprès du ministre britannique du commerce à relever le prix des chaussures qu'ils exportent en Grande-Bretagne.

Aux États-Unis, enfin, le président Carter doit décider, dans un mois environ, d'appliquer ou non des restrictions sur les importations de chaussures. La commission américaine du commerce international lui a, en effet, remis en janvier une série de propositions visant à contourner les importations de chaussures à 265,5 millions de paires par an.

Agriculture

● LA SEMAINE INTERNATIONALE DE L'AGRICULTURE se tient à la porte de Versailles à Paris, du 4 au 13 mars. M. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, doit inaugurer dimanche 6, le président de la République et le premier ministre doivent la visiter également. Deux mille animaux, douze mille machines, une exposition sur l'homme et la forêt, la recherche agricole, des journées d'études techniques, des stands gastronomiques, un marché des provinces de France, mille curiosités de la campagne : paysans et citadins trouveront tout ce qui peut les intéresser.

Commerce extérieur

● LORS DU CONSEIL DU GATT, qui vient de se tenir à Genève, les États-Unis et la C.E.E. se sont de nouveau opposés sur la question des subventions à l'exportation. La C.E.E. dénonce l'exonération partielle d'impôt aux États-Unis des sociétés exportatrices ; les États-Unis dénoncent de la même façon certaines pratiques fiscales en vigueur en Belgique, aux Pays-Bas et en France.

Cependant, le gouvernement Carter pourrait être favorable à la suppression du système fiscal d'aide aux exportations institué en 1972 par l'administration Nixon si les Européens renonçaient de leur côté à certaines pratiques. — (A.F.P.)

Conflits

● LES CHÉRIENNOTS de la circonscription d'exploitation de Loriet se sont mis en grève

Étranger

● EN ITALIE, LE DÉFICIT DE LA BALANCE COMMERCIALE a doublé en un an, s'élevant en 1976 à 5 402 milliards de lire (30 milliards de francs), les exportations italiennes ont atteint 30 904 milliards de lire, en hausse de 35,2 % par rapport à 1975. Les importations se sont élevées à 36 306 milliards, en augmentation de 44,1 %.

Seul le mois de juillet a enregistré un solde positif (+ 111 millions), avril a été le mois le plus mauvais (— 707 millions). Le déficit pétrolier s'est élevé en 1976 à 6 676 milliards (87 milliards de francs). — (A.F.P.)

Sécurité sociale

● LA C.G.T. DÉCLARE QUE LE RAPPORT DE L'INSPECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES SOCIALES montre la nécessité de réformes différentes de celles qu'envisage le gouvernement. La centrale estime néanmoins que ce rapport fait partie de la campagne menée par le pouvoir contre la protection sociale des travailleurs. Elle réclame la demande d'une négociation tripartite sur l'ensemble des problèmes de sécurité sociale.

Syndicats

● M. GUY HENNINGOT, président du Syndicat national des classes moyennes, critique vivement la création des G.I.R. (Groupes Initiative et Responsabilité) par M.M. Debatiste (exploitants agricoles), Ginguère (P.M.E.), Charpentier (C.G.C.), Combe (chambres de métiers) et Monier (syndicats de médecins) (Le Monde du 2 mars). « Ces personnalités, affirme-t-il, ont pris le risque dangereux de conduire vers une politisation inacceptable des centrales professionnelles dont ils assument la responsabilité et ce sans consultation préalable de la base. Leurs ambitions personnelles suscitent un trouble profond dans les organisations de classes moyennes et entraînent la division. »

Organisation internationale

● AU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, le conseil d'administration tripartite — États, patronat, syndicats — a adopté par 34 voix contre 17 (délégations des pays arabes et des pays de l'Est) une nouvelle procédure d'examen des résolutions soumises à la Conférence internationale du travail qui se tient chaque année.

ÉNERGIE

L'OPEP A DÉJÀ AFFECTÉ 772 MILLIONS DE DOLLARS À L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

La moitié des sommes du Fonds spécial de l'OPEP a trouvé une affectation précise, a déclaré le 3 mars à Vienne le président du conseil des gouverneurs de cet organisme, M. Mohamed Yeganeh, ministre d'État iranien. Sur un programme de 1,6 milliard de dollars, 772 millions ont été répartis : 142,3 millions serviront à mettre en œuvre des projets d'industrialisation dans trente-huit pays sous forme de crédits à vingt ans dépourvus d'intérêt ; six nouveaux bénéficiaires de crédits de soutien à la balance des paiements ont été désignés : les Comores, la Guinée-Equatoriale, Grenade, les Maldives, Sao-Tomé et les Seychelles ; 192,6 millions serviront à quarante-deux pays pour rétablir leurs balances des paiements (mais le Cambodge a refusé cette aide) ; enfin, 400 millions sont destinés au Fonds international de développement agricole (FIDA).

Une partie des 871 millions de dollars non encore affectés va d'autre part être consacrée par l'OPEP au « fonds commun de stabilisation des prix des matières premières », qui doit créer la CNUCED.

● ERRATUM. — Une coquille typographique nous a fait écrire dans l'article « Les sept accords sont-ils responsables de la hausse du prix du pétrole ? » (Le Monde daté 25 février 1977) : « Vers le milieu des années 60, selon M. Hilar, des producteurs indépendants ont amené du pétrole de préférence libanais ». Il fallait lire : « libyen. »

صلى الله عليه وسلم

ANNONCES CLASSEES

	la ligne	la ligne L.E.	la ligne	la ligne L.E.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	45,76	25,00	32,03
"Placards encadrés" 2 col. et +			34,00	35,89
(la ligne colonne)	42,00	48,04	38,00	43,47
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29	40,00	45,76
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE

L'immobilier

appartements vente

Paris Rive droite
PRES ETATS-UNIS
Propriétaire v'd de Hôtel part. style 19^{ème} s. 5 p., 1^{er} étage, 15, rue de l'Amiral-Ducloux.
24-76, bd VOLTAIRE (17)
Imm. neuve, séjour, 2 chambres, 1^{er} confort, cave, terrasse 40 m², trs calme, soleil, 310.000 F.
LUNDI-MARDI, de 13 à 19 h.

M^{re} MICHEL-BIZOT
IMMEUBLE RECENT, 11 CFT
SEJ., 1^{er} CHBRE, entrées, cuis., salle de bains, 1^{er} étage.
PRIX INTERESSANT. Sur jardin.
10, av. Général-Michel-Bizot
Sant., dim., jeudi, 14 h 30 à 17 h 30.

INVESTISSEURS
Rentabilité très élevée
Indication du capital investi
STUDIOS, 2-3 P., DUPLEX
renovés ou à rénover
dans PARIS
12 PROGRAMMES
Location et gestion assurées
GROUPE VRIJDAU
15, rue de la Paix, 75002 PARIS
TEL. 341-56-35 +

Paris Rive gauche
CONVENTION
3/4 PIÈCES 86 M²
2/3 PIÈCES 74 M²
Imm. pierre de taille et briques
1960, 11 CFT, 4^{ème} ét., asc. 5/6 place
samedi-dimanche, de 10 h à 13 h :
19, RUE VOUILLÉ

appartem. achat
Pour louer ses deux enfants
étudiants, industriel achète
complet à Paris. Paris appartement.
ancien. - 234-42-44.

emploi régionaux

SOCIETE DE NEGOCES INTERNATIONAL
A U 11 A 12 E
recherche
COLLABORATEUR COMMERCIAL
DE PREMIER PLAN
● Formation E.S.C.
● Pratique courante de l'anglais.
● Solide expérience de la fonction commerciale
nécessaire.
● Minimum 30 ans.
● Expérience auprès d'industriels souhaitée.
● Lieu de travail : Le Havre.
Envoyer avec curriculum vitae manuscrit sous le
no T 098.642 M à : REGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

CADRE COMMERCIAL
Libre de suite
Connaissant l'entretien des hommes et ayant
l'excellente notion de gestion.
Chez nous, vous organisez votre travail vous-même.
Il doit impliquer être fait et bien fait.
Vous pouvez aussi prendre des initiatives pour nous
le seul responsable d'une région géographique.
Si vous êtes passionné par le contact humain.
Si vous avez quelques notions comptables.
Prenez contact avec nous.
Votre futur patron est prêt à vous expliquer ce qu'il
attend de vous et de ce que vous pouvez attendre de nous.
Envoyez votre C.V. à Régie Presse n° 592.286 M.
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

offres d'emploi

autos-vente
104 - 304 - 504 - 604
EX. T. 11 et 12, pas route.
AUTO-PARIS 11 - 384-04-95
Lamborghini Urraco 14 CV
1975 complète, 24.000 kilomètres.
Prix intéressant. - 202 - 90-72

les annonces classées du Monde
sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 heures à 12 h. 30 - de 13 h. 30 à 18 heures
au 296-15-01
Une annonce communiquée avant 15 heures peut paraître dès le lendemain.

constructions neuves

BAGNÈRES-DE-BIGORRE
RÉSIDENCE ASPIN
Face au Jardin Public
DU STUDIO ÉQUIPÉ
AU 4 PIÈCES
Livraison 1^{er} trimestre 1978
Renseignements et réservations
chez le promoteur.
SEPI 34, avenue Joffre, 65000 TARBES
TEL. : (63) 93-29-56.

bureaux
SAINT-AUGUSTIN
Dans imm. grand standing
A LOUER BUREAUX
dont 800 M² sur
niveau
293-62-52

fonds de commerce
LE HAVRE - Vds pastis-ports
150.000 F. 10 m² + cave. Ball n°
17 les commerces, artère principale.
Faible loyer 12. (10-35) 42-17.

locations non meublées
Offre
Région parisienne
Part. à part. Rueil-Malmaison.
5 pièces, 120 m², 1^{er} étage, 19 h.
jardin, garage, 2.970 F T.C.C.
ABBI - 44-99-39

locations non meublées
Demande
Région parisienne
Pour Société Européenne Ch.
villaz, pavillon pour CADRES.
Durée 2 à 6 ans. - 263-57-02.

propriétés
YONNE 120 km Paris
Gde propriété bord
petite rivière, part. pièce d'eau
sur 2 ha, 1.500.000 F.
YONNE Propriété av. caractère,
10 CFT, Parc 1 ha, 1.100.000 F.
YONNE Belle propriété av. logt
gard. Parc 7.000 m² env. 800.000 F.
YONNE Belle maison ancienne
avec tour. Petit parc.
Tous confort. 800.000 F.
Cathelin VERNANT - F.N.A.J.M.
1, rue de la Guimardière,
89300 JOIGNY - Tél. (36) 62-12-35

maisons de campagne
SUR 2.300 M²
FERRAITE, 2 vaches pitons +
belle dépend. attenante, dans
un parc de 12 ha, 2.300 F.
Tél. (13) 37-42-52, même dim.

domaines
SOLOGNE - 12 ha
Ecl. SALERIS, excellent territ.
12 ha, 172 ha, 172 ha, 172 ha.
Poss. électricité, eau, gaz, chauffage.
IMMOB. REMONDON S.A.,
VIERZON - Tél. (30) 75-39-71

châteaux
QUERCY 30 Châteaux, situation
exceptionnelle, châteaux fin XIX^{ème},
excl. état, 18 p., conf. 5 à 10,
de nombreux produits à été
soumis importants.
Ainsi, les cours du plomb se sont
valorisés de 50 %, environ, ceux du
cacao de 40 % en moyenne et ceux
du café de 35 %. Sur l'éthanol, la
progression des cours atteint 20 %
et 10 % sur le sucre et l'argent.

villas
VAUCRESSON PLATEAU, villa
moderne caractéristique, 160 m² hab.,
sej., cuis., office, 4 ch., 1^{er} et 2^{ème}
ét., 2 s. de bain, 120 m² terrain,
1.100 m² part. état. Px 700.000 F.
J.M.B. - 778-79-79

villégiatures
A louer 2 p. 5 pers.
LA PLAQUE, 11 au 17-47.
Tél. (81) 26-55
Appart. 3 pièces à louer station
montagne. Les MENUIRES, à la
côte des 20 mars, 3 s. de bain, 1^{er}
ét., 100 m², 400 F. Ecr. ACHARD, 24, r.
du 4-Septembre, 75002 PARIS.

vacances
A louer en juin et septembre
au mois ou à la semaine,
villa tout confort bord de mer
pour 6 personnes
Tél. (4) 62-07-86, après 19 h.
EN ROUSSILLON, A PORT-
BARCARES, mer, soleil, piscine,
tous à la semaine voire appar-
tement neuf tout équipé. Docu-
mentaire, gratuite. Port-Barcarès
Vacances, 66420 Port-Barcarès.

vacances
Nous prions
instantanément nos
annonces d'avoir
l'obligeance de ré-
pondre à toutes les
lettres qu'ils reçoivent
et de restituer
aux intéressés les
documents qui leur
ont été confiés.

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Remous sur le franc suisse — Nouvelle hausse de l'or

Une certaine nervosité a continué à régner cette semaine sur les marchés des changes, où des remous ont agité le FRANC SUISSE, le DOLLAR et le DEUTSCHMAREK. Le cours de l'or a continué à monter en liaison avec l'adjudication du Fonds monétaire, qui s'est effectuée à un cours record.

Dès le début de la semaine, le DOLLAR s'est affaibli sur l'annonce du plus fort déficit commercial enregistré en un mois par les Etats-Unis : à Francfort, son cours revenait mardi de 2,072 à 2,088 D.M. En revanche, la monnaie américaine s'appréciait très vivement par rapport au FRANC SUISSE, atteignant à Zurich le cours de 2,57 F.S. La monnaie helvétique continuait à fléchir sur tous les marchés, même à Paris, où elle revenait à 1,94 F. Les mouvements atteignant une certaine ampleur. En fin de semaine elle se raffermissait quelque peu.

Cette baisse du FRANC SUISSE suscite de nombreux commentaires sur les places financières. Certains se sont demandés si la Banque nationale suisse (B.N.S.) était désireuse depuis longtemps d'éviter une appréciation excessive du FRANC SUISSE, jugée préjudiciable aux exportations helvétiques. Le président de la B.N.S., M. Leuthold, a affirmé qu'il n'en était rien, et que, à son avis, la baisse du FRANC SUISSE était excessive. A Londres, on estime que le recul du FRANC SUISSE est dû surtout à des considérations techniques et qu'une réaction pourrait intervenir rapidement. Toutefois, il est fort possible que certains mouvements de capitaux se soient produits ces derniers temps, au fur et à mesure que la monnaie helvétique perdait du terrain.

Les détenteurs de fonds « flottants » réfugiés en Suisse ont pu se reporter sur le DEUTSCHMAREK, vers la fin de la semaine, tout s'effondrant de nouveau à l'or, dont la hausse, continue depuis quelques temps, s'est accélérée cette semaine.

Le cours de l'once d'or, qui était la semaine dernière, au-dessus de 140 dollars pour la première fois depuis décembre 1975, s'est

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(la base internationale donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Livre	\$ U.S.	Franc suisse	Marcs	Franc belge	Florin	Unité italienne
Londres	1.7137	5.5385	4.3639	4.8914	62.7759	4.2872	1.5146
	1.7089	5.5147	4.3445	4.8828	62.7759	4.2700	1.5061
New-York	1.7137	20.0702	39.2683	41.8948	2.7309	68.1006	8.1139
	1.7089	20.0691	39.2527	41.7798	2.7173	68.0006	8.1112
Paris	5.5385	4.9325	195.66	208.27	13.0822	200.18	5.628
	5.5143	4.9250	195.87	208.27	13.0461	199.40	5.6483
Zurich	4.3639	2.5463	51.1088	106.5396	6.9519	182.2896	2.871
	4.3468	2.5450	51.0331	106.3296	6.9137	181.8090	2.882
Frankfurt	4.8914	2.3873	47.5177	93.7561	6.5178	95.8833	2.697
	4.8886	2.3835	48.0140	94.0471	6.5040	95.7490	2.706
Bruxelles	62.7759	36.6300	7.3517	14.3844	15.3434	14.7188	4.128
	62.8544	36.8000	7.3521	14.4597	15.3749	14.7200	4.131
Asterdam	4.2872	2.4999	19.9749	97.7812	104.2933	6.7977	2.833
	4.2700	2.5000	19.9804	98.2318	104.4495	6.7934	2.832
Milan	1516.62	885.00	177.62	347.53	378.65	34.1698	358.42
	1506.54	883.00	177.13	346.85	378.65	34.0915	358.29

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels à Paris, les prix indiqués représentent la contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1.000 lires.

hollandais Mouton, qui estime, dans son rapport annuel, que le cours du métal est appelé à monter cette année dans un marché stable. Elle relève un accroissement significatif des achats en provenance du Moyen-Orient, qui ont quadruplé, de l'Extrême-Orient (doublement) et d'Italie. La demande mondiale ayant augmenté de 34 %, en 1976, à 1 710 tonnes.

Le FRANC FRANÇAIS a légèrement fléchi en fin de semaine : les élections municipales approchent, et à l'étranger, où en France, certains opérateurs peuvent vouloir se couvrir. Il con-

LE MARCHÉ MONÉTAIRE

CRUELLE INCERTITUDE

Deux mouvements contradictoires ont été enregistrés cette semaine sur le marché monétaire de Paris : une détente sensible sur le franc le jour, et une certaine tension sur les taux à terme, qui dénote l'incertitude, et même l'inquiétude, des emprunteurs.

Au jour le jour, l'action de la Banque de France allait se faire sentir très nettement dans le sens de la détente. Lundi, le taux quotidien revenait de 10 à 12 1/8 % ; la Banque intervenant à 9 7/8 % contre bons et 10 % contre effets. Mardi et mercredi, cette dernière abaissait de 1/8 % son taux d'intervention, et le marché s'établissait à 9 13/16 %. Mercredi, grosse surprise : l'Institut d'émission abaissait de 9 3/4 % à 9 5/8 % le taux de son adjudication, valeur 3 mars, et portant sur 6,4 milliards de francs d'effets. Les opérateurs attendaient 9 3/4 % (le taux pré-

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Nouvelle et sensible hausse du plomb et du cacao

L'ennée promet d'être faste pour de nombreux pays producteurs de matières premières. En effet, depuis le 1^{er} janvier, la hausse survenue sur les nombreux produits a été souvent importante.

Ainsi, les cours du plomb se sont valorisés de 50 %, environ, ceux du cacao de 40 % en moyenne et ceux du café de 35 %. Sur l'éthanol, la progression des cours atteint 20 % et 10 % sur le sucre et l'argent.

Le 1^{er} janvier, la hausse survenue sur les nombreux produits a été souvent importante.

COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTALLS — Londres (en sterling par once) : cuivre (wirebar) comptant, 875 (843) ; à trois mois, 897,50 (872) ; étain comptant, 6 330 (6 085) ; à trois mois, 6 300 (6 222) ; plomb, 421,80 (415) ; zinc, 422,50 (421).

— New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 68,30 (66) ; aluminium (Ingots), inch. (48) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), 72,85 (72,17) ; zinc (par tonne) Packinox, White grade (181-185).

— Singapour (en dollars des Etats-Unis par picul de 133 lbs) : 1 197 (1 140 1/2).

TEXTILES — New-York (en cents par livre) : coton mal, 78,40 (74,90) ; juillet, 78,60 (74,50).

— Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (premier terme), 230 (240) ; jute (en dollars par tonne) Packinox, White grade C, 414 (420).

— Bœuf (en francs par kilo) : laine mars (24,75).

— Caoutchouc (en roupies par maund de 82 lbs) : jute, inch. (530).

CAOUTCHOUC — Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. comptant, 54,75-57 (55-56,50).

— Singapour (en nouveaux cents des Etats-Unis par kilo) : 204-204,50 (204,50-205).

DÉNÉRIES — New-York (en cents par lb) : cacao mai, 192,50 (177) ; juill., 182,25 (172,25) ; sucre disp., 8,45 (8,37) ; mai, 8,25 (8,17) ; café mal, 282,49 (283,49) ; juill., 283,92 (283,93).

— Londres (en livres par tonne) : sucre mai, 129,70 (128,90) ; août, 132,50 (128,90) ; cacao mai, 3 610 (3 735) ; juill., 3 620 (3 760) ; cacao mai, 2 607 (2 330) ; juill., 2 615 (2 490).

FRUITS (en francs par quintal) : cacao mai, 2 289 (2 217) ; juill., 2 300 (2 080) ; café mai, 3 236 (3 120) ; juill., 3 230 (3 125) ; sucre (en francs par tonne), mai, inch. (1 160) ; août, 1 175 (1 161).

CÉRÉALES — Chicago (en cents par boisseau) : blé mai, 277 1/2 (283) ; juill., 285 (288 1/4) ; maïs mai, 260 (268 1/2) ; juill., 264 (268 3/4).

BORSES ÉTRANGÈRES

LONDRES
Ouv. 10.00
Clôture 10.15
10.30
10.45
11.00
11.15
11.30
11.45
12.00
12.15
12.30
12.45
13.00
13.15
13.30
13.45
14.00
14.15
14.30
14.45
15.00
15.15
15.30
15.45
16.00
16.15
16.30
16.45
17.00
17.15
17.30
17.45
18.00
18.15
18.30
18.45
19.00
19.15
19.30
19.45
20.00
20.15
20.30
20.45
21.00
21.15
21.30
21.45
22.00
22.15
22.30
22.45
23.00
23.15
23.30
23.45
24.00
24.15
24.30
24.45
25.00
25.15
25.30
25.45
26.00
26.15
26.30
26.45
27.00
27.15
27.30
27.45
28.00
28.15
28.30
28.45
29.00
29.15
29.30
29.45
30.00
30.15
30.30
30.45
31.00
31.15
31.30
31.45
32.00
32.15
32.30
32.45
33.00
33.15
33.30
33.45
34.00
34.15
34.30
34.45
35.00
35.15
35.30
35.45
36.00
36.15
36.30
36.45
37.00
37.15
37.30
37.45
38.00
38.15
38.30
38.45
39.00
39.15
39.30
39.45
40.00
40.15
40.30
40.45
41.00
41.15
41.30
41.45
42.00
42.15
42.30
42.45
43.00
43.15
43.30
43.45
44.00
44.15
44.30
44.45
45.00
45.15
45.30
45.45
46.00
46.15
46.30
46.45
47.00
47.15
47.30
47.45
48.00
48.15
48.30
48.45
49.00
49.15
49.30
49.45
50.00
50.15
50.30
50.45
51.00
51.15
51.30
51.45
52.00
52.15
52.30
52.45
53.00
53.15
53.30
53.45
54.00
54.15
54.30
54.45
55.00
55.15
55.30
55.45
56.00
56.15
56.30
56.45
57.00
57.15
57.30
57.45
58.00
58.15
58.30
58.45
59.00
59.15
59.30
59.45
60.00
60.15
60.30
60.45
61.00
61.15
61.30
61.45
62.00
62.15
62.30
62.45
63.00
63.15
63.30
63.45
64.00
64.15
64.30
64.45
65.00
65.15
65.30
65.45
66.00
66.15
66.30
66.45
67.00
67.15
67.30
67.45
68.00
68.15
68.30
68.45
69.00
69.15
69.30
69.45
70.00
70.15
70.30
70.45
71.00
71.15
71.30
71.45
72.00
72.15
72.30
72.45
73.00
73.15
73.30
73.45
74.00
74.15
74.30
74.45
75.00
75.15
75.30
75.45
76.00
76.15
76.30
76.45
77.00
77.15
77.30
77.45
78.00
78.15
78.30
78.45
79.00
79.15
79.30
79.45
80.00
80.15
80.30
80.45
81.00
81.15
81.30
81.45
82.00
82.15
82.30
82.45
83.00
83.15
83.30
83.45
84.00
84.15
84.30
84.45
85.00
85.15
85.30
85.45
86.00
86.15
86.30
86.45
87.00
87.15
87.30
87.45
88.00
88.15
88.30
88.45
89.00
89.15
89.30
89.45
90.00
90.15
90.30
90.45
91.00
91.15
91.30
91.45
92.00
92.15
92.30
92.45
93.00
93.15
93.30
93.45
94.00
94.15
94.30
94.45
95.00
95.15
95.30
95.45
96.00
96.15
96.30
96.45
97.00
97.15
97.30
97.45
98.00
98.15
98.30
98.45
99.00
99.15
99.30
99.45
100.00
100.15
100.30
100.45
101.00
101.15
101.30
101.45
102.00
102.15
102.30
102.45
103.00
103.15
103.30
103.45
104.00
104.15
104.30
104.45
105.00
105.15
105.30
105.45
106.00
106.15
106.30
106.45
107.00
107.15
107.30
107.45
108.00
108.15
108.30
108.45
109.00
109.15
109.30
109.45
110.00
110.15
110.30
110.45
111.00
111.15
111.30
111.45
112.00
112.15
112.30
112.45
113.00
113.15
113.30
113.45
114.00
114.15
114.30
114.45
115.00
115.15
115.30
115.45
116.00
116.15
116.30
116.45
117.00
117.15
117.30
117.45
118.00
118.15
118.30
118.45
119.00
119.15
119.30
119.45
120.00
120.15
120.30
120.45
121.00
121.15
121.30
121.45
122.00
122.15
122.30
122.45
123.00
123.15
123.30
123.45
124.00
124.15
124.30
124.45
125.00
125.15
125.30
125.45
126.00
126.15
126.30
126.45
127.00
127.15
127.30
127.45
128.00
128.15
128.30
128.45
129.00
129.15
129.30
129.45
130.00
130.15
130.30
130.45
131.00
131.15
131.30
131.45
132.00
132.15
132.30
132.45
133.00
133.15
133.30
133.45
134.00

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2-3. EUROPE

La contestation dans les pays communistes et les relations Est-Ouest.

4. AMÉRIQUES

ARGENTINE : les syndicats préparent une négociation avec le gouvernement.
ÉTATS-UNIS : à propos des sous-marins, M. Carter s'oppose à son ancien patron, l'amiral Rickover.

4. ASIE

PAKISTAN : les élections législatives revêtent l'aspect d'un plébiscite en faveur de M. Bhutto.
THAÏLANDE : un accord a été signé avec la Malaisie pour la lutte commune contre la guérilla communiste.

4. DIPLOMATIE

5 à 7. POLITIQUE

LIBRES OPINIONS : « Ressemblent-ils ou ne ressemblent-ils pas à des primaires » pour un siège de député en Seine-Saint-Denis.

8. DÉFENSE

Au colloque de l'U.E.O. sur l'armement : les ambiguïtés de la coopération euro-atlantique.

8. RELIGION

Des évêques français dénoncent l'exploitation du tiers-monde par les pays européens.

8. ÉDUCATION

Les relations entre l'administration et la presse.

LE MONDE AUJOURD'HUI

PAGES 9 à 16
— Au fil de la semaine : Entre l'arbre et l'écorce, par Pierre Vianon-Ponté.
— Lettre de l'Amérique, par Jean-Claude Pomonti.
— La philosophie, par Jean Leclerc.

RADIO-TELEVISION

— La radio : « Le retour » colonial, par Jacques Steller ; Naïve, Sébastien au Canada, par Catherine Eumilhot ; France-Musique : des goûts et des sondages, par Anne Rey.

16. SPORTS

La quinzaine du livre du sport.

17. JUSTICE

La géologie des bovins charolais devant la cour d'appel d'Orléans.

18-19. ARTS ET SPECTACLES

20. D'UNE RÉGION À L'AUTRE

ALSACE : les mouvements de protestation antiaucloirien s'amplifient des deux côtés du Rhin.

20. ÉQUIPEMENT

20-21. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

VITICULTURE : le pouvoir central est sourd à nos revendications, assurent les comités d'action.

22-23. LA SEMAINE FINANCIÈRE

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (11 à 14)
— Annonces classées (22) ; Carnet (17) ; Informations pratiques (18) ; « Journal officiel » (16) ; Météorologie (16) ; Mots croisés (16).

PAS DE ROBES

POUR LES CROQUETTES
« Romance », le nouveau spectacle des Didi Croquettes, qui devait commencer au Palais, a dû être reporté à deux reprises : les deux cents robes des célèbres travestis brésiliens et leurs décors sont en souffrance à l'aéroport de Rio après avoir été retenus à São-Paulo par l'administration des douanes. Les Croquettes donneront leur première représentation le jour même où leur matériel arrivera à Paris. Renseignements : 343-87-18.

Le numéro du « Monde », daté 5 mars 1977, a été tiré à 589 994 exemplaires.

BÈGUES

Des milliers de personnes de tout âge, depuis 1938, ont bénéficié des Découvertes d'un Ancien Bègue. Renseign. grat. Pr M. BAUDET, 185, bd Wilson, 33200 Bordeaux.

A B C D E F G

Violent tremblement de terre en Roumanie

- Plusieurs centaines de personnes auraient été victimes du séisme
- La ville pétrolière de Ploesti semble avoir été touchée

Bucarest (A.F.P., A.P. Reuter, U.P.I.). — Un très violent tremblement de terre a secoué la Roumanie, vendredi 4 mars à 21 h. 21, heures locales (20 h. 21 heure de Paris). La région de Vrancea, à 120 kilomètres environ au nord de Bucarest, semble avoir le plus souffert du séisme. A 75 kilomètres au nord de la capitale, la ville de Ploesti paraît atteinte, ainsi que d'importantes installations pétrolières.

La situation a semblé suffisamment grave en Roumanie pour que M. Nicolae Ceausescu, chef de l'Etat roumain, rentre précipitamment à Bucarest dès le samedi matin, annulant l'entrevue qu'il devait avoir ce 5 mars à Majorque (Baléares) avec le roi d'Espagne, Juan Carlos, au terme d'un voyage en Afrique.

L'état d'urgence a été proclamé par décret présidentiel sur l'ensemble du territoire roumain, avant même que M. Ceausescu n'ait regagné la capitale. Le décret précise que « toutes les unités » capables d'intervenir doivent entrer en action. Les membres du parti et des autres organisations de masse sont invités à rejoindre le siège de leurs mouvements, afin de « diriger les secours » et d'assurer les transports, les communications et l'approvisionnement en énergie. La population et les unités militaires sont appelées à « poursuivre l'activité économique (surtout dans les régions qui n'ont pas été affectées par le séisme) et à participer aux travaux de sauvetage et de secours médicaux ». Des mesures spéciales prévoient la surveillance médicale et sanitaire de la population.

« Beaucoup d'immeubles sont un peu abîmés », a précisé, vendredi

Les informations étaient encore très fragmentaires ce samedi matin mais laissent supposer de très importants dégâts matériels : de nombreux immeubles de la capitale roumaine ont été endommagés et plusieurs bâtiments s'y seraient effondrés. Le nombre des victimes était encore incertain. Les dépêches d'agences faisaient état de plusieurs centaines de morts.

« L'ambassadeur de France, mais la ville n'est pas du tout en ruine. Il y a peut-être des victimes dans certains endroits, dans certains restaurants ; nous n'en sommes pas absolument sûrs », a-t-il ajouté. « Comme il était réparti sur quatre étages, par exemple, tout le personnel de l'ambassade est saisi. Comme il était réparti sur quatre étages, par exemple, tout le personnel de l'ambassade est saisi. Comme il était réparti sur quatre étages, par exemple, tout le personnel de l'ambassade est saisi. »

Le séisme a été ressenti dans une vaste région allant de Moscou à Naples et de Samson (sur la côte turque de la mer Noire), à Istanbul et à Vienne. Un peu partout, les structures se sont balancées, les verres et la vaisselle ont tinté, les placards se sont ouverts. Les secours ont été particulièrement fortes en Turquie, en Yougoslavie, en Bulgarie et en Moldavie soviétique. C'est-à-dire dans les pays les plus proches de la Roumanie.

Comme le 10 novembre 1940...

Le tremblement de terre qui vient de frapper gravement la Roumanie semble être une répétition de celui du 10 novembre 1940. Ce jour-là, c'est produit dans la même région, près de Vrancea, un séisme de magnitude 7,4. Très peu de renseignements ont été donnés sur ce séisme, compte tenu du fait que l'Europe était en guerre et que l'éventuelle réduction de la production pétrolière due au tremblement de terre était couverte par le secret militaire. Généralement, on estime que le nombre des morts devait être de l'ordre du millier.

Le 4 mars, selon les mesures faites dans divers observatoires sismologiques du monde, la magnitude serait d'environ 7,2, ce qui est très comparable à celle de novembre 1940. Autre similitude : la surface affectée par le séisme. En 1940, la zone la plus touchée avait 400 kilomètres de long et 200 de large (selon Sismos et volants, de M. Jean Rothé, collection « Que sais-je ? »). Bucarest, notamment, fut très endommagée ; 95 % des immeubles de la capitale furent détruits ou endommagés, et 95 % des bâtiments avaient subi des dégâts plus ou moins importants. Les secours avaient été très sensiblement ralentis à Moscou, à Kiev et à Kharkov. Bien que la région du foyer du 4 mars ne soit pas encore déterminée, la région de Vrancea, au « coude » des Carpates, est connue pour sa sismicité. Mais les

tremblements de terre qui s'y produisent sont très particuliers : leurs foyers sont, en effet, et terminent dans le « coude » des Carpates, comme le relèvent les données annuelles d'informations des catastrophes naturelles publiées par l'UNESCO. En 1960, quatre séismes, dont les foyers étaient respectivement à 128, 120, 140 et 160 kilomètres et les magnitudes de 6,7, 6,4, 5,8 et 5,5 ; 1967, deux séismes, à 140 et 131 kilomètres, magnitudes proches de 5 ; 1968, deux séismes, 185 et 190 kilomètres, magnitudes proches de 5 ; 1969, un séisme, 135 kilomètres, magnitude proche de 5 ; 1970, deux séismes, magnitudes proches de 5 ; 1971, un séisme, 135 kilomètres, magnitude proche de 5 ; 1972, deux séismes, magnitudes proches de 5 ; 1973, deux séismes, 75 et 175 kilomètres, magnitudes supérieures à 5 ; 1974, un séisme, 145 kilomètres, magnitude supérieure à 5.

Pourquoi la plupart des tremblements de terre du « coude » des Carpates sont-ils intermédiaires ? Jusqu'à présent, les sismologues n'ont pas trouvé de réponse satisfaisante. Les Carpates forment, certes, un système alpin, dont l'existence et la sismicité sont dues au rapprochement de l'Afrique et de l'Europe-Asie. Mais les séismes y sont tous superficiels. Seules la région de Vrancea, la mer Egée, l'arc sicilo-calabrais et, exceptionnellement, le sud de l'Espagne connaissent des séismes intermédiaires. Peut-être, dans le cas du « coude » des Carpates, s'agit-il d'une « plaque » rigide mise à la verticale lors de la disparition de la Téthys, cette mer cénétène de la Méditerranée. Mais la structure des Balkans, de la mer Egée, de la Crète et de la Turquie est particulièrement compliquée (et donc encore mal connue), car les plaques rigides se sont, dans cette région, morcelées en plusieurs « plaquettes » qui, coincées entre les masses africaine et européenne, se déforment sans cesse les unes par rapport aux autres.

A magnitude égale, les séismes intermédiaires sont, heureusement, moins destructeurs que les séismes superficiels, car les plus grands tremblements de terre de Vrancea ne sont pas catastrophiques. A titre de comparaison, rappelons que le séisme très superficiel de l'Agadir, qui tua quinze mille personnes et détruisit la plus grande partie de la ville le 26 février 1960, avait une magnitude de 5,5.

Si les dégâts des tremblements de terre intermédiaires sont moins importants (à magnitude égale), en revanche l'aire touchée est plus grande. Toutefois, il faut rappeler que le récent séisme d'Idku, pourtant, superficiel, a été ressenti à Berlin, Strasbourg et Moscou. Et que l'on ne sait pas pourquoi.

YVONNE REBEYROL

Le Secours populaire français reçoit dans toutes ses sections les dons en espèces et en nature destinés aux victimes du tremblement de terre de Roumanie. Des dons en espèces peuvent être envoyés au Secours populaire français, 9, rue Frolois, 75008 Paris, par chèque bancaire ou par chèque postal (C.C.P. 654-37, Paris).

MM. GISCARD D'ESTAING ET CARTER

SE SONT ENTRETEenus
PAR TÉLÉPHONE
DU SORT DE CONCORDE

Le président de la République recevra, lundi 7 mars, M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, et M. Pierre Baudis, député et maire de Toulouse (app. R.I.).

« Il s'entretenait avec eux des dernières initiatives prises par le gouvernement français pour appeler l'attention des hautes autorités américaines sur l'importance majeure que le gouvernement attache à une solution positive dans l'affaire des droits d'atterrissage de Concorde à New-York », précise un communiqué de l'Elysée.

D'autre part, M. Valéry Giscard d'Estaing s'est entretenu, vendredi 4 mars, par téléphone avec le président américain, M. Jimmy Carter, à propos de cette affaire.

On sait que les autorités du port de New-York doivent faire connaître leur décision le 10 mars.

« M. Youri Pionov, membre de la mission commerciale soviétique, accusé ces derniers jours d'espionnage par le gouvernement espagnol, a quitté Madrid, samedi 5 mars par avion, à destination de Moscou. M. Pionov, quarante-deux ans, ingénieur, était délégué commercial en Espagne depuis deux ans. Il a été expulsé pour faits d'espionnage », (A.F.P.).

En Rhodésie

LE PROJET DE LOI
SUR LA RÉDUCTION
DES ZONES RURALES
RÉSERVÉES AUX BLANCS
EST ADOPTÉ DE JUSTESSE

Salisbury (A.F.P.). — Le projet de loi sur la réduction des zones rurales réservées à la population blanche, présenté par le premier ministre rhodésien, M. Ian Smith, a été adopté d'extrême majorité le vendredi 4 mars à la majorité des deux tiers requise (quarante-quatre voix sur soixante-cinq).

A la dernière minute, trois parlementaires noirs qui, avec neuf autres de leurs collègues africains de la Chambre, avaient décidé de s'abstenir, faisant que le projet de loi fonctionnait pas sans loi en matière d'égalité raciale, ont apporté leurs voix au gouvernement.

Le projet qui fait passer de 18 millions d'hectares à 200 000 les zones rurales exclusivement réservées à la minorité blanche avait provoqué une vive réaction au sein du mouvement politique du Front indépendant (parti ex-pouvoir). Des membres du comité avaient exprimé leur opposition à cette tentative de réduction des inégalités raciales les plus flagrantes du régime de Salisbury (« le Monde » du 4 mars).

CHEF DE LA FAMILLE CARLISTE

Le prince Xavier de Bourbon-Parma aurait été enlevé à son domicile parisien

Le prince Xavier de Bourbon-Parma, quatre-vingt-huit ans, a disparu depuis une semaine de son domicile parisien, rue Silvestre-de-Sacy (septième arrondissement). Depuis son départ, il n'a été vu dans aucune des deux propriétés qu'il possède en province, le château de Ligny (Cher) et celui de Boste (Allier).

La famille a signalé la disparition du prince à la police, laquelle oppose un mutisme complet à propos de ce qu'elle considère comme une « affaire de famille ». Selon des proches, en effet, le prince aurait pu être victime d'un enlèvement commis par l'un de ses deux fils, Sixte de Bourbon-Parma. « Il s'agit certainement d'un nouvel épisode politique », a précisé à l'Agence France-Presse un familier, qui évoque par ailleurs une « affaire » qui s'oppose depuis longtemps les deux fils de Xavier, Sixte et Carlos Hugo.

La seule certitude actuelle dans cet imbroglio politico-policière est la disparition de son domicile parisien le samedi 26 février du prince Xavier de Bourbon-Parma. Il avait, la veille, adressé un message à son fils Carlos Hugo, alors en voyage, lui demandant de le rencontrer de toute urgence. Selon la famille du prince, qui a signalé sa disparition à la police, Xavier aurait été enlevé par le frère cadet de Carlos Hugo, Sixte de Bourbon-Parma, fils aux groupes ultras du franquisme.

Expulsés par Franco

Xavier, son fils Carlos Hugo et ses sœurs ont été expulsés d'Espagne par Franco. Depuis, Carlos Hugo, président carliste à la couronne depuis l'abdication de Xavier en sa faveur, a pris la tête d'un parti carliste de tendance socialiste autogestionnaire, membre de la Coordination des organisations démocratiques, et dont la demande de légalisation vient d'être rejetée par le ministre espagnol de l'Intérieur. Son jeune frère Sixte se présente comme le chef de la branche carliste traditionnelle liée aux ultras de droite.

Le 9 mai 1975, de graves incidents avaient éclaté à Montejurra, en Navarre, à l'occasion du pèlerinage carliste. Un commando ultra avait ouvert le feu sur les carlistes de Carlos Hugo, faisant un mort. Selon la famille de Xavier, l'enlèvement aurait pour but de le contraindre à se dissocier des vues politiques de Carlos Hugo. Un membre du commando, espagnol, Actualités espagnoles, a récemment publié un article d'où il ressort que Xavier

« Explosion à bord d'un pétrolier à Rotterdam : trois morts. — Trois marins britanniques ont trouvé la mort vendredi 4 mars dans une explosion à bord du pétrolier « Iberia ». 25 000 tonnes (150 000 tonnes) dans le port de Rotterdam. L'explosion a été suivie d'un incendie violent qui a ravagé entièrement la chambre des machines. — (A.F.P.). »

« Un ouvrier âgé de quarante-trois ans, père de quatre enfants, M. Jean-Benoît, demeurant à Avion (Pas-de-Calais), a fait, vendredi 4 mars en début d'après-midi, une chute de dix mètres alors qu'il réparait le toit du magasin de la fosse 7 de Liévin (Pas-de-Calais). Il a été tué sur le coup. »

A Paris

GRÈVE AU LYCÉE ET AU C.E.T. DE LA RUE LECOURBE

Un défilé réunissant environ deux cents manifestants, lycéens et collégiens, a eu lieu, vendredi 4 mars après-midi, dans le quinzième arrondissement de Paris. La plupart d'entre eux étaient des grévistes du lycée et du collège grévistes du technicien de la rue Lecourbe, auxquels étaient joints, par « solidarité », quelques collégiens d'autres C.E.T. de l'arrondissement.

Suivis par une grande partie des douze cents élèves des deux établissements, la grève a commencé le 1^{er} mars. Mais la vie du lycée et du collège avait déjà été perturbée les deux jours qui ont précédé les vacances de février.

Le mouvement semble avoir pour origine le comportement d'une des enseignantes du C.E.T. accusée « de violences verbales et physiques ». Une enquête administrative est en cours.

Les grévistes, dont un petit nombre de militants de la coordination permanente des C.E.T. (proche de la C.G.T.), de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), et du Mouvement de la jeunesse socialiste, réclament en outre « une véritable liberté d'expression et d'information » dans leur établissement et « l'abrogation d'une circulaire sur les absences et les retards » permettant, selon eux, de « renvoyer l'importance qui a tout moment ». Ils protestent aussi contre la réforme Baby.

La commission permanente de l'établissement, réunie jeudi 3, a décidé de demander la fermeture de celui-ci au cas où le mouvement de grève se prolongerait, lundi 7. — B. L. G.

La situation de l'emploi

M. MARCHAIS RÉPOND A M. BARRE

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C., a répondu vendredi soir 4 mars, à Créteil, au cours d'un meeting de soutien à la liste que conduit M. Michel Gerny (P.C.), aux élections de M. Raymond Barre sur la situation de l'emploi (le Monde du 2 mars). Le premier ministre avait affirmé notamment : « Il n'y a pas eu jusqu'à présent d'aggravation sensible du chômage depuis six mois. »

M. Marchais a déclaré : « M. Barre manque vraiment de sérieux. Les chiffres officiels eux-mêmes, ceux de l'INSEE, indiquent un accroissement de + 3,6 % du nombre des demandeurs d'emploi, de décembre à janvier, en un mois ! Pour M. Barre, cela n'est pas une aggravation... Mais, dit-il, ce qui compte, c'est la tendance : la tendance, c'est que le chômage s'est accru de + 14 % ! »

Le secrétaire général du P.C. a ajouté : « M. Barre propose une solution, une « solution-miracle » pour résoudre le chômage. Cette solution, c'est l'expatriation. L'Europe du Marché commun compte actuellement six millions de chômeurs. Que veut M. Barre ? Changer des chômeurs allemands ? De qui se moque-t-on ? »

« L'Europe du Marché commun compte actuellement six millions de chômeurs. Que veut M. Barre ? Changer des chômeurs allemands ? De qui se moque-t-on ? »

« L'Europe du Marché commun compte actuellement six millions de chômeurs. Que veut M. Barre ? Changer des chômeurs allemands ? De qui se moque-t-on ? »

« L'Europe du Marché commun compte actuellement six millions de chômeurs. Que veut M. Barre ? Changer des chômeurs allemands ? De qui se moque-t-on ? »

« L'Europe du Marché commun compte actuellement six millions de chômeurs. Que veut M. Barre ? Changer des chômeurs allemands ? De qui se moque-t-on ? »

« L'Europe du Marché commun compte actuellement six millions de chômeurs. Que veut M. Barre ? Changer des chômeurs allemands ? De qui se moque-t-on ? »

« L'Europe du Marché commun compte actuellement six millions de chômeurs. Que veut M. Barre ? Changer des chômeurs allemands ? De qui se moque-t-on ? »

« L'Europe du Marché commun compte actuellement six millions de chômeurs. Que veut M. Barre ? Changer des chômeurs allemands ? De qui se moque-t-on ? »

« L'Europe du Marché commun compte actuellement six millions de chômeurs. Que veut M. Barre ? Changer des chômeurs allemands ? De qui se moque-t-on ? »

« L'Europe du Marché commun compte actuellement six millions de chômeurs. Que veut M. Barre ? Changer des chômeurs allemands ? De qui se moque-t-on ? »

« L'Europe du Marché commun compte actuellement six millions de chômeurs. Que veut M. Barre ? Changer des chômeurs allemands ? De qui se moque-t-on ? »

« L'Europe du Marché commun compte actuellement six millions de chômeurs. Que veut M. Barre ? Changer des chômeurs allemands ? De qui se moque-t-on ? »

« L'Europe du Marché commun compte actuellement six millions de chômeurs. Que veut M. Barre ? Changer des chômeurs allemands ? De qui se moque-t-on ? »

« L'Europe du Marché commun compte actuellement six millions de chômeurs. Que veut M. Barre ? Changer des chômeurs allemands ? De qui se moque-t-on ? »

« L'Europe du Marché commun compte actuellement six millions de chômeurs. Que veut M. Barre ? Changer des chômeurs allemands ? De qui se moque-t-on ? »

« L'Europe du Marché commun compte actuellement six millions de chômeurs. Que veut M. Barre ? Changer des chômeurs allemands ? De qui se moque-t-on ? »

« L'Europe du Marché commun compte actuellement six millions de chômeurs. Que veut M. Barre ? Changer des chômeurs allemands ? De qui se moque-t-on ? »

« L'Europe du Marché commun compte actuellement six millions de chômeurs. Que veut M. Barre ? Changer des chômeurs allemands ? De qui se moque-t-on ? »

« L'Europe du Marché commun compte actuellement six millions de chômeurs. Que veut M. Barre ? Changer des chômeurs allemands ? De qui se moque-t-on ? »

« L'Europe du Marché commun compte actuellement six millions de chômeurs. Que veut M. Barre ? Changer des chômeurs allemands ? De qui se moque-t-on ? »

« L'Europe du Marché commun compte actuellement six millions de chômeurs. Que veut M. Barre ? Changer des chômeurs allemands ? De qui se moque-t-on ? »

La Ditton est à l'enceinte ce que la Rolls est à l'automobile.

Pour vous en convaincre, rendez vous au Festival du Son, 7 au 13 Mars, stand 105, Av. Berlioz.

Ditton 3, rue Jacques Coeur, Paris

السلامة والجمال